

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

« À CHACUN SELON SES BESOINS ».  
LA PRODUCTION DE L'IDENTITÉ SALARIALE  
DANS LE RÉGIME FORDISTE NORD-AMÉRICAIN

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

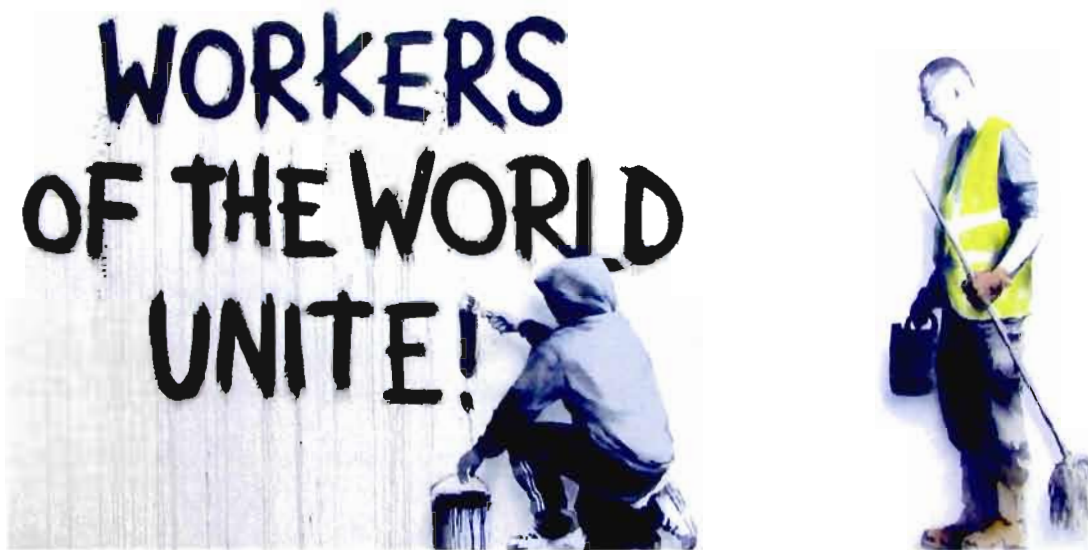
PAR  
JULIA POSCA

JANVIER 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»



Source : [banksy.co.uk](http://banksy.co.uk)

Enjoy what has been granted to you. After a day's work, stay among your loved ones, your parents, your wife and children, and reflect on the household and education. That ought to be your policy. However, save yourself the upset of high state politics. Conducting higher politics requires more time and insight into conditions than the worker has been granted. You are doing your duty if you vote for people recommended by shop stewards.

Yet you will certainly cause nothing but harm if you attempt to interfere with law and order. Incidentally, politicizing at the pub is very expensive; you can get something better at home.

Alfred Krupp, *A word to my employees*, 11 février 1877 (traduction : Erwin Fink).

## REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma sincère reconnaissance envers mon directeur Éric Pineault, dont les enseignements m'ont considérablement inspiré ce mémoire. Je le remercie aussi de m'avoir soutenue et encouragée tout au long de cette éprouvante aventure. La confiance qu'il m'a accordée a fait de ma maîtrise une expérience des plus enrichissantes.

Je profite de cette occasion pour remercier Francine Rivest du département de sociologie pour son support essentiel dans la réalisation de ce projet.

J'aimerais également remercier mes collègues et amis du CAFCA, dont le talent et la générosité ont été tout au long de mon parcours une source d'inspiration. Un merci particulier à Lyne pour avoir été constamment présente – même à distance –, et à Marie-Nathalie pour sa précieuse relecture et pour m'avoir accompagnée jusqu'à la toute dernière minute.

Je remercie vivement mes parents, ma sœur et mon frère pour leur soutien et leurs encouragements. Un merci particulier à Jean-Simon pour son support technique. Enfin, je n'aurais tout simplement pas pu compléter ce mémoire sans la présence, l'écoute et le support constants de mon amoureux, Fernando.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vi
RÉSUMÉ.....	vii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
LA SOCIOLOGIE FACE AU PROBLÈME DE LA CLASSE MOYENNE .....	6
1.1. Le capitalisme, un remède contre la lutte des classes ? .....	7
1.2. Définir la classe moyenne.....	10
1.3. Comprendre la classe moyenne par sa crise .....	19
CHAPITRE II	
DU PROLÉTARIAT À LA CLASSE OUVRIÈRE : LA CONSCIENCE DE CLASSE	
COMME FONDEMENT DE L'ACTION POLITIQUE	
DANS LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE .....	26
2.1. La condition ouvrière : une « nouvelle réalité sociale » .....	28
2.2. Du prolétariat à la classe ouvrière .....	31
2.3. Conscience de classe et lutte des classes .....	34
2.4. La différence américaine.....	42
CHAPITRE III	
LA DOUBLE DÉTERMINATION DU TRAVAILLEUR	
PAR LA CORPORATION MODERNE.....	45
3.1. La « révolution corporative-managériale ».....	48
3.2. La rationalisation du travail et la naissance de l'employé .....	49
3.2.1 Du travail à l'emploi .....	50
3.2.2 Du travailleur à l'employé.....	51
3.3. Une conception instrumentale du travail .....	52
3.4. Les loisirs .....	54

3.5. La production du consommateur .....	57
3.5.1 La consommation de masse comme discipline sociale.....	58
3.5.2 La publicité : un vecteur civilisationnel .....	59
CHAPITRE IV	
LE COMPROMIS FORDISTE OU L'INSTITUTIONNALISATION	
DE L'EMPLOYÉ-CONSOMMATEUR.....	73
4.1. La sanction par l'État de la société de consommation .....	73
4.1.1 Le modèle consumériste au fondement de la démocratie américaine .....	73
4.1.2 La construction d'un modèle .....	79
4.2. Le rôle des syndicats .....	82
4.3. La production de la classe moyenne ou comment réaliser l'utopie de la société	
sans classes .....	88
CONCLUSION.....	95
BIBLIOGRAPHIE .....	104

## LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 Erik Olin Wright, « Basic class typology » .....	15
Figure 2.1 Tract pour manifestation dans la province de l'Hérault, année inconnue .....	38
Figure 2.2 Tract de la SFIO, année inconnue .....	40
Figure 2.3 Tract de la SFIO, année inconnue .....	41
Figure 3.1 Publicité pour la poudre pour bébé Mennen, année inconnue.....	60
Figure 3.2 Publicité pour les cigarettes Camel, 1954.....	64
Figure 3.3 Publicité pour le traitement Glover's Mange, année inconnue .....	65
Figure 3.4 Publicité pour le dentifrice Colgate, année inconnue .....	66
Figure 3.5 Publicité pour le déodorant Odorono, 1951 .....	69
Figure 3.6 Publicité pour les cigarettes Chesterfield, 1944 .....	70
Figure 4.1 Publicité pour la Banque Laurentienne, 2006 .....	91

## RÉSUMÉ

Ce mémoire examine la transformation de l'identité salariale dans le passage au régime fordiste. Il vise à comprendre les implications politiques de la représentation du travail qui s'est imposée à partir des années 20 dans les sociétés capitalistes avancées. L'hypothèse qui sous-tend ce travail est que la pacification des rapports sociaux capitalistes dépend de la production de la classe moyenne, dont l'identité repose sur une représentation dépolitisée du travail. Autrement dit, l'institutionnalisation du conflit capital/travail, typique de la société industrielle, a été rendue possible grâce à la construction symbolique d'une société sans classes. Afin d'illustrer cette hypothèse, nous mettons de l'avant une analyse comparative de la classe ouvrière et de la classe moyenne qui met l'accent sur la composante subjective du concept de classe sociale. Nous montrons que la classe ouvrière de l'ère industrielle forme une classe conscientisée qui lutte pour son émancipation. Au contraire, la classe moyenne dans les sociétés capitalistes avancées est un référent identitaire qui façonne l'individu, mais qui n'est pas la base d'une conscience de classe autonome. Les travailleurs dans le régime fordiste se conçoivent comme des consommateurs plutôt que comme des producteurs et ils accordent au travail une valeur essentiellement instrumentale. Nous étudions les phénomènes de la rationalisation du travail et de la massification de la consommation afin de montrer qu'ils participent à la production d'un sujet conforme à l'économie politique du fordisme. Nous examinons ainsi la notion de classe moyenne en tant qu'idéologie légitimatrice du capitalisme avancé.

Salariat – fordisme – classe moyenne – identité salariale – représentations du travail – employé – consommateur – classes sociales – classe ouvrière – conscience de classe – conflit capital/travail.



## INTRODUCTION

Ou bien il n'y a, comme Gambetta le prétendait, que des « problèmes sociaux » particuliers, une pluralité de difficultés à affronter une à une; ou bien il y a une question sociale, et c'est la question du salariat, parce que le salariat en est venu à structurer notre formation sociale presque tout entière.

Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, pp. 621-622.

Au printemps de l'année 2009, General Motors concluait une entente avec les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) dans le cadre de la restructuration de l'entreprise. Sans cet effort de réorganisation, le gouvernement canadien n'accorderait pas au fabricant automobile l'aide financière dont il avait besoin afin de redresser sa situation financière, mise à mal par la crise économique qui sévissait depuis l'automne 2008 aux États-Unis. « GM : les TCA font leurs sacrifices », titrait alors le journal *Le Devoir*. Le syndicat accepta de se serrer la ceinture afin d'aider l'entreprise à préserver la compétitivité de ses usines canadiennes. Prolongation de la convention échue, gel des salaires et des prestations de retraite, réduction du nombre de congés payés, réduction de l'indemnité de vacances, etc. comptent parmi les mesures d'austérité qu'acceptèrent les travailleurs afin de protéger leurs emplois.

Dans une période de crise économique comme celle qui a justifié la restructuration des activités de GM, nous aurions pu nous attendre à autre chose de la part d'un syndicat dont la mission première est d'« améliorer les conditions de travail de [ses] membres et de la société en général »<sup>1</sup>. Jean-Marc Piotte a qualifié de « paradigme du partenariat » ou de la

---

<sup>1</sup> Site Internet du Syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada, section « Qui sommes-nous : mot du directeur », site web (consulté en avril 2010) : [www.tca.qc.ca](http://www.tca.qc.ca).

« concertation » cette tendance du syndicalisme à miser sur la collaboration avec le management afin de tirer profit des gains de productivité de l'entreprise<sup>2</sup>. On peut tout de même se demander ce qui explique une telle résignation. Pourquoi les crises, plutôt que d'inaugurer des périodes de changement social, semblent plus souvent contribuer à renouveler le statu quo?

À travers les enjeux de la transformation du syndicalisme et de la précarisation du travail se profile la question des classes sociales dans les sociétés capitalistes avancées. On peut en effet se poser la question suivante : pourquoi les salariés ne développent pas une conscience de classe alors que leur condition, en tant que travailleurs, se détériore?

Alors que le salariat constitue le mode principal de l'intégration sociale, le travail semble avoir été dépouillé du sens que lui avait conféré la modernité. D'une société de classes, où le travail était l'enjeu d'une lutte politique, la société capitaliste est devenue une société salariale où les différences de classes se sont estompées, faisant de la classe moyenne le pôle d'attraction des travailleurs en quête de reconnaissance sociale et de bien-être matériel. Comment ce changement s'est-il opéré? Dans quelles circonstances le salariat s'est-il détourné des luttes qui ont défini la classe ouvrière?

Afin de répondre à ces interrogations, le problème des classes sociales peut être ramené à celui du travail compris comme un rapport social typique de la modernité. Ainsi, ce mémoire s'intéresse à l'évolution du rapport salarial dans le passage au capitalisme avancé.

Ce processus a pour origine la contradiction qui a opposé la conception libérale du travail à la réalité capitaliste du travail : d'après la théorie libérale, le travail est un rapport social qui implique deux personnes libres, c'est-à-dire libérées des contraintes imposées par les institutions de la société féodale. L'institutionnalisation de ce rapport marquerait donc la fin de la domination de l'homme par l'homme. Or cet idéal cache la nature des rapports qui se généralisent avec l'essor de l'économie capitaliste : le capital accapare la capacité productive

---

<sup>2</sup> Jean-Marc PIOTTE, *Du combat au partenariat*, 1998.

de l'individu et en fait une pure force de travail qu'il utilise pour satisfaire ses propres fins d'accumulation. Le travail n'est plus pour l'individu une manière d'exprimer son être social; c'est un moyen de survie que lui donne le capitaliste en échange de son autonomie. C'est en ce sens que Marx dira que le mode de production capitaliste repose sur l'aliénation du travail.

Par ailleurs, la contrainte au travail salarié, qui découle du désencastrement de l'économie des structures de la société féodale et de la généralisation du mode de production capitaliste, donne naissance au prolétariat. Bien qu'elle semblait confinée au statut d'« indigne salariat », la classe ouvrière a transformé le cours de l'histoire en s'opposant à la volonté de puissance du capital. Elle est ainsi devenue un sujet politique doté d'une personnalité propre. Au nom des intérêts de la classe laborieuse, le mouvement ouvrier a dénoncé l'usurpation capitaliste et l'idéologie qui la dissimulait. Avec l'aide des partis ouvriers, pour la plupart d'allégeance socialiste, le prolétariat a gagné en cohésion pour devenir un acteur politique reconnu. Autrement dit, c'est à partir de la conscience de sa condition, de sa classe donc, que le prolétariat a fondé son action révolutionnaire. La théorie marxiste s'est d'ailleurs construite à partir de l'expérience du prolétariat industriel autant qu'elle a participé à la mise en récit de cette expérience. La lutte des classes apparaît à la fois comme un concept pédagogique et comme une manière de décrire l'expérience ouvrière.

Le capitalisme avait créé une force sociale qu'il ne parvenait plus à dompter. Certains diront pourtant que c'est grâce au développement du capitalisme que l'intensité de la lutte des classes a diminué tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Indéniable, l'amélioration généralisée du niveau de vie dans les pays occidentaux aurait conduit les travailleurs à désavouer le projet social et politique du mouvement ouvrier.

Alors qu'aujourd'hui le régime fordiste est presque partout en Occident en déclin, nous souhaitons examiner à nouveau ce processus, mais sous l'angle de la transformation culturelle qui s'y est déroulé et que la thèse du « succès » du capitalisme laisse de côté. Nous jugeons pertinent de revenir sur la signification et l'ampleur de cette transformation afin d'expliquer l'inertie du salariat face à la détérioration de ses conditions de vie et de travail. Ainsi, nous délaisserons temporairement la question des « conditions matérielles

d'existence » afin de s'attaquer au problème de la conscience de classe, c'est-à-dire à la dimension subjective de la condition salariale.

Comment se constitue un sujet conforme à l'économie politique du fordisme? Voici donc la question autour de laquelle s'articule ce mémoire. Nous nous intéressons aux dimensions symboliques et identitaires du travail, c'est-à-dire que nous étudierons d'une part la question du *sens* qui est attribué au travail par la société, et d'autre part à la manière dont cette perception forme le *caractère* des travailleurs à différents moments de l'histoire. Ce faisant, nous entendons démontrer que le dépassement des contradictions typiques du capitalisme industriel suppose, symboliquement, le dépassement de la division de la société en classes; autrement dit, la construction symbolique d'une société sans classes. Nous montrerons que la pacification des rapports sociaux dans les sociétés capitalistes repose sur la production de la classe moyenne, dont l'identité est fondée sur une représentation dépolitisée du travail. En effet, les travailleurs dans le régime fordiste se conçoivent comme des consommateurs plutôt que comme des producteurs et ils accordent au travail une valeur essentiellement instrumentale. Alors que la classe ouvrière de l'ère industrielle formait une classe conscientisée qui luttait pour son émancipation, la classe moyenne des sociétés capitalistes avancées est un référent identitaire qui façonne l'individu, mais qui n'est pas la base d'une conscience de classe autonome. La notion de classe moyenne sera ainsi interprétée en tant qu'idéologie légitimatrice du capitalisme avancé.

Afin de comprendre le processus de formation de l'identité salariale dans les sociétés contemporaines et ses conséquences sur les transformations actuelles du salariat, nous procéderons de la manière suivante :

Le premier chapitre présente le problème de la classe moyenne tel qu'il a été abordé par différents auteurs dès années 1950 jusqu'à aujourd'hui. Chacun a contribué à définir les contours de cette nouvelle classe; or nous insistons sur le fait que la plupart des approches qui ont été développées ne tiennent pas suffisamment compte de la dimension subjective de cette nouvelle catégorie sociale pour montrer qu'il y a lieu de s'intéresser à cet aspect, qui à ce jour demeure ambigu.

Le chapitre deux s'intéresse à la classe ouvrière dans les sociétés industrielles afin de comparer le processus de sa formation à celui de la classe moyenne. Nous mettons en lumière l'importance de la conscience de classe dans la constitution du prolétariat en mouvement social et politique. Après avoir expliqué les conditions de production du prolétariat et la nature du rapport salarial dans les sociétés industrielles, nous voyons que l'identité ouvrière constitue le fondement de sa lutte contre la classe dominante de la société industrielle, c'est-à-dire la base de son émancipation.

Nous étudions dans le chapitre trois la classe moyenne sous l'angle de la transformation du rapport salarial et des représentations du travail. Cette section est consacrée aux mécanismes qui ont contribué à l'institutionnalisation du conflit entre la classe ouvrière et la classe dominante des sociétés industrielles. Nous examinons les facteurs qui ont façonné l'identité salariale contemporaine dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Plus précisément, nous mettons l'accent sur les conséquences culturelles et identitaires de la rationalisation du travail et de la massification de la consommation. Nous montrons que le processus de rationalisation du travail, par l'entremise des théories du management scientifique et des relations humaines, produit une figure dépolitisée du travailleur : l'employé. À travers l'analyse du discours des publicitaires, nous voyons ensuite que la création du consommateur vise à subordonner la subjectivité du travailleur au domaine de la consommation plutôt qu'à celui de la production.

Enfin, nous nous penchons dans le chapitre quatre sur le rôle de l'État et des syndicats dans l'institutionnalisation et la légitimation de ce nouveau rapport au travail.

La démonstration qui fait l'objet du présent mémoire nous mène à formuler en conclusion quelques pistes de réflexion sur l'avenir de la société salariale, et ce, à partir de la manière dont les salariés font l'expérience de la crise du fordisme.

## CHAPITRE I

### LA SOCIOLOGIE FACE AU PROBLÈME DE LA CLASSE MOYENNE

Une « classe moyenne » doit normalement se situer quelque part entre au moins deux autres classes, l'une étant au-dessus et l'autre en-dessous d'elle. Et pourtant, cette « nouvelle classe moyenne » décourage toute tentative de fixer ses limites supérieure et inférieure. En fait, si l'on s'en tient à des questions du genre : quand peut-on dire de salariés qu'ils appartiennent à une couche sociale supérieure ou à une classe dominante ou qu'ils appartiennent encore à la classe ouvrière, on n'y peut trouver de réponse. Il faudra donc que nos interrogations soient plus subtiles.

Ralf Dahrendorf, *Classes et conflits de classes dans la société industrielle*, 1972, p. 54.

L'apparition de la notion de classe sociale est étroitement liée à l'expansion du mode de production industriel et la prolétarianisation massive qu'elle entraîne au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Raymond Williams montre en effet que la notion de classes laborieuses (*working classes*) est utilisée pour la première fois entre 1790 et 1830 en référence au nouveau rapport qui s'établit entre travailleurs et employeurs (« the specific and unmistakable context of relations between 'workmen' and 'their employers' »)<sup>2</sup>. Cette relation s'établit en théorie entre personnes libres et égales. En réalité, elle conduit à la domination de l'une sur l'autre. Le concept de classe sociale rend compte de cette réalité et renferme l'idée de l'opposition entre les classes constituantes de la société : dans le cas de la société industrielle il s'agit de la bourgeoisie et

---

<sup>1</sup> Cette question sera traitée dans le deuxième chapitre.

<sup>2</sup> Raymond WILLIAMS, *Keywords*, 1985, p. 64.

du prolétariat, mais de tout temps, soutiennent Marx et Engels lorsqu'ils appellent au soulèvement des classes ouvrières « du monde entier », la société a été divisée entre « oppresseurs et opprimés »<sup>3</sup>. Que dire alors de cette autre classe, ni ouvrière ni bourgeoise, que l'on a qualifié un peu par défaut de classe moyenne et devenue le symbole des Trente Glorieuses ? De qui parle-t-on lorsqu'il est question de la classe moyenne et peut-on considérer qu'il s'agit d'une classe sociale au même titre que la classe ouvrière ?

La croissance économique des pays industrialisés et la vigueur de l'État-providence au cours des trois décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre Mondiale ont favorisé l'élévation du niveau de vie de l'ensemble de la population salariée et l'amélioration du statut de travailleur. *Dans les faits*, les pays occidentaux sont devenus des sociétés de classe moyenne. Nous pouvons ainsi sans hésiter affirmer que l'institutionnalisation du régime fordiste dans les sociétés capitalistes a contribué à la résorption des conflits de classes. Peut-on pour autant en conclure que c'est l'efficacité de l'économie capitaliste qui a permis de faire disparaître le *sentiment* de classe au sein de la classe moyenne ?

### 1.1. Le capitalisme, un remède contre la lutte des classes ?

Les penseurs du courant dit conservateur de la sociologie n'ont cessé de soutenir cette idée. En 1959, Robert Nisbet publie par exemple un article dans lequel il postule le « déclin et la chute » des classes sociales<sup>4</sup>. Pour Nisbet, la maturation des sociétés modernes a engendré des transformations sociales et politiques qui ont contrecarré les conséquences néfastes de l'expansion du capitalisme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La démocratisation des institutions politiques et sociales, de même que la massification de la consommation ont entraîné, au sortir de la Deuxième Guerre Mondiale, un recul du phénomène des classes sociales et,

---

<sup>3</sup> Friedrich ENGELS et Karl MARX, *Le manifeste du parti communiste*, 1976.

<sup>4</sup> Robert NISBET, « The decline and fall of social class », *Pacific Sociological Review*, 1959.

incidemment, ont mis fin aux luttes politiques typiques de l'ère industrielle. Pour Nisbet, la situation des pays capitalistes à la fin des années 1950 ne fait que refléter l'achèvement de l'idéal de la modernité : les révolutions du XVIII<sup>e</sup> siècle ont d'abord mis fin aux privilèges de la société féodale; puis l'industrialisation a libéré la capacité productive des nations; enfin, la montée de l'interventionnisme étatique a achevé le mouvement général de démocratisation de la société.

The very forces which dissolved the class lines of pre-industrial society acted, in the long run, to prevent any new classes from becoming fixed. National democracy, economic and social pluralism, ethical individualism, and an ever-widening educational front joined to create new patterns of social power and status and to make class obsolete in constantly widening sectors of Western society<sup>5</sup>.

Autrement dit, la dynamique des classes sociales s'est essoufflée puisque ni le pouvoir politique, ni le pouvoir économique ne peuvent être accaparés par un seul ou quelques individus. De plus, la hausse des salaires et des avantages sociaux, l'augmentation de la mobilité sociale, l'extension des services publics, bref, l'amélioration du niveau de vie de la population active contribuent à atténuer les tensions sociales liées à la pauvreté des classes laborieuses. Et de diminuer le sentiment d'appartenance à une classe sociale :

class lines recede everywhere in almost exact proportion to the reality and urgency of individual status considerations. (...) Unlike class consciousness, level consciousness makes for a high degree of individualism with respect to aspirations and life chances; it does not promote feeling of identification or collective involvement. The principal motive of the level conscious individual is to pass up and out of the level in which he finds himself. He is, so to speak, on the make<sup>6</sup>.

En 1960, Daniel Bell soutient une thèse semblable dans *The end of ideology*, un essai portant « sur l'épuisement des idées politiques dans les années 1950 »<sup>7</sup>. Il prétend que l'efficacité des politiques libérales à régler les problèmes sociaux dans les démocraties occidentales a rendu le projet socialiste moins attrayant politiquement. Celui pour qui l'idéologie « fut pendant un temps la voie vers l'action » croit que

---

<sup>5</sup> Ibid., p. 14.

<sup>6</sup> Ibid., p. 17.

<sup>7</sup> Daniel BELL, *La fin de l'idéologie*, 1997.



[l]a nouvelle génération, qui n'a pas de souvenir véritable de ces anciens débats, et qui ne s'inscrit dans aucune tradition solide sur laquelle elle pourrait bâtir, en vient à rechercher de nouveaux objectifs dans le cadre d'une société politique qui a rejeté, intellectuellement parlant, les vieilles visions apocalyptiques et millénaristes<sup>8</sup>.

La poursuite de l'égalité et de la justice ne dépend plus du conflit entre le prolétariat et la bourgeoisie – conflit qui, du reste, ne constitue pour Bell qu'une « catégorie » à laquelle l'idéologie marxiste « donnait vie ». Seule la politique, qui consiste en l'art de rechercher les solutions les plus efficaces aux maux de la société, peut désormais répondre aux besoins de chacun et atténuer les inégalités sociales. Dans ce contexte, le concept de lutte des classes perd toute efficacité politique.

Pour Pitirim Sorokin, la forte mobilité sociale que présente les États-Unis après la Seconde Guerre et qui s'est traduit par l'amélioration du niveau de vie de l'ensemble des Américains est le signe d'un dépassement du problème des classes sociales dans ce pays. Encourager ce mécanisme préviendra que se perpétuent les dynamiques de classes et constitue de ce fait un objectif à poursuivre<sup>9</sup> – contrairement à ce que croyait Marx<sup>10</sup>.

Francis Fukuyama affirme encore à la fin des années 80 : « le problème des classes a été résolu avec succès en Occident. Comme l'a noté, avec d'autres, Kojève, l'égalitarisme des États-Unis représente au fond la société sans classes envisagée par Marx. »<sup>11</sup> Pour le politologue américain, puisqu'en contexte libéral les institutions démocratiques veillent au bien-être de l'ensemble, rien ne justifie que l'on remette en cause le pouvoir des dirigeants.

En somme, nous voyons que pour ces auteurs, l'amélioration du niveau de vie en Occident rend désuètes les représentations antagonistes de l'ordre social et provoque forcément le

---

<sup>8</sup> Ibid., p. 57.

<sup>9</sup> John H. GOLDTHORPE, *Social mobility and class structure in modern Britain*, 1987, p. 13.

<sup>10</sup> À propos du phénomène du recrutement méritocratique de dirigeants parmi la classe des dirigés, Goldthorpe rappelle que Marx jugeait qu'il ne constituait pas un progrès pour la société. Au contraire, il s'agissait d'un des facteurs de conservation de la structure de classes, puisqu'il détournait l'attention du prolétariat de son destin de classe révolutionnaire. Nous verrons plus tard que l'identification aux classes aisées forme un des attributs de la classe moyenne dans la société de consommation.

<sup>11</sup> Francis FUKUYAMA, « La fin de l'histoire? », *Commentaire*, 1989, p. 461.

déclin des identités de classe. Autrement dit, les bienfaits du capitalisme ont balayé la pertinence scientifique et symbolique du concept de classes sociales ; les sociétés capitalistes avancées sont des sociétés sans classes et, incidemment, sans discours de classes.

Certes, les pays capitalistes sont devenus, d'un point de vue strictement démographique ou statistique, des sociétés plus égalitaires. Affirmer que c'est ce qui explique l'adhésion des masses au régime capitaliste relève cependant d'un discours qui vise avant tout à légitimer cet ordre social et économique<sup>12</sup>. La marginalisation du sentiment d'appartenance à la classe ouvrière et l'identification à la classe moyenne constituent pourtant un problème théorique que la sociologie a été forcée d'affronter en reconsidérant la définition des classes sociales à la lumière de la réalité des classes moyennes. Examiner de manière critique cet enjeu doit donc nous permettre de répondre à la question posée plus tôt, à savoir : comment expliquer que, malgré leur position subordonnée, les classes moyennes se soient désolidarisées du combat de la classe ouvrière pour mettre fin à cette domination ? Pourquoi, comme se plaisaient à le dire Nisbet et les autres, la lutte des classes a cessé de mobiliser les masses salariales ?

## 1.2. Définir la classe moyenne

En 1939, Maurice Halbwachs définit les classes moyennes comme l'ensemble des travailleurs occupant une position subordonnée dans l'échelle sociale, c'est-à-dire que peu importe l'emploi considéré – employés, fonctionnaires ou artisans – ces travailleurs sont soumis à la fonction qui leur incombe. En clair, les travailleurs de classe moyenne sont pour Halbwachs ceux qui réalisent une activité « technique » :

---

<sup>12</sup> T. H. Marshall montre à cet effet que le développement de la citoyenneté et des droits civils qui y sont associés ne garantit aucunement l'éradication des inégalités sociales. Voir T. H. MARSHALL, « Chapter IV. Citizenship and Social Class » in *Class, Citizenship, and Social Development*, 1965.

« (...) une technique ne se confond pas tout à fait avec ce que nous appellerions une fonction au sens large du terme : c'est l'aspect subordonné de la fonction. Certes, elle est nécessaire. On peut définir une technique d'une manière négative, en disant : c'est cet ensemble de démarches sans lesquelles, si elles ne sont pas accomplies, la fonction n'arrivera pas à son but. »

Certes, il faut associer la classe moyenne à l'émergence de nouvelles positions salariales ; mais que dire de l'influence de cette nouvelle position sur la mentalité de ceux qui l'occupent ?

Ralf Dahrendorf situe le phénomène des classes moyennes dans le cadre de la décomposition du travail qui marque le passage à ce qu'il a qualifié de « société industrielle ». Il synthétise le problème en affirmant que loin de former une nouvelle classe ayant une unité propre, cette « nouvelle couche sociale » s'est plutôt scindée en deux groupes au moment même où elle a commencé à exister. Tout dépendamment des tâches qui leur incombaient, les travailleurs occupant ces nouvelles catégories d'emplois se sont naturellement « solidarisés » ou bien des classes laborieuses (c'est le cas des employés), ou bien des classes dirigeantes (c'est le cas des bureaucrates). Ainsi, la différence entre ces deux catégories n'est pas, comme le veut le schéma marxiste, d'ordre économique, mais s'établit plutôt en fonction du degré d'autorité qui est exercé (distinction qui emprunte donc davantage aux critères de la théorie wébérienne du pouvoir). Et Dahrendorf de conclure :

La décomposition du capital et du travail a été l'aboutissement d'une évolution sociale qui s'est produite depuis Marx mais la « nouvelle classe moyenne » avait éclaté avant même que d'être. Elle n'a jamais été et n'a guère de chance d'être jamais une « classe », en quelque acception que l'on prenne ce terme<sup>13</sup>.

Il affirme en outre que l'accès à l'éducation augmente la mobilité intergénérationnelle et inter-classes, ce qui ne manque pas d'affecter la cohésion des classes sociales<sup>14</sup>. Quelles conséquences cette nouvelle structure sociale a-t-elle sur la dynamique des conflits dans les sociétés industrielles ?

---

<sup>13</sup> Ralf DAHRENDORF, *Classes et conflits de classes dans la société industrielle*, 1972, p. 58.

<sup>14</sup> Ibid., p. 62.

L'instabilité des conflits de classe ne peut que diminuer au fur et à mesure que croît l'instabilité des classes. Au lieu de présenter leurs revendications en tant que membres d'un groupe homogène, les individus ont davantage tendance, dorénavant, à rivaliser entre eux et à revendiquer, à titre individuel, une place au soleil<sup>15</sup>.

Dahrendorf prétendait ainsi amalgamer les théories voulant que la nouvelle classe moyenne soit une extension de la bourgeoisie (Renner, Croner) et celles jugeant plutôt qu'elle occupe une position semblable à la classe ouvrière dans la structure de classes (C. W. Mills, Geiger)<sup>16</sup>. Pour un penseur marxiste comme Nicos Poulantzas,

[l]'opération idéologique de ces conceptions est nette et recoupe, finalement, celle du courant de la « classe moyenne – troisième force », bien que ces conceptions se présentent explicitement comme critiques de ce dernier.

En effet, en niant la spécificité de classe de ces ensembles salariés, et en les diluant dans la bourgeoisie et le prolétariat, c'est-à-dire en s'accrochant à l'image « dualiste » de la société que l'on a si souvent, à tort, accolée au marxisme, on aboutit précisément à une dissolution des concepts de bourgeoisie et de classe ouvrière, et à une négation de la lutte des classes<sup>17</sup>.

Mais si le membre du Parti communiste grec rejeta cette théorie au nom d'une certaine orthodoxie marxiste, il n'en demeure pas moins qu'elle soulève le problème de la conscience « bourgeoise » (ou de la fausse conscience dira encore la théorie marxiste) de cette nouvelle classe moyenne.

Scott Lash et John Urry associent tout comme Dahrendorf l'apparition de la « service class » dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle à la rationalisation du travail qui s'effectue sous l'impulsion du management scientifique (c'est le passage à la forme « organisée » du capitalisme)<sup>18</sup>. Le management s'interpose entre les travailleurs et les capitalistes en imposant une nouvelle organisation du travail qui entraîne une expansion substantielle des emplois de type cols blancs. Ces travailleurs se distinguent par le fait d'occuper « (...) those dominant positions or places within the social division of labour which do not principally involve the

---

<sup>15</sup> Ibid., p. 62.

<sup>16</sup> Nicos POULANTZAS, *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, 1974, pp. 197-198.

<sup>17</sup> Ibid., pp. 196-198.

<sup>18</sup> Scott LASH et John URRY, *The End of Organized Capitalism*, 1987, pp. 163-178.

ownership of capital, land or buildings. »<sup>19</sup> Du fait de s'identifier davantage aux classes supérieures, ils n'ont pas tendance à prendre part aux conflits qui opposent capital et travail. Puis avec l'apparition de « nouveaux mouvements sociaux » et la fragmentation des luttes sociales, les conflits de classes tendent définitivement à s'estomper. « This does not suggest though that social conflict will disappear », soutiennent les auteurs. Mais émettant une hypothèse qui semble malheureusement avoir eu un caractère prémonitoire, ils poursuivent en disant :

On the contrary there are many enduring sites of opposition and struggle, but many of these are irreducibly local and whether they can in any sense take on a wider dimensions is at the moment rather doubtful. It is even questionable that the labour movement will be able to defend the welfare state successfully from a variety of attacks<sup>20</sup>.

Les approches présentées ici nous rappellent que le rapport entre d'un côté l'émergence de la corporation moderne et la transformation du travail qui en découle, et la naissance de la nouvelle classe moyenne de l'autre, mérite d'être examiné plus attentivement<sup>21</sup>. Il nous semble toutefois qu'il faille porter une attention supplémentaire à la dimension culturelle de ces transformations et aux discours qui émergent pour les légitimer ; autrement dit à la dimension idéologique du nouveau régime qui se met en place.

À cet effet, le sociologue américain Erik Olin Wright est d'accord pour dire que c'est en raison de la nature des fonctions qu'ils exercent que les salariés de classe moyenne ont tendance à s'identifier aux classes supérieures. Afin de préciser cette affirmation, mentionnons d'abord que Wright cherche à renouveler la théorie des classes sociales. À l'origine, cette théorie repose sur l'idée que la société capitaliste comprend deux classes sociales : la classe détenant des droits sur les moyens de production et celle ne possédant que sa force de travail. Le rapport entre capitaliste et travailleur est un rapport de dominant à dominé puisque le premier s'accapare la valeur produite par le second. Par conséquent, les deux parties sont interdépendantes, mais antagoniques en ce qui a trait à leurs intérêts

---

<sup>19</sup> Ibid., p. 162.

<sup>20</sup> Ibid., p. 309.

<sup>21</sup> Voir le chapitre 3.

matériels : le capitaliste extrait de la valeur en contraignant autrui de travailler pour lui, alors que le salarié tente de diminuer le taux d'exploitation de sa force de travail en faisant diminuer le temps de travail qu'il donne au capitaliste et augmenter le prix de ce travail.

Si l'on se fie à ces critères, le statut de la classe moyenne est ambigu puisqu'il s'agit de : « people who do not own their means of production, who sell their labor power on a labor market, and yet do not seem part of the “working” class. »<sup>22</sup> Ce faisant, sur quelles bases pouvons-nous différencier la classe moyenne de la classe ouvrière alors que les deux sont privées de la propriété des moyens de production ?

Wright choisit deux critères. D'abord la question de l'autorité. La « classe des employés », comme il la nomme, se divise d'après leur capacité à exercer une autorité dans le cadre du procès de travail. Les managers et les superviseurs jouissent d'un certain privilège par rapport aux autres employés puisqu'ils détiennent une autorité qui 1) leur permet de dominer d'autres employés (bien qu'ils soient eux-mêmes exploités par la classe capitaliste) ; et 2) leur donne droit à une partie de la plus-value (même si leur propre travail contribue à sa production). Le second critère à partir duquel s'établit la différenciation du salariat est celui des qualifications. Les employés qui se distinguent en vertu de leur expertise peuvent bénéficier de meilleurs salaires (ils ont un droit sur la survalue que produit l'entreprise) ; ils peuvent contrôler le procès de travail ; enfin leur expertise leur donne accès à du capital symbolique.

Il apparaît pour Wright que ces deux facteurs – l'autorité exercée en vertu du poste occupé et l'expertise que possède un employé – donnent à une frange des employés une position différente de celle des simples salariés dans la structure de classes. La figure 1.1 schématise les différentes positions qui peuvent être occupées dans une structure sociale formée de relations de classes.

---

<sup>22</sup> Erik OLIN WRIGHT, *Class Counts*, p. 15

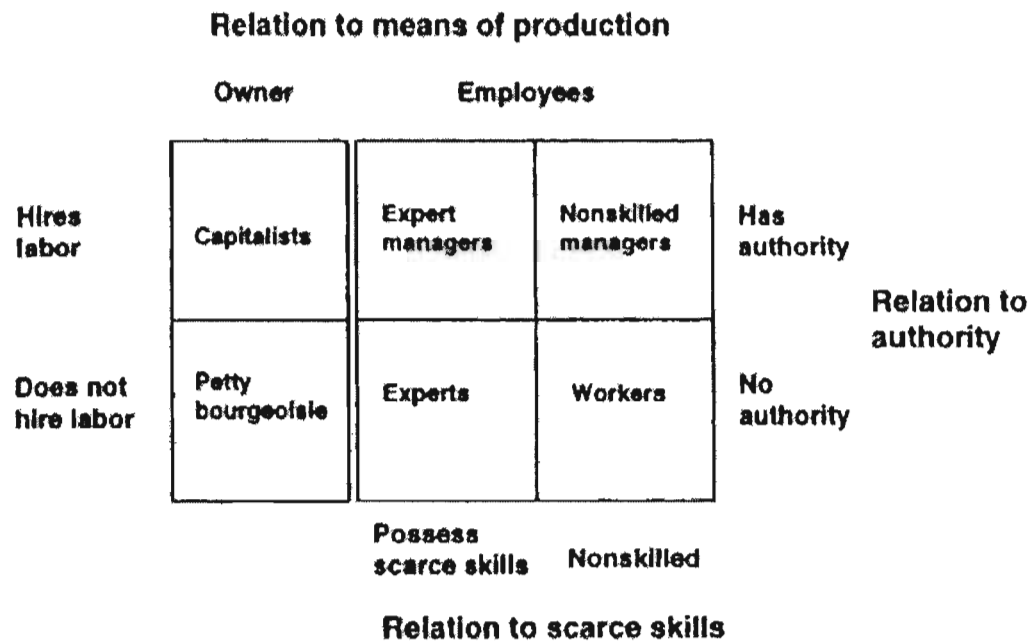


Figure 1.1 *Basic class typology.*

Figure 1.1 « Basic class typology ». Source : Erik Olin Wright, *Class Counts*, 1997, p. 21.

En bref, la classe moyenne se distinguerait du reste du salariat parce qu'elle occupe des positions contradictoires dans les relations de classes (« contradictory locations within class relations »), c'est-à-dire que ses propres intérêts semblent incompatibles. L'hypothèse qui découle de cette proposition est que la classe moyenne devrait avoir un sentiment anti-capitaliste moins prononcé que celui de la « classe laborieuse » (« working class »), ce que Wright valide en substance à travers une étude empirique menée auprès de travailleurs suédois, américains et japonais. L'étude a en effet révélé que les employés occupant des positions managériales avaient tendance, à des degrés divers selon le pays examiné, à se solidariser des classes dirigeantes, ou pour reprendre les termes de l'auteur, à adopter des attitudes pro-capitalistes (« procapitalist attitudes »).

Pour résumer, Wright soutient que la classe moyenne est caractérisée par le fait d'occuper une position subordonnée dans les rapports de classes tout en présentant une conscience de classe qu'il qualifie de bourgeoise. Cette définition répond à la question que nous avons posée plus tôt et qui portait sur les raisons expliquant que la classe moyenne ne s'identifie pas aux luttes ouvrières. Toutefois, la principale lacune de cette thèse est le fait d'associer la classe moyenne aux managers, aux experts et aux travailleurs spécialisés. Aux États-Unis en 2009, les personnes occupant un poste de manager représentaient un maigre 4,5% de la population active<sup>23</sup>. Il est moins évident de calculer le poids des « experts » et des « travailleurs spécialisés » étant donné le classement des occupations dans le recensement américain, mais même si les ajouter faisait grossir la taille de notre classe moyenne, on voit mal comment certains employés non-spécialisés pourraient être exclus de la classe moyenne – une adjointe administrative assistant un cadre de la haute direction d'une entreprise, pour prendre un exemple au hasard. Ensuite, peut-on croire que le fait d'exercer une certaine autorité à l'intérieur d'une organisation suffise à rendre le travail assez agréable pour qu'il ne fasse plus l'objet d'une contestation ? Nous sommes plutôt portés à croire que l'emploi dans la corporation moderne, nonobstant à quel niveau de la hiérarchie il se situe, revêt un caractère essentiellement abrutissant.

En outre, Wright tient peu compte des transformations actuelles du travail et de la manière dont celles-ci sont perçues par les travailleurs, alors que, comme nous le verrons sous peu, tout indique qu'elles ont un impact important sur les salariés. Pour son ouvrage *Class Counts*, il a questionné les travailleurs sur leurs opinions face aux syndicats et à la distribution de la richesse entre patrons et employés, mais de telles questions<sup>24</sup> ne nous permettent pas de

---

<sup>23</sup> US BUREAU OF LABOR STATISTICS, « Table 2. Employment by industry and occupational group, May 2009 », *Economic News release : Occupational Employment and Wages – May 2009*, 14 mai 2010, disponible en ligne, <http://www.bls.gov/news.release/ocwage.t02.htm>.

<sup>24</sup> « 1 Corporations benefit owners at the expense of workers and consumers. 2 During a strike, management should be prohibited by law from hiring workers to take the place of strikers. 3 Many people in this country receive much less income than they deserve. 4 Large corporations have too much power in American/Swedish society today. 5 The nonmanagement employees in your place of work could run things effectively without bosses. » OLIN WRIGHT, op. cit. , p. 219.



conclure que les répondants s'identifient à la *classe* des travailleurs, ni de savoir si ce pôle de leur identité est assez déterminant pour qu'ils entreprennent une action de classe.

C'est la thèse que cherche pourtant à défendre depuis quelques années le sociologue français Louis Chauvel, qui a consacré de nombreux articles et ouvrages aux classes sociales et à la question de la mobilité sociale en France. Mais voyons d'abord ce qu'il entend par « classe moyenne ». Chauvel dit : « le même mot tend en effet à définir des groupes sociaux dont le niveau de revenu peut varier du simple au quadruple »<sup>25</sup>. Il faut alors croiser plusieurs éléments pour être en mesure d'élaborer une définition qui rende compte de son hétérogénéité. Pour Chauvel, trois éléments sont déterminants<sup>26</sup> :

- 1) leur « position sur l'échelle économique » : elle comprend des individus dont le « niveau de rétribution s'approche de la moyenne » ;
- 2) leur « position hiérarchique intermédiaire ou indéterminée » : elles se caractérisent par la « position intermédiaire de leurs membres dans les hiérarchies sociales et professionnelles, ainsi que dans les échelles de qualification, marquées par une expertise ou un pouvoir organisationnel moyens » ;
- 3) l'« identification positive à ce groupe » : les individus qui la composent présentent un « sentiment d'appartenance, moins statique que dynamique, notamment par le fait d'identifier son sort – ou celui de ses enfants – à celui de ce groupe intermédiaire », sentiment qui est par ailleurs « marqué par une idéologie du progrès ».

Pourtant, il admet du même souffle que « ces frontières sont purement arbitraires. »<sup>27</sup> Il conclut donc : « Toute l'ambiguïté de la question des classes moyennes provient de ce qu'il est impossible, au vu des éléments objectifs et tangibles constitutifs de la hiérarchie économique et sociale, de définir une classe moyenne au singulier, autrement dit "la" classe

---

<sup>25</sup> CHAUVEL, *Les classes moyennes à la dérive*, 2006, p. 17.

<sup>26</sup> Ibid., p. 20.

<sup>27</sup> Ibid., p. 24.

moyenne. »<sup>28</sup> Chercher l'unité de la classe moyenne dans ses caractéristiques socioéconomiques semble donc comporter d'importantes lacunes. D'ailleurs, le problème se poserait également si nous tentions de dresser un portrait de la classe ouvrière.

Conséquemment, tout porte à croire que ce ne sont pas tant les caractéristiques socioéconomiques de ses membres qui fédèrent la classe moyenne, mais plutôt « l'idéologie » qui y est associée. À cet effet, Chauvel affirme :

« Le monde des classes moyennes offre depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale un exemple de structure sociale objectivement friable, mais capable de susciter une prise de conscience et un sentiment d'adhésion puissant, même au sein de populations qui ne devraient en aucune façon s'y assimiler raisonnablement. »<sup>29</sup>

Autrement dit, la classe moyenne est devenue un pôle d'identification positif pour des individus appartenant à des situations socioéconomiques très diversifiées. Alors qu'il avait d'abord divisé la société, le travail est devenu un facteur d'intégration et, par conséquent, le salariat est pour sa part devenu une figure d'identification positive; il remplit désormais le rôle d'« attracteur », selon l'expression de Robert Castel<sup>30</sup>. Dans la mesure où le travail acquiert une valeur positive, qu'il peut être assimilé au progrès de l'individu et à celui de la société dans son ensemble, il est évident qu'il n'apparaîtra plus comme le lieu d'un conflit. C'est pourquoi la définition de la classe moyenne va à l'encontre de l'idée qu'une classe sociale est un groupe « susceptible de définir des conflits d'intérêts avec les autres classes en présence »<sup>31</sup>. L'identification massive à la classe moyenne permet au contraire de surmonter la division sociale et elle se distingue en ce sens radicalement de la classe ouvrière ou bourgeoise. Chauvel dit même que « paradoxalement, l'expression de "classe moyenne" a émergé comme étiquette collective désignant un groupe d'individus exigeant avant tout une reconnaissance personnelle comme individus. »<sup>32</sup>

---

<sup>28</sup> Ibid., p. 30.

<sup>29</sup> Ibid., p. 31.

<sup>30</sup> CASTEL, *Les métamorphoses de la question sociale*, 1995.

<sup>31</sup> CHAUVEL, op. cit., p. 31.

<sup>32</sup> Ibid., pp. 33-34.

Il soutient pourtant que la classe moyenne se caractérise par un « individualisme solidaire », par opposition avec « l'individualisme solitaire » caractéristique de la bourgeoisie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Si l'individualisme peut effectivement être compatible avec la solidarité (surtout avec la notion de droits humains en fait), force est de constater que cet individualisme a de fortes chances de se retourner « contre » la société. Nous verrons même que cet aspect « désolidarisant » est constitutif de la classe moyenne, du moins lorsque l'on considère le modèle américain de la classe moyenne.

### 1.3. Comprendre la classe moyenne par sa crise

Lorsque Chauvel s'intéresse au ralentissement de la mobilité sociale et à la précarisation des ménages de classe moyenne<sup>33</sup>, il avance pourtant l'hypothèse suivante : les sociétés actuelles ne sont pas des sociétés sans classes, mais bien des sociétés sans conscience de classe ; autrement dit, les classes dominées y sont aliénées. Le sociologue français considère en ce sens, comme d'autres d'ailleurs<sup>34</sup>, que malgré la montée de l'individualisme, il est probable que l'accentuation des disparités économiques s'accompagne d'un retour de la mobilisation autour de l'enjeu de l'inégalité.

La contradiction entre les valeurs généralement prônées (égalité politique, liberté individuelle) et la réalité du vécu de la majorité (faible participation politique, limitation des moyens économiques nécessaire à l'usage de la liberté) dépend en effet d'une construction mentale collective peut-être plus précaire qu'il n'y paraît<sup>35</sup>.

L'aliénation résulte pour Chauvel d'un problème d'interprétation : les classes moyennes sont aliénées parce qu'elles ne voient pas dans leur situation le résultat d'un rapport d'exploitation. Le déclin des classes moyennes n'a pas encore permis à leur conscience de

---

<sup>33</sup> Louis CHAUVEL, « Le retour des classes sociales? », *Revue de l'OFCE*, no 79, octobre 2001.

<sup>34</sup> Voir par exemple : Serge BOSC, « Groupes sociaux ou classes sociales? », *La société française et ses fractures*, 2003; Jean LOJKINE, *L'adieu à la classe moyenne*, 2005.

<sup>35</sup> CHAUVEL, « Le retour des classes sociales? », op. cit., p. 356.

s'éveiller. Mais il ne s'agit là que d'une situation temporaire : « face à des inégalités intolérables, les identités de classe doivent en toute logique se reconstituer », croit-il<sup>36</sup>. L'hypothèse qu'émet Chauvel est donc que, vraisemblablement, l'appauvrissement et le déclassement d'une portion toujours plus grande de travailleurs est un terreau fertile pour une nouvelle contestation de classe, à moins que les gouvernements et la société civile ne décident d'agir afin de stopper le déclin de la classe moyenne. Ou pour reprendre les catégories marxistes de la classe en soi et pour soi : la permanence d'une structure sociale hiérarchisée dans les sociétés post-industrielles (dimension objective) a toutes les chances de se traduire par la constitution de collectifs mobilisés sur la base de leur appartenance à une même classe sociale (dimension subjective).

Lorsque le mythe de cette autonomie pour tous aura vécu, pour révéler la permanence d'inégalités structurées, d'autant plus violentes qu'elles sont situées hors du champ de la conscience, un retour des classes sociales dans le champ politique pourrait avoir lieu. En attendant, les classes sociales sont une réalité tangible, mais vidées par l'histoire récente de contenu subjectif, et posée hors des représentations collectives<sup>37</sup>.

À l'heure actuelle, on ne peut pourtant parler d'une renaissance des identités de classes. Tout indique plutôt que ce déclassement n'est pas interprété par la classe moyenne comme le fruit de rapports de classes. L'hypothèse selon laquelle la classe moyenne se mobilisera en tant que classe et assumera des revendications progressistes parce que sa situation économique est moins avantageuse qu'il y a trente ans demeure donc hypothétique et semble même contredire la définition que Chauvel en donne<sup>38</sup>. En effet, il reconnaît que

l'expression de « classe moyenne » a émergé comme étiquette collective désignant un groupe d'individus exigeant avant tout une reconnaissance personnelle comme individus. La force idéologique d'une telle « classe » provient de ce qu'elle est parvenue à fédérer

---

<sup>36</sup> Ibid., p. 354.

<sup>37</sup> Ibid., p. 357.

<sup>38</sup> À vrai dire, tout porte à croire que c'est justement le contraire qui est en train de se produire dans plusieurs endroits du globe, à commencer par le Québec où, en fait, se confrontent deux discours se revendiquant chacun de la classe moyenne. Le premier demande plus de participation de l'État pour une meilleure répartition de la richesse, alors que le second réclame que l'État réduise ses dépenses afin d'alléger le fardeau fiscal des familles. Voir à cet effet : « Gauche et droite pourfendent le budget du gouvernement Charest », *Le Devoir*, 12 avril 2010.

sous sa bannière un amas sans cohérence de conditions ni d'intérêts, à la fois non solidaire et apolitique (au sens où elle ne chercha pas à construire sa représentation politique). Autrement dit, la seule classe accessible à ceux qui réfutaient l'idée même de classe<sup>39</sup>.

Alors que le salariat n'est plus un gage de sécurité et de stabilité et que la classe moyenne est menacée de disparition, l'incapacité des travailleurs à faire face à cette crise met en évidence leur penchant apolitique et individualiste. À ce sujet, une étude de Richard Sennett brosse un portrait de l'attitude du salariat face aux transformations récentes du capitalisme tout autre que celui imaginé par Louis Chauvel. Le sociologue américain observe que le « caractère » (ou la personnalité) des salariés ne coïncide plus avec les attentes du monde du travail dans ce qu'il nomme le nouveau capitalisme, régime qui se caractérise entre autres par la précarisation de l'emploi, la flexibilisation du travail, la robotisation des opérations et l'augmentation du rythme de travail. Sennett parle de la difficulté rencontrée par diverses catégories de travailleurs (informaticiens, employés d'une boulangerie, responsable du marketing en agence publicitaire, etc.) à réinvestir subjectivement leur travail, c'est-à-dire à donner un sens à l'expérience que leur offre le monde du travail<sup>40</sup>. Il y a donc crise, puisque les travailleurs ne disposent pas des ressources psychologiques qui leur permettraient de s'adapter à la nouvelle économie.

Qu'est-ce qui caractérise exactement la nouvelle réalité du travail, que Sennett appelle « travail sans qualités », et quel impact a-t-elle sur le travailleur ? D'abord la perte de savoir-faire humain : c'est le propre de l'industrialisation (destruction des métiers) et plus encore des sociétés post-industrielles (automatisation presque complète de la production). Or plutôt que d'éveiller chez le travailleur une impression d'aliénation, de perte de sens et de dépossession du fait d'être éloigné de l'objet de son travail, le fait que de plus en plus d'emplois ne requièrent aucun savoir-faire spécifique produit un désintérêt et affaiblit

---

<sup>39</sup> CHAUVEL, *Les classes moyennes à la dérive*, op. cit., pp. 33-34.

<sup>40</sup> On pourrait ensuite argumenter qu'il s'agit d'aliénation, mais nous souhaitons simplement insister sur le fait que l'individu n'est pas dépossédé de sa faculté de faire sens de son action. Cela est d'autant plus important lorsque l'on se demande si les crises économiques, le creusement des inégalités, bref la conjoncture qui met en crise le modèle de la classe moyenne, peuvent fragiliser la paix sociale que garantissait le couple démocratie industrielle et État-providence.

l'identification du travailleur au contenu de son travail. Conséquemment, les sujets du nouveau capitalisme ont une « identité professionnelle précaire », nous dit l'auteur. On peut alors penser que l'identification positive au travail ou au statut qu'il procure tend à disparaître. L'emploi semble se résumer à être le moyen d'atteindre une fin autre, l'argent ou le temps libre, les deux étant des synonymes de divertissement et de consommation.

Le nouveau capitalisme altère ainsi le rapport de l'individu aux autres puisque la valeur de la communauté est transfigurée par le régime de la flexibilité. L'individu ne se sentant pas nécessaire, il développe un sentiment d'apathie et perd de vue l'idée de communauté qui reposait sur la dépendance mutuelle, le besoin de l'autre. Plusieurs facteurs concourent à cette transformation. D'une part, dans un système où l'accent est mis sur l'individu, le fait de dépendre d'autrui est mal perçu et renvoie à un état inférieur de la condition humaine (absence de liberté, subordination). La frustration envers les chômeurs et autres marginaux qui vivent « aux crochets de la société » est ancrée dans cette croyance. Sennett croit en outre que le sentiment de communauté a des chances d'être vigoureux là où le conflit est possible, c'est-à-dire dans un contexte où des divergences peuvent s'exprimer et où le débat rapproche les individus au fur et à mesure que la différence de l'autre est comprise. Or dans le régime actuel, on suppose que de telles oppositions n'existent pas. Incidemment, le mythe de l'égalité affaiblit la communauté, puisque de cultiver le consensus a pour effet de nourrir l'indifférence. L'impression que l'économie ou les entreprises fonctionnent d'elles-mêmes (la « main invisible » du marché) décourage d'autant plus l'engagement subjectif et l'identification collective.

L'insensibilité, l'apathie est une réaction logique au sentiment qu'on est inutile. [...] L'Autre manque et vous êtes déconnecté. [...] Tel est le problème du caractère dans le capitalisme moderne. Il y a l'histoire, mais pas de récit partagé de la difficulté et donc aucun destin partagé. Dans ces conditions, le caractère se corrode<sup>41</sup>.

Sans « récit partagé de la difficulté », le travailleur est poussé à croire que les obstacles qu'il rencontre tout au long de son parcours professionnel sont dus à des faiblesses ou à des erreurs

---

<sup>41</sup> Richard SENNETT, *Le travail sans qualités*, 2000, pp. 208-209.

personnelles. La précarité grandissante de la condition salariale n'est pas, dans l'imaginaire contemporain, le résultat d'un rapport de domination ou d'exploitation. « Parce qu'il ne cesse d'exclure les possibles, le chômage – soit quelque chose d'extérieur à l'individu – finit par s'installer peu à peu, par devenir une propriété des personnes. »<sup>42</sup> Puisque la responsabilité de l'échec incombe au seul travailleur, il ne fait pas sens de se tourner vers une solution qui soit collective. Ainsi, le « retour » des inégalités dans les sociétés capitalistes avancées s'accompagne surtout, constate Sennett, de réactions à caractère individuel et individualisant.

« Non solidaire », « apolitique », « insensible », « apathique », la réaction des travailleurs face à la fin de la stabilité et de la sécurité d'emploi, au retour de la précarité, nous porte à croire que la classe moyenne se serait constituée selon un mode spécifique de production et de reproduction différent de celui qui a donné naissance à la classe ouvrière et qui expliquerait qu'elle soit davantage « individualiste » que « solidaire », même lorsqu'elle est menacée de disparition.

L'exemple des TCA, évoqué en introduction, nous pousse à questionner le rapport des travailleurs à la question des classes sociales. Ce tour d'horizon du phénomène de la classe moyenne, bien que court et non-exhaustif, nous autorise cependant à penser qu'il faut reformuler la question à partir du problème des représentations sociales du travail et de l'identité des travailleurs. Ainsi, nous examinerons le processus d'institutionnalisation du conflit entre capital et travail à la lumière de l'émergence de la classe moyenne. En clair, il s'agit d'identifier les facteurs politiques, économiques, sociaux et culturels qui ont conduit à cette institutionnalisation et qui ont donné naissance à la classe moyenne. Toutefois, nous ne nous intéresserons pas aux caractéristiques socioéconomiques de la classe moyenne, puisque nous nous concentrerons plutôt sur l'identité qui caractérise ce groupe. Ceci nous semble pertinent afin de répondre à certaines des questions soulevées précédemment. Sur quoi repose l'unité de ce groupe qui est, sur les plans du revenu, du niveau d'éducation, de l'origine sociale, etc., fort hétérogène? Pourquoi la classe moyenne peut-elle s'identifier à un groupe

---

<sup>42</sup> BECK, *La société du risque*, 2001, p. 202.

qui présente des intérêts objectivement opposés aux siens (les riches) ? Que peut-on dire de l'affirmation selon laquelle la classe moyenne incarne l'idéologie du progrès et un modèle pour les classes populaires ? Ces questions nous rappellent que l'analyse empirique des inégalités, bien que pertinente d'un point de vue social et sociologique, ne suffit pas à nous renseigner sur la dimension subjective des classes sociales. Chauvel prétend que les individus tendent à s'organiser en collectif lorsque les inégalités deviennent insupportables. Nous souhaitons étudier l'hypothèse selon laquelle la classe moyenne se présente plutôt comme une catégorie identitaire qui exclut précisément la référence à un ordre social divisé sur la base de l'opposition dominant/dominé. Le sociologue français Jean Lojkine, qui a consacré un ouvrage à l'impact de la diversification des catégories d'emplois sur la classe moyenne, résume cette hypothèse en affirmant que

la référence à la classe moyenne n'est pas du tout une référence « classiste » comme celle de la « classe ouvrière ». La référence à la classe ouvrière impliquait en effet un rapport social antagoniste entre les ouvriers et les patrons capitalistes (« Eux » et « Nous »). Rien de tel avec la notion de « classe moyenne » qui renvoie en fait moins à la spécification d'une nouvelle classe dans l'affrontement capital/travail, qu'à l'élimination de la lutte des classes, au profit d'une vision idéologique consensuelle d'un groupe social majoritaire, bordé à ses marges par des « exclus » qu'il s'agirait d'intégrer<sup>43</sup>.

En quelques sortes, Nisbet avait raison de dire que la conscience de classe serait remplacée par le sentiment d'être avant tout un individu qui pouvait, grâce à la force de sa volonté, améliorer son statut social. Nous verrons d'ailleurs que l'identité de la classe moyenne se construit en opposition avec le concept de classe sociale, éveillant chez ceux qui l'endossent une conscience tout autre que celle de la classe ouvrière. Or nous souhaitons étudier les raisons qui ont conduit à l'émergence de cette identité et que nous ne saurions réduire, à l'instar de Nisbet, à l'efficacité du capitalisme comme système de redistribution de la richesse. Il faudra aussi se pencher sur les mécanismes politiques et institutionnels qui ont contribué à la reproduction de ce nouveau groupe.

---

<sup>43</sup> Jean LOJKINE, *L'adieu à la classe moyenne*, op. cit., pp. 69-70.



Les sections qui suivent sont consacrées à explorer cette question. Nous montrons que la classe ouvrière trouve son unité dans la lutte contre la classe dominante de la société industrielle et que le concept de classe sociale sert à unifier cette expérience, alors que la classe moyenne contribue à légitimer l'économie politique des sociétés capitalistes avancées.

## CHAPITRE II

### DU PROLÉTARIAT À LA CLASSE OUVRIÈRE :

#### LA CONSCIENCE DE CLASSE COMME FONDEMENT

#### DE L'ACTION POLITIQUE DANS LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Du temps du vieux, le mineur vivait dans la mine comme une brute, comme une machine à extraire la houille, toujours sous la terre, les oreilles et les yeux bouchés aux événements du dehors. Aussi les riches qui gouvernent, avaient-ils beau jeu de s'entendre, de le vendre et de l'acheter, pour lui manger la chair : il ne s'en doutait même pas. Mais, à présent, le mineur s'éveillait au fond, germait dans la terre ainsi qu'une vraie graine; et l'on verrait un matin ce qu'il pousserait au beau milieu des champs : oui, il pousserait des hommes, une armée d'hommes qui rétabliraient la justice.

Émile Zola, *Germinal*, p. 162.

Dans son célèbre *Germinal*, Émile Zola met en scène une grève de mineurs français qui, accablés par des conditions de vie et de travail misérables, décident de se révolter contre la compagnie qui les emploie. Zola décrit le quotidien des ouvriers, leur travail à la mine, puis leur soulèvement contre cette existence malheureuse qui les décime à petit feu. Ce récit est celui d'une classe laborieuse dépendante d'une classe d'oisifs qui accumulent du capital sur le dos d'ouvriers affamés. C'est l'histoire du prolétariat et de sa lutte contre la bourgeoisie. Cette histoire a été racontée maintes fois, autant par les penseurs socialistes et les marxistes de tout acabit que par les principaux intéressés, les ouvriers eux-mêmes. Nous restituons ici brièvement et partiellement cette histoire à travers le récit de ces multiples observateurs et protagonistes. À cet effet, nous mettons l'accent sur le processus de formation du prolétariat, qui découle de la révolution industrielle, et sur la manière dont s'est constitué le mouvement

ouvrier en Europe. De cette façon, nous voulons montrer le sens que prend le travail pour la classe ouvrière et de quelle manière cette représentation intervient dans le discours sur la lutte des classes.

L'histoire qui nous intéresse est composée de deux phénomènes concomitants, le capitalisme et l'industrialisation. Du capitalisme, retenons pour le moment qu'il s'agit d'un système de production de marchandises qui repose sur la relation contractuelle entre deux personnes détentrices de droits. L'une d'entre elles possède un certain capital de base et l'utilise pour se procurer des facteurs de production. La seconde vend sa force de travail pour se procurer des biens de subsistance. Ce dernier constitue une figure typique de la modernité capitaliste : le travailleur libre. Quant à l'industrialisation, il s'agit d'un mode d'organisation de la production orienté vers l'augmentation de la capacité productive et la valorisation du capital. Elle donne naissance au prolétariat industriel. Certes, ces définitions peuvent sembler réductrices. Nous souhaitons simplement souligner ici que cette formation sociale, qui est en rupture avec la féodalité, produit des rapports sociaux d'un nouveau type dont il sera question à l'intérieur de ce chapitre.

Quand le marchand se fait manufacturier, la distinction entre les règles régissant la production et celles régissant l'échange disparaît : la production est soumise à la règle marchande du gain et perd sa dimension « professionnelle » orientée vers le service au public. Ce sont les débuts du mode de production capitaliste, où on vise à produire et à reproduire le capital plutôt qu'à satisfaire un besoin, et dont les produits sont désormais des marchandises mesurées par leur valeur d'échange plutôt que des biens caractérisés par leur fabrication et leur usage propres. S'ils étaient réunis chez l'artisan ou le producteur à domicile, travail et capital sont séparés à la suite de l'appropriation par le manufacturier des moyens de production et du produit. Cette transformation de la production, provoquée par l'extension des échanges marchands, doit également être liée à l'émergence de l'individu, libéré des liens de servitude et des règles qui régissaient les rapports de service féodaux<sup>1</sup>.

Comment ces prolétaires, qui sont théoriquement libres de disposer d'eux-mêmes, développent une identité ouvrière ancrée dans l'opposition avec la classe bourgeoise, voici le processus que nous chercherons maintenant à expliquer.

---

<sup>1</sup> Rolande PINARD, *La révolution du travail*, 2008, pp. 28-29.

## 2.1. La condition ouvrière : une « nouvelle réalité sociale »

L'apparition du prolétariat est l'un des éléments marquant la transition entre la société féodale, qui se caractérise grosso modo par des relations d'obligation et de protection, et la société moderne, qui est dominée par la logique impersonnelle du marché<sup>2</sup>. La modernité peut être résumée, de manière très laconique, par l'idée de « différenciation des *types formels* de pratiques significatives »<sup>3</sup>. Le travail, qui n'échappe pas à cette tendance, acquiert une autonomie relative à l'égard des « régulations symboliques » héritées de l'époque féodale<sup>4</sup>. Il devient une « pratique spécialisée ». Dans l'esprit des penseurs de l'économie politique moderne, le travail représente la source de la richesse sociale. Il faut donc le dégager de tous les vestiges traditionnels qui l'encadrent. « La véritable découverte que promeut le XVIII<sup>e</sup> siècle n'est donc pas celle de la nécessité du travail, mais celle de la *nécessité de la liberté du travail*. Elle implique la destruction des deux modes d'organisation du travail jusque-là dominants, le travail réglé et le travail forcé. »<sup>5</sup> Le travail devient alors « un cadre vide » qui prend forme dans les objets qu'il produit<sup>6</sup>. Pour Dominique Méda, c'est Adam Smith qui conçoit le premier une définition achevée du travail lorsqu'il le décrit comme un « instrument de calcul et de mesure, qui a pour qualité essentielle de fonder l'échange »<sup>7</sup>. Puisque le progrès de l'humanité passe par une production plus grande de richesse, il faut pour Smith et les tenants de l'économie politique classique augmenter la productivité du travail. Marx a plutôt insisté sur les implications des *rappports sociaux* capitalistes : à partir du moment où le travail est libre, il devient une chose appropriable<sup>8</sup>. Le capitaliste s'approprie le travail pour le rendre productif. La manufacture rassemble les facteurs de production et elle devient le lieu

<sup>2</sup> Robert CASTEL, *Les métamorphoses de la question sociale*, 1995.

<sup>3</sup> Michel FREITAG, *Dialectique et société*, tome 2, 1986, p. 263.

<sup>4</sup> Pour être plus juste, il faudrait dire comme Méda que le travail est une invention de la modernité, et même de l'économie politique libérale, puisque le concept de « travail libre » ne faisait tout simplement pas de sens dans l'univers pré-capitaliste... Dominique MÉDA, *Le travail, une valeur en voie de disparition*, pp. 64-65.

<sup>5</sup> CASTEL, op. cit., p. 282.

<sup>6</sup> MÉDA, op. cit., p. 63.

<sup>7</sup> Ibid., p. 65.

<sup>8</sup> Karl MARX, *Le Capital. Livre I*, 1993.

de la détermination du travail. Puisque le travail équivaut à une quantité de temps, il faut pouvoir produire davantage en moins de temps pour augmenter la productivité. Ceci justifie que l'on emploie une force de travail toujours plus grande. La logique expansionniste du capitalisme entraîne par conséquent la prolétarianisation des masses laborieuses; nous verrons à l'instant qu'elle devient aussi synonyme de paupérisation.

Le mode de production capitaliste transforme les rapports sociaux de deux manières. D'une part, de la contrainte au travail salarié résulte un nouveau rapport de domination : « L'effet du contrat – cette institution synonyme de liberté individuelle et manifestant la rupture avec les liens de servitude féodaux – est précisément de recréer un nouveau type de servitude dans l'atelier ou la fabrique. »<sup>9</sup> Ensuite, la généralisation du mode de production industrielle entraîne un problème social préoccupant :

Le principe du libre accès au travail ouvre une ère de turbulence et de conflits. La question se reformule à partir de nouveaux noyaux d'instabilité qui sont comme l'ombre portée du développement économique. Laissé à lui-même, le processus de l'industrialisation engendre un monstre, le paupérisme<sup>10</sup>.

Le constat est sans équivoque : la prolétarianisation est synonyme d'appauvrissement parce qu'elle enlève tout moyen de subsistance à l'individu et le soumet à une vie dégradante. Ce phénomène est inédit puisque contrairement à l'indigence dans les sociétés précapitalistes, qui est le lot des inaptes, dans la société industrielle, est pauvre celui qui travaille. En ce sens, la pauvreté qui affecte des masses de salariés « est fille de l'industrialisation »<sup>11</sup>. Ce constat se généralise au XVII<sup>e</sup> siècle à travers l'Europe. Castel affirme à propos de la France : « L'élément nouveau, à partir de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, paraît résider dans la prise de conscience d'une *vulnérabilité de masse, différente de la conscience séculaire d'une pauvreté de masse.* »<sup>12</sup> Hobsbawm dit de la Révolution industrielle en Europe : « Ses conséquences les plus sérieuses furent sociales : la transition entre ancienne et nouvelle économie créait misère

---

<sup>9</sup> PINARD, op. cit., p. 59.

<sup>10</sup> CASTEL, op. cit., p. 342.

<sup>11</sup> Ibid, p. 351.

<sup>12</sup> Ibid, p. 266.

et mécontentement, ces matériaux de toute révolution sociale. »<sup>13</sup> Déjà, on comprend que la « masse » des « vulnérables » est potentiellement quelque chose de plus que la somme de ses parties. Ce que laisse aussi entendre E. P. Thompson lorsqu'il fait état du consensus qui a cours au XIX<sup>e</sup> siècle quant aux conséquences de l'industrialisation sur la société anglaise : « Les outils de production physiques leur [les observateurs de la société britannique, toute tendance confondue] paraissaient donner naissance, d'une façon directe et plus ou moins coercitive, à de nouvelles relations sociales, de nouvelles institutions et de nouveaux modes de culture. »<sup>14</sup> Le mode de production capitaliste instaure un nouveau système de positions sociales structurellement dépendantes. Le prolétariat, parce qu'il est contraint à vendre sa force de travail, occupe une position qui l'astreint à des conditions de vie déshumanisantes, ce qui correspond en fait, d'un point de vue strictement descriptif, à une « communauté de conditions ».

Parallèlement à la croissance d'une nouvelle forme de paupérisme, nombre de descriptions « sociologiques » se penchent, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, sur les révoltes ouvrières qui se disséminent dans les nations industrialisées. Les ouvriers se retrouvent dans des lieux comme les tavernes et prennent conscience de leur expérience commune à travers leurs échanges<sup>15</sup>. C'est d'ailleurs dans un « cabaret » qu'Étienne et les autres mineurs de *Germinal*, se rencontrent et s'imaginent la révolution. Bref, il y a dans l'Europe en voie d'industrialisation une augmentation alarmante des révoltes ouvrières. Hobsbawm estime que durant cette période, « [e]ntre l'évasion et l'échec, il y avait place pour la rébellion. Et la situation des masses laborieuses était telle, spécialement celle du prolétariat industriel qui en devint le noyau, que la rébellion n'était pas seulement possible, mais pratiquement obligatoire. »<sup>16</sup> Les hommes d'État de l'époque s'inquiètent de cette agitation puisqu'elle représente un danger certain pour la paix sociale. D'où l'expression de « classes dangereuses » qu'emploie Louis Chevalier pour désigner les classes laborieuses. « Par

---

<sup>13</sup> Eric J. HOBBSBAWM, *L'ère des révolutions*, 1969, p. 55.

<sup>14</sup> THOMPSON, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, 1988, p. 171.

<sup>15</sup> HOBBSBAWM, *L'ère du capital*, 1978, p. 305.

<sup>16</sup> HOBBSBAWM, *L'ère des révolutions*, op. cit., p. 263.

rapport aux peintures séculaires de la “gueuserie”, la nouveauté tient à la prise de conscience d’une condition travailleuse tellement dégradée qu’elle place des populations entières aux lisières de l’asocialité. »<sup>17</sup> Ce que Castel affirme à propos de la situation française, Thompson le constate à propos de la société anglaise : « C’est peut-être l’étendue et l’intensité de cette agitation populaire aux formes multiples qui a, plus que toute autre chose, fait naître (chez les observateurs contemporains tout comme chez les historiens) le sentiment d’un changement catastrophique. »<sup>18</sup>

## 2.2. Du prolétariat à la classe ouvrière

Malgré cela, Hobsbawm se demande : « Mais peut-on parler des “ouvriers” comme d’une catégorie ou d’une classe formant un tout? »<sup>19</sup> Les « masses laborieuses » ne constituent pas un tout homogène; au contraire, elles sont formées de travailleurs que tout, sur le plan culturel, semble éloigner : « leur environnement, leurs origines sociales, leur formation, leur situation économique, et parfois même leur langage et leurs habitudes »<sup>20</sup>. Or elles partagent le même sentiment de colère envers l’injustice de leur piètre condition. En ce sens, et tel que l’affirme Hobsbawm, la révolte est inévitable. Inévitable aussi parce que l’injustice dont il est question se matérialise autour d’une figure identifiable et prend la forme d’un antagonisme de classe.

Ainsi, les travailleurs se forgeaient *une vision de l’organisation de la société*, à partir de leur propre expérience et à l’aide d’une éducation durement acquise et hétéroclite, et *cette vision était avant tout politique*. Ils apprenaient à situer leur vie dans l’histoire générale d’un conflit qui opposait les « classes laborieuses », aux contours mal définis, à la Chambre des communes non réformée. À partir de 1830 mûrit une conscience de classe mieux définie, au sens marxiste traditionnel, qui permettait aux travailleurs de

---

<sup>17</sup> CASTEL, op. cit., p. 357.

<sup>18</sup> THOMPSON, op. cit., p. 171.

<sup>19</sup> HOBSBAWM, op. cit., p. 304.

<sup>20</sup> Ibid, p. 304.

comprendre qu'ils poursuivaient par eux-mêmes des luttes à la fois anciennes et nouvelles<sup>21</sup>. (nous soulignons)

L'expérience ouvrière prend une nouvelle signification dès lors qu'on la regarde à travers le filtre de la lutte des classes. Les révoltes ouvrières acquièrent une unité et une cohérence qui transforment ces rébellions erratiques et improvisées en un mouvement social et politique organisé. En effet, ce mouvement se fonde sur la reconnaissance préalable de l'opposition entre les intérêts ouvriers et ceux de la classe dirigeante.

Ce qu'il y avait de nouveau dans le mouvement ouvrier du début du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est une conscience de classe et une ambition de classe. Il n'y a plus le "pauvre" en face du "riche". Mais une "classe" définie, la classe ouvrière, les travailleurs ou le prolétariat, en face d'une autre, celles des employeurs ou des capitalistes<sup>22</sup>.

Les ouvriers peuvent constituer une force politique à partir du moment où ils remettent en cause le pouvoir, ses moyens et ses fins. La déconstruction de l'idéologie dominante apparaît en ce sens comme un premier pas vers l'émancipation. D'après le discours libéral, les rapports contractuels garantissent la liberté du travailleur puisqu'ils le soustraient à la volonté d'un tiers (le seigneur féodal par exemple) et rendent l'échange volontaire. Pourtant, ce discours contraste avec l'expérience des travailleurs qui, pour survivre, doivent se soumettre à la volonté du capitaliste une fois qu'ils ont conclu un contrat avec ce dernier. Par la « libre » vente de leur force de travail, ils perdent leur autonomie et s'astreignent à des conditions de travail dégradantes dans le seul intérêt de la classe bourgeoise<sup>23</sup>. En bref, « (...) les classes ouvrières savaient que le libéralisme seul ne leur donnerait ni ce à quoi elles avaient droit ni ce dont elles avaient besoin »<sup>24</sup>. La cohésion de la classe ouvrière repose sur la canalisation des frustrations liées à l'expérience de l'exploitation, qui sont rassemblées dans un discours condamnant la bourgeoisie. « Une pensée de l'aliénation se met donc en place, qui dénonce le travail tel qu'il se développe dans les manufactures et y voit une

---

<sup>21</sup> THOMPSON, op. cit., p. 642.

<sup>22</sup> Ibid., p. 268.

<sup>23</sup> THOMPSON, *The making of the English working class*, 1966, pp. 198-199.

<sup>24</sup> HOBBSBAWM, *L'ère du capital*, op. cit., p. 307.



défiguration du travail tel qu'il devrait être. »<sup>25</sup> L'affirmation d'une conscience de classe proprement ouvrière fait du prolétariat une classe pour soi, c'est-à-dire une classe qui conteste la fonction qui lui est réservée dans l'organisation sociale et qui, sur la base de cette interprétation de la réalité, fonde son action politique.

Afin de résumer l'originalité de ce processus, Thompson affirme :

La formation de la classe ouvrière relève tout autant de l'histoire politique et culturelle que de l'histoire économique. Elle n'est pas née par génération spontanée à partir du système de la fabrique. Et nous ne devons pas davantage nous représenter une force extérieure – la « révolution industrielle » – s'exerçant sur un matériau humain brut, indifférencié et indéfinissable, et produisant au bout du compte une « nouvelle race d'individus »<sup>26</sup>.

L'idée que nous défendons se trouve ici condensée puisque Thompson suggère que la formation de la classe ouvrière ne peut se comprendre qu'à partir du seul point de vue économique – l'économisme d'un certain courant du marxisme. Le parcours théorique qui va des bases matérielles de la société jusqu'à sa transformation est purement spéculatif (ce qui, soit dit en passant, ne l'empêche pas d'avoir eu une efficacité idéologique). Le prolétariat acquiert une identité de classe parce qu'il se donne une histoire propre. Cette identité va au-delà des différences de métier, d'appartenance ethnique ou religieuse. Elle repose sur le partage d'une condition qui s'avère être insupportable, certes, qui est celle de l'exploitation capitaliste. Or cette situation est perçue avant tout par les travailleurs comme une injustice et une perte d'autonomie, et secondairement comme un enjeu salarial<sup>27</sup>. Elle est le prélude à la formulation d'une alternative au système en place.

Le mouvement ouvrier était une organisation d'autodéfense, de protestation, de révolution. Mais pour les masses laborieuses, il était quelque chose de plus qu'un instrument de lutte : c'était aussi un système de vie. La bourgeoisie libérale ne leur offrait rien [...]. Mais le "mouvement" lui, oui<sup>28</sup>.

---

<sup>25</sup> MÉDA, op. cit., p. 93.

<sup>26</sup> THOMPSON, op. cit., p. 174.

<sup>27</sup> Ibid, p. 181.

<sup>28</sup> HOBBSBAWM, *L'ère des révolutions*, op. cit., pp. 274-275.

L'action sociale et politique du prolétariat est donc indissociable du matériau symbolique que constitue la représentation ouvrière du travail. En d'autres termes, cette représentation et l'identité qui en découle sont tout aussi déterminantes pour la classe ouvrière.

### **2.3. Conscience de classe et lutte des classes**

L'histoire de la classe ouvrière est donc fortement marquée par un processus qui constitue l'identité ouvrière comme fondement d'un rapport conflictuel. Nous constatons à cet effet que les socialistes et les marxistes ont largement contribué à construire cette identité par la formulation d'un discours qui contestait l'injustice et l'exploitation de l'ordre social capitaliste. Le point de départ de ce conflit se trouve donc dans la représentation du travail que développe la théorie socialiste. Pour les socialistes tels que Saint-Simon, Fourier et Owen, « le travail apparaît tout à la fois comme contribution au progrès de l'humanité, fondement du lien social, car c'est la forme du travail que doit prendre la contribution de chacun au progrès de la société, et source d'épanouissement et d'équilibre personnels. »<sup>29</sup> Le travail est un acte de liberté qui appartient à l'individu et qui lui permet de manifester son existence sociale. Dominique Méda montre bien l'origine hégélienne de cette pensée : « En s'opposant à la nature physique, en la transformant, en inventant des prolongements de son corps pour l'utiliser, en rusant avec elle, l'homme non seulement s'est révélé à lui-même ses capacités, mais il les a créées, il s'est créé. »<sup>30</sup> Ce faisant, le problème au cœur de la théorie socialiste est celui de la distance entre l'essence du travail et le travail « concret », « réel », c'est-à-dire le travail tel qu'il se présente dans la société industrielle naissante. Celui-ci détourne le travail de sa finalité première, qui est celle de créer du lien social. Le travail aliéné est celui où il y a domination d'un individu par un autre, où le premier est contraint à effectuer ce travail pour veiller à sa subsistance. De ce fait, la pensée socialiste vise

---

<sup>29</sup> MÉDA, op. cit., p. 115.

<sup>30</sup> Ibid, p. 97.

essentiellement à « critiquer l'organisation du travail, c'est-à-dire les conditions de travail au sens large, sans jamais remettre en cause l'idée majeure que le travail est la plus haute activité de l'homme. »<sup>31</sup> Leur objectif politique est d'« assurer le libre exercice du travail. »<sup>32</sup>

Les socialistes procèdent ainsi à une certaine « glorification du travail », tel que le suggère Méda. L'industrialisation est encensée puisqu'elle accélère le processus de production des richesses sociales et doit ainsi augmenter le bien-être de tous. Chez Marx, nous retrouvons la même prémisse héritée de Hegel, soit l'idée que « le travail, c'est toute activité humaine qui permet d'exprimer l'individualité de celui qui l'exerce. Mais de s'exprimer aussi *pour* l'autre, donc de montrer à la fois sa singularité et son appartenance au genre humain. »<sup>33</sup> Dans le mode de production capitaliste, le travail est aliéné puisque, comme nous l'avons vu plus tôt, il n'est pas conforme à cette essence. « Il est aliéné justement parce qu'il empêche l'homme d'atteindre le but que nous avons vu Marx lui assigner : développer, spiritualiser, et humaniser l'humanité. »<sup>34</sup> La contribution de Marx à la critique de la représentation libérale du travail réside dans sa théorie de l'exploitation capitaliste. L'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat se présente dans le schéma marxien comme la contradiction constitutive du mode de production capitaliste. Le dévoilement de cet antagonisme entre capital et travail doit nécessairement conduire le prolétariat à une lutte contre la classe dominante. La victoire de la classe ouvrière abolira les classes sociales et donc le prolétariat lui-même en faisant enfin coïncider le travail avec son essence. Lukacs dit en paraphrasant Marx : « la classe ouvrière "n'a pas à réaliser des idéaux", mais "seulement à libérer les éléments de la société nouvelle"; c'est le chemin qui va de la classe "face au capital" à la classe "pour soi". »<sup>35</sup> La conscience de l'aliénation et la lutte qui mène à son abolition ne sont, dans la pensée de Marx, que deux versants du même processus historique qui font exister puis disparaître tout à la fois le prolétariat. La société bourgeoise porte en elle le conflit puisqu'en se développant,

---

<sup>31</sup> Ibid, pp. 117-118.

<sup>32</sup> Ibid, p. 119.

<sup>33</sup> Ibid, p. 103.

<sup>34</sup> Ibid, p. 106.

<sup>35</sup> Georg LUKACS, *Histoire et conscience de classe*, 1960, p. 43.

le capitalisme dévoile ses contradictions et fait de la lutte des classes un fait historique inéluctable : « quand la crise économique finale du capitalisme a commencé, *le destin de la révolution (et avec elle celui de l'humanité) dépend de la maturité idéologique du prolétariat, de sa conscience de classe.* »<sup>36</sup>

Dans un entretien à propos de son essai *Le maître ignorant*, Jacques Rancière propose de voir le problème autrement.

J'ai été saisi par le fait qu'il ne s'agissait pas de se libérer par la connaissance, car ces ouvriers avaient parfaitement la connaissance de leur situation, mais de se penser capables d'un autre mode de vie que celui d'êtres dominés. L'émancipation vise à se donner dès à présent un mode d'existence de perception, de pensée de citoyens à part entière de l'humanité<sup>37</sup>.

Il n'est pas certain que le commentaire qu'avance Rancière au sujet du problème de la fausse conscience soit si innovant; néanmoins, l'ouvrage qui l'a amené à le formuler demeure pertinent afin de montrer, une fois de plus, l'importance de la dimension subjective des classes sociales. Dans le recueil *La parole ouvrière*, il a compilé avec Alain Faure des écrits d'ouvriers français afin de « montrer comment, à un certain moment, de petits groupes d'ouvriers avaient été saisis par des mots et des pensées impensables, comment ils avaient essayé de rompre avec la culture de leur classe comme classe sociale produite par une certaine société. »<sup>38</sup> L'émancipation commence là où se dégage une parole proprement ouvrière, c'est-à-dire un discours dans lequel les ouvriers se réapproprient le pouvoir de définir leur identité, où ils refusent la détermination de l'ordre social capitaliste et revendiquent un rôle différent de celui qui leur a été assigné. La première lutte des ouvriers est donc une lutte contre la capacité du capital à déterminer leur être social : le moment où ils affirment leur qualité d'hommes libres.

Nous vivons sans ambition, nous ne voulons être heureux que par notre travail, et nous nous sommes imaginés que nous étions le sujet des sollicitudes de ces riches capitalistes ou de ces grands entrepreneurs que nos bras enrichissent; mais ce n'est pas de nous

---

<sup>36</sup> Ibid, p. 95.

<sup>37</sup> Jacques RANCIÈRE, « Repenser l'émancipation », *Sciences humaines*, novembre 2008, p. 33.

<sup>38</sup> Ibid.

qu'ils s'occupent, c'est du produit de notre travail; et s'ils pouvaient se le procurer sans notre secours nous deviendrions des êtres aussi méprisables pour eux que pour les hommes à parchemin<sup>39</sup>.

Dans cet extrait, un typographe décrit le rapport d'exploitation qui soumet les travailleurs (les capitalistes emploient la force de travail pour s'enrichir) et évoque l'ambition première qui les anime et qu'ont usurpée leurs patrons : « nous ne voulons être heureux que par notre travail ». L'identité du prolétariat est ancrée dans son rapport au travail; or celui-ci est entièrement déterminé par l'organisation capitaliste. Et cette détermination est synonyme de précarité et de pauvreté. Les ouvriers le savent bien, et c'est ce qu'ils sont résolus à changer. C'est pourquoi un autre ouvrier, le tailleur Grignon, appelle dans un autre pamphlet ses confrères prolétaires à se battre pour que leur soient consenties des conditions de vie dignes.

Cherchons donc, citoyens, les moyens d'améliorer notre malheureuse condition, et que chacun de nous sache endurer des privations, des souffrances passagères, braver même des dangers, lorsqu'il sera démontré qu'ils doivent avoir pour résultat l'avantage de tous; c'est là le cachet du dévouement et de la fraternité<sup>40</sup>.

« Cherchons donc, citoyens, les moyens d'améliorer notre malheureuse condition » signifie nous sommes prolétaires à cause de notre condition, mais citoyens à travers sa contestation. Voilà ce qu'entend Rancière par « se penser capables d'un autre mode de vie que celui d'êtres dominés. » Lorsque le typographe Bannet dit : « il n'y a pas un homme sensé qui pût vouloir deux droits en France, un droit pour l'homme qui met écriteau sur sa boutique et qui s'appelle *maître*, et un droit différent pour les travailleurs, que l'on nomme *ouvriers* »<sup>41</sup>, il remet en question l'appellation d'ouvrier, qui est celle des dominants, et revendique celle de citoyen, qui est celle d'un homme partageant les mêmes droits que tous (voir figure 2.1). En tant que citoyen à part entière, il réclame de pouvoir jouir complètement des fruits de son travail. « Faisons donc en sorte que *notre industrie soit à nous*, que nous seuls puissions en

---

<sup>39</sup> Alain FAURE et Jacques RANCIÈRE, *La parole ouvrière*, 2007, pp. 38-39.

<sup>40</sup> Ibid., p. 56.

<sup>41</sup> Ibid., p. 66.

disposer selon notre bon vouloir. Ainsi que les classes qui nous ont précédées dans la voie d'affranchissement et de bien-être, formons une vaste association. »<sup>42</sup>

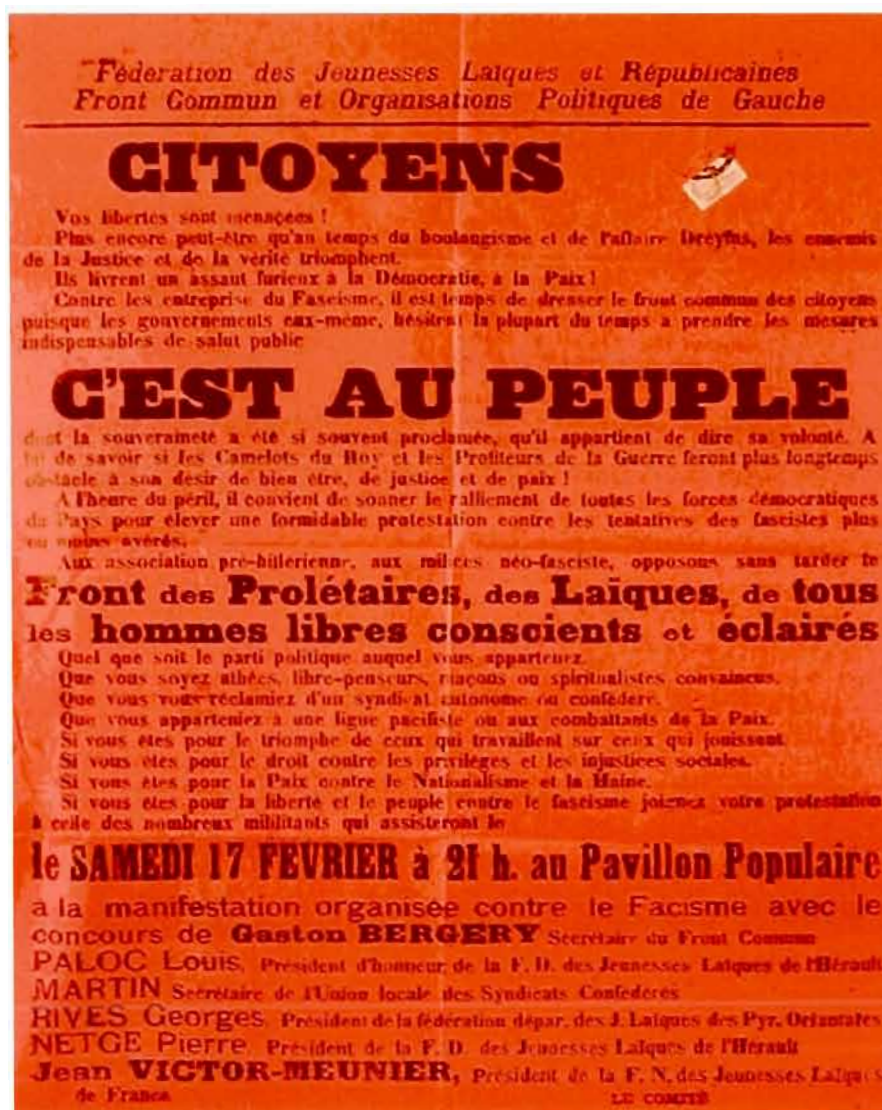


Figure 2.1 Tract pour manifestation dans la province de l'Hérault. Source : *La Bataille socialiste*, <http://bataillesocialiste.wordpress.com>.

<sup>42</sup> Ibid., p. 75.



L'émancipation constitue le « moment spécifique où parler, répondre aux désignations des maîtres, dire les maux du présent et les espérances de l'avenir devient une arme pour affirmer son identité, pour se rassembler et lutter. »<sup>43</sup> Elle vise donc pour Rancière le changement social. Ainsi, l'affirmation de l'identité ouvrière constitue le fondement d'une lutte qui a pour objet la transformation du travail. Elle n'est pas la fin de l'histoire, mais le commencement d'un nouveau récit. L'approche de Rancière suggère que les mouvements socialiste et marxiste ont en quelque sorte récupéré la révolte prolétarienne. Castel affirme à ce propos :

La classe ouvrière tenait son potentiel révolutionnaire du fait qu'elle incarnait cet « indigne salariat » qui n'avait rien à perdre que ses chaînes et dont l'émancipation changerait la face du monde. Marx, sur ce point, n'a fait que radicaliser une structure anthropologique du salariat connotée, semblait-il depuis toujours, avec des situations de dépendance à travers lesquelles un homme met à la disposition d'un autre sa capacité de travail.<sup>44</sup>

Néanmoins, nous avons vu que ces mouvements avaient apporté aux ouvriers l'organisation qui leur faisait défaut. En effet, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la critique de l'économie politique classique a largement été véhiculée par les partis socialistes – et dans une moindre mesure les mouvements anarchistes – qui, comme le montre Hobsbawm, ont su canaliser la colère du prolétariat et synthétiser ses aspirations dans une proposition politique qui a fait l'unité de la classe ouvrière (voir figures 2.2 et 2.3). Paysans, ouvriers, artisans, activistes, minorités nationales, bref tous ceux qui sont pauvres et à la merci des détenteurs du pouvoir économique et politique sont visés par le discours socialiste.

---

<sup>43</sup> Ibid., p. 8.

<sup>44</sup> CASTEL, op. cit., p. 583.

Ces hommes et ces femmes constituaient une *nouvelle* réalité sociale, sur laquelle il convenait de se pencher. Cette prise de conscience s'effectuait dès lors qu'ils saisissaient le message de leurs porte-parole : vous formez une classe, et vous devez le montrer. [...] Personne d'autre ne leur apportait aussi clairement ce message d'une conscience de classe; celle-ci unissait tous les ouvriers prêts à en reconnaître la vérité par-delà tout ce qui les différenciait<sup>45</sup>.

Ceci étant dit, il n'y a pas deux manières irréconciliables d'interpréter le phénomène de la classe ouvrière. Nous dirons plutôt comme Thompson : « La classe ouvrière se créa elle-même tout autant qu'on la créa. »<sup>46</sup>



Figure 2.2 Tract de la SFIO. Source : *La Bataille socialiste*, <http://bataillesocialiste.wordpress.com>

<sup>45</sup> HOBBSBAWM, *L'ère des empires*, 1989, pp. 167-168.

<sup>46</sup> THOMPSON, op. cit., p. 174.





Figure 2.3 Tract de la SFIO. Source : *La Bataille socialiste*, <http://bataillesocialiste.wordpress.com>.

Du reste, ces deux approches ont en commun de mettre en évidence le fait que l'identité ouvrière se construit à partir d'une représentation conflictuelle du rapport salarial. La représentation ouvrière du travail porte en elle le potentiel de contestation de l'organisation capitaliste du travail. La société à laquelle la classe ouvrière aspire « représenterait non pas le rêve éternel d'une société libre, caressé sans cesse par les pauvres gens, ne leur revenant à l'esprit que dans les rares occasions d'une révolution sociale générale, mais un des termes permanent et réalisable d'une alternative au système en vigueur. »<sup>47</sup> L'existence même du prolétariat est en soi un démenti de l'idéologie libérale. En effet, la modernité devait libérer les hommes des contraintes de la féodalité; or elle enchaîna au passage des milliers d'individus entraînés malgré eux dans l'entreprise « civilisatrice » du capital. La classe ouvrière est une force de changement qui ébranle radicalement l'édifice de la société bourgeoise en faisant du travail un enjeu de lutte.

---

<sup>47</sup> HOBBSBAWM, *L'ère des révolutions*, op. cit., p. 269.

Le mouvement ouvrier a imposé le sens social-politique du travail pour que la société reconnaisse à l'ouvrier des droits autres que celui de la propriété de sa force de travail [...] et qu'il ne puisse plus être réduit à la misère au gré des intérêts du capital. [...] [L]es ouvriers tenteront de faire l'articulation entre le politique et le social, entre le droit à la citoyenneté et le droit de vivre dignement par leur travail : citoyens et ouvriers, ils donneront une dimension publique au social privé créé par le capital industriel<sup>48</sup>.

En somme, le mouvement ouvrier poursuit un objectif double : un objectif social, améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs, et un objectif politique, être un acteur de transformation de la société. C'est à travers la figure de la classe ouvrière que les travailleurs défendent leurs intérêts collectifs; c'est par l'expression d'une « personnalité prolétarienne réifiée »<sup>49</sup> qu'ils s'opposent aux institutions bourgeoises et aux rôles sociaux qu'elles protègent. Et le concept de classe sociale, qui apparaît dans ce contexte, vient délimiter les contours de cette nouvelle réalité sociale en même temps qu'il lui donne vie. C'est donc l'histoire du mouvement ouvrier qui nous conduit à dire avec R. Williams que « the essential history of the introduction of **class**, as a word which would supersede older names for social divisions, relates to the increasing consciousness that social position is made rather than merely inherited. »<sup>50</sup>

#### 2.4. La différence américaine

Ceci étant dit, il faut préciser que l'émergence de la conscience de classe prolétarienne et d'une représentation conflictuelle des rapports sociaux de production appartient avant tout à l'histoire européenne. Aux États-Unis – dont il sera surtout question dans le chapitre suivant – s'est déroulé un processus substantiellement différent. Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le libéralisme économique critiqué par le mouvement ouvrier européen demeure l'idéologie dominante dans la société américaine. Pour cette société de « petits entrepreneurs », l'idée

---

<sup>48</sup> Ibid., pp. 127-128.

<sup>49</sup> Oskar NEGt, *L'espace public oppositionnel*, 2007, p. 103.

<sup>50</sup> WILLIAMS, op. cit., p. 61.

que la propriété est le fondement de la liberté coule de source. Il y a adéquation entre la structure sociale et l'idéologie qui la légitime étant donné que les États-Unis comportent une vaste classe moyenne vivant l'idéal du *self-made men*.

Sans tradition féodale, sans état (sic) bureaucratique, l'individualiste intégral jouissait d'une situation exceptionnelle dans cette société libérale qui semblait fonctionner d'elle-même, et où les hommes semblaient se faire eux-mêmes. La liberté individuelle semblait le principe de l'ordre social et la base de la sécurité<sup>51</sup>.

Cette « ancienne classe moyenne », telle que la qualifie C. W. Mills, n'a donc rien à voir avec la « nouvelle classe moyenne » qui fera l'objet de ce travail. Elle jouit de l'autonomie dont la nouvelle classe moyenne va seulement pouvoir rêver – une autonomie basée sur la propriété privée.

La concentration de l'activité agricole (causé par la pression de la concurrence mondiale et la révolution technologique) qui s'opère au tournant du XX<sup>e</sup> siècle entraînera toutefois la « prolétarianisation » de nombreux fermiers indépendants qui se voient dès lors forcés d'aller vendre leur force de travail. La situation est la même dans le commerce et l'industrie. La concentration des capitaux se fait au détriment des petits entrepreneurs qui tombent rapidement dans le salariat. En concentrant la propriété entre ses mains, la classe de riches industriels qui s'est formée a bouleversé les fondements matériels de la société libérale. Incidemment, ce phénomène de concentration a donné naissance à une classe ouvrière privée, tout autant que la classe ouvrière européenne, d'un accès à la propriété des moyens de production.

Or toute chose n'étant *pas toujours* égale par ailleurs, la salarisation aux États-Unis n'a pas eu les mêmes effets que la prolétarianisation de la force de travail en Europe. Ainsi, Goldthorpe rappelle que

in his observations on American society Marx more than once draws a contrast between this and older European societies in that while the latter possess 'a developed formation

---

<sup>51</sup> C. W. MILLS, *Les cols blancs*, 1966, p. 30.

of classes', in America, although classes can be said to exist, 'they have not yet become fixed but continually change and interchange their elements in constant flux.'<sup>52</sup>

De même, Hobsbawm montre que la prolétarianisation de l'ancienne classe moyenne américaine n'avait pas altéré l'idéologie libérale. À l'époque et comme nous l'avons vu plus tôt, elle est remise en cause partout où le capitalisme s'est implanté, « sauf peut-être aux États-Unis, qui semblaient offrir individuellement aux pauvres le moyen d'échapper à la pauvreté, aux ouvriers la possibilité de sortir de la classe ouvrière, et aux citoyens l'égalité »<sup>53</sup>. Il ne serait donc pas exagéré de parler d'une différence américaine.

Ce phénomène nous permet déjà de voir que le travail est un « cadre vide », c'est-à-dire qu'il constitue un support symbolique auquel peuvent être prêtées de multiples significations. C'est donc dire que d'autres mécanismes sont à l'œuvre dans le développement qu'a connu le capitalisme aux États-Unis à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, mécanismes qui ont présidé à la formation d'une identité de classe moyenne. Pour cette raison, nous allons insister dans les chapitres qui suivent sur la dimension idéologique de la production de la classe moyenne. Plus précisément, nous montrerons que l'essor d'un nouveau régime d'économie politique coïncide avec l'élaboration d'un discours dont la fonction est de légitimer la nouvelle condition salariale typique de ce régime. L'enjeu étant, nous le verrons à l'instant, de remplacer le lien « organique » entre liberté et propriété

---

<sup>52</sup> GOLDTHORPE et al, op. cit., p. 5.

<sup>53</sup> HOBBSAWM, *L'ère du capital*, op. cit., p. 307.

## CHAPITRE III

### LA DOUBLE DÉTERMINATION DU TRAVAILLEUR PAR LA CORPORATION MODERNE

Jérôme avait vingt-quatre ans, Sylvie en avait vingt-deux. Ils étaient tous les deux psychosociologues. Ce travail, qui n'était pas exactement un métier, ni même une profession, consistait à interviewer des gens, selon diverses techniques, sur des sujets variés. C'était un travail difficile, qui exigeait, pour le moins, une forte concentration nerveuse, mais il ne manquait pas d'intérêt, était relativement bien payé, et leur laissait un temps libre appréciable.

Comme presque tous leurs collègues, Jérôme et Sylvie étaient devenus psychosociologues par nécessité, non par choix. Nul ne sait d'ailleurs où les aurait menés le libre développement d'inclinations tout à fait indolentes. L'histoire, là encore, avait choisi pour eux. Ils auraient aimé, certes, comme tout le monde, se consacrer à quelque chose, sentir en eux un besoin puissant, qu'ils auraient appelé vocation, une ambition qui les aurait soulevés, une passion qui les aurait comblés. Hélas, ils ne s'en connaissaient qu'une: celle du mieux-vivre, et elle les épuisait.

Georges Perec, *Les choses*, pp. 29-30.

Dans la Critique du programme de Gotha, Marx soutient qu'au stade supérieur de la société communiste, il reviendra à chacun de déterminer comment occuper son temps, puisqu'une fois que la capacité collective de production aura atteint un niveau permettant à tous de jouir des fruits de la richesse sociale, la division du travail sera abolie. Dans cette société sans classes dominera alors une idée: « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses

besoins! »<sup>1</sup> Marx était sans doute loin de penser que le capitalisme réaliserait, en apparence, ce que le communisme promettait d'accomplir. Le capitalisme, dans sa forme avancée, promet à chacun un accès illimité aux biens de consommation, pour peu que l'on travaille assez pour se les procurer. Cet accès n'est donc plus exclusif aux non-producteurs, mais il sera par contre refusé aux non-travailleurs. En ce sens, le conflit entre capital et travail semble s'être résorbé avec l'avènement de la société salariale de type fordiste<sup>2</sup>. Comment ce nouveau « contrat social » a-t-il pu être conclu? Comment le problème des « classes dangereuses » a-t-il été surmonté? Tel est le processus que nous proposons maintenant d'étudier et au cœur duquel se dévoile une nouvelle conception du travail.

L'institutionnalisation du conflit entre capital et travail implique une transformation du rapport salarial. L'ouvrier passait des heures à maintenir la cadence des machines qui produisaient ce qu'il n'avait plus les moyens de produire lui-même, encore moins de se procurer pour lui-même. Lorsqu'il vendait sa force de travail au capitaliste, il se sentait donc aliéné d'une partie de lui-même. Le salaire qu'on lui versait n'était qu'une mince compensation en regard de l'autonomie et des connaissances perdues dans la vente de son temps et de son savoir-faire. Tout ce que représentait l'entreprise – le capitaliste, l'usine, les machines – ne faisait qu'absorber son temps, son savoir, sa force productive, son existence, et dans l'unique but de produire des marchandises qui lui étaient totalement étrangères. La prolétarianisation des artisans et des paysans a participé à la dégradation puis à la disparition du système social et culturel hérité de l'époque féodale en Europe. Le capitalisme a créé une masse de travailleurs dépendants et déracinés. La lutte des ouvriers contre la classe capitaliste était donc une lutte, nous l'avons vu plus tôt, qui s'opérait au nom d'une conception de la démocratie s'opposant à la démocratie bourgeoise<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> MARX, *Critique du programme de Gotha*, 2008, p. 60. Marx aurait lui-même emprunté l'expression à Louis Blanc (voir *Critique...*, p. 60, note de bas de page 5).

<sup>2</sup> ÉRIC PINEAULT, *Au-delà de l'expressionnisme et du marxisme : Éléments pour une théorie critique des structures sociales du capitalisme avancé*, (édition numérique), Montréal, Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie, décembre 2006, p. 22.

<sup>3</sup> MIGUEL ABENSOUR, « Les quatre critères de la vraie démocratie », *La démocratie contre l'État*, 2004.

L'industrialisation entraîne ainsi le problème de l'intégration de la classe laborieuse, un problème que Castel a appelé « la question sociale ». L'enjeu, qui est de taille, est de contenir ces « classes dangereuses » afin d'éviter l'explosion de la société industrielle. Le problème est interprété par les penseurs et les hommes d'État de l'époque à partir de différentes « postures » que Castel résume ainsi :

Elles [les postures] posent la question des effets sur les producteurs eux-mêmes du mode de production des richesses qu'impose le capitalisme. Mais elles s'interdisent d'intervenir directement sur la manière de les produire. « Faire du social », c'est travailler sur la misère du monde capitaliste, c'est-à-dire sur les effets pervers du développement économique. C'est tenter d'apporter des correctifs aux contre-finalités les plus inhumaines de l'organisation de la société, mais sans toucher à sa structure<sup>4</sup>.

Pour ne pas remettre en question le principe de la propriété privée, il faut 1) que son accès soit élargi et 2) la séparer du problème de la sécurité. En suivant Castel, nous nommerons cette solution la société salariale. Il s'agit de produire un ordre social qui ne reproduira plus, du moins idéologiquement, la structure de classes de la société industrielle.

La transformation décisive qui a mûri au long des années 1950 et 1960 n'est donc ni l'homogénéisation complète de la société, ni le déplacement de l'alternative révolutionnaire sur un nouvel opérateur, la « nouvelle classe ouvrière ». C'est plutôt la dissolution de cette alternative révolutionnaire et la redistribution de la conflictualité sociale selon un modèle différent de celui de la société de classes : la société salariale<sup>5</sup>.

Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, le salariat s'impose comme modalité principale d'intégration des individus à la totalité sociale. En témoigne la mise en place d'un nouveau principe d'exclusion qui repose sur la distinction entre travailleurs et sans-emploi. Le travail acquiert une valeur positive alors qu'il peut être assimilé au progrès de l'individu et à celui de la société dans son ensemble. Il rend finalement possible l'ascension sociale que l'ordre capitaliste naissant empêchait, puisque le destin individuel semblait jusqu'alors être lié à la provenance sociale. Mais surtout, la société salariale marque la naissance d'une nouvelle figure du travailleur. « On assiste alors à une quasi-mythologisation d'un profil d'homme (et accessoirement de femmes) efficace et dynamique, libéré des archaïsmes, à la fois décontracté et performant,

---

<sup>4</sup> CASTEL, op. cit., pp. 392-393.

<sup>5</sup> Ibid., p. 581.

gros travailleur et grand consommateur de biens de prestige, de vacances intelligentes et de voyages à l'étranger.»<sup>6</sup> C'est ce « profil d'homme » que nous allons maintenant observer plus attentivement.

### 3.1. La « révolution corporative-managériale »

La création de la plus-value dans le capitalisme industriel repose au départ sur l'exploitation de la force de travail par le détenteur de capital. Avec le développement de la division du travail, la massification et la mécanisation de la production, l'origine de la survalueur a changé. Cette évolution des conditions de production n'a cependant pas empêché le prolétariat de s'organiser afin de s'opposer à cette structure inégalitaire. Dans le capitalisme avancé, la pacification des rapports entre capital et travail repose sur une organisation des rapports de production qui est différente, mais elle doit aussi, et c'est ce que nous verrons plus tard, pouvoir compter sur l'essor d'une nouvelle identité salariale. Un des principaux vecteurs de cette transformation est l'architecture organisationnelle qui est pensée et érigée au début du XX<sup>e</sup> siècle : la corporation. Celle-ci va changer radicalement la configuration des rapports sociaux de production dans les sociétés capitalistes.

L'émergence de la forme corporative est une conséquence de l'entrée en crise du capitalisme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>. « Le marché mondial, que Marx considérait comme la puissance aliénante, a été remplacé dans beaucoup de domaines par l'entreprise bureaucratique. » Cette nouvelle entité, en organisant les conditions de la production, aura pour effet de pallier l'incertitude propre au fonctionnement des marchés. « Ce n'est plus le marché en tant que tel, c'est l'administration qui détermine les conditions de travail. »<sup>8</sup> Cela signifie aussi que la source du pouvoir s'est déplacée. Dans le capitalisme corporatif-managériale, selon

---

<sup>6</sup> CASTEL, op. cit., p. 586.

<sup>7</sup> PINARD, op. cit., p. 262.

<sup>8</sup> MILLS, op. cit., p. 260.



l'expression de Pinard, le pouvoir se concentre dans le management, se détachant ainsi, quoique pas totalement, de la propriété. « Le management deviendra le lieu de la synthèse du capital et du travail, s'octroyant les pouvoirs reliés au capital et se soumettant au sort réservé au travail »<sup>9</sup>. La fonction du management est donc d'organiser les facteurs de production, ce qui laisse entendre qu'il opère dans un environnement où le travail est déjà une composante autonome de l'entreprise.

### 3.2. La rationalisation du travail et la naissance de l'employé

La rationalisation de l'entreprise capitaliste et de l'appareil étatique entraîne et accentue divers phénomènes : massification de la production, bureaucratisation de la gestion, spécialisation des postes de travail, tertiarisation de l'économie. Du point de vue de la force de travail, ceci modifie substantiellement la forme du salariat. Mills constate que dans la période qui précède la Deuxième Guerre Mondiale aux États-Unis, « proportionnellement à la population active, le nombre d'individus qui manient des objets diminue, et celui des individus qui manient les hommes et les symboles augmente. »<sup>10</sup> Kracauer observe la même tendance en Allemagne :

the rationalization period from 1925 to 1928 represents a particularly important chapter, which has produced the irruption of the machine and 'assembly-line' methods into clerical departments of big firms. Thanks to this reorganization carried out on the American pattern – and which is still far from complete – large sections of the new salaried masses have a lesser function in the labor process than they had before<sup>11</sup>.

Enfin, Castel montre qu'en France « [...] le processus de différenciation du salariat est déjà fortement engagé dans les années 30. Il relativise progressivement le poids du salariat ouvrier et, ce faisant, celui de la condition ouvrière dans l'organisation du travail. »<sup>12</sup> Ces nouvelles

---

<sup>9</sup> PINARD, op. cit., p. 262.

<sup>10</sup> MILLS, op. cit., p. 86.

<sup>11</sup> KRACAUER, *The salaried masses*, 1998, p. 30.

<sup>12</sup> CASTEL, op. cit., p. 566.

catégories de travailleurs, Castel les regroupe sous le nom de « salariat », Kracauer, de « masses salariées », et Mills, de « cols blancs » ou de « nouvelles classes moyennes ». Elles constituent une force de travail « rationalisée », une « armée » de purs exécutants.

### 3.2.1 Du travail à l'emploi

Afin de faire du travail une variable contrôlable, il a fallu maîtriser l'acte productif dans les moindres gestes et opérations qu'il implique. Ceci suppose entre autres que l'acte productif soit séparé de l'acte réflexif qui le précède, de manière à ce que chacun devienne un facteur de production distinct, contrôlable et modifiable en vertu de critères de performance et de rentabilité. Ce processus est constitutif du capitalisme et du système industriel (il est « intrinsèquement organisateur »<sup>13</sup>), mais il s'intensifie au tournant du XX<sup>e</sup> siècle comme réponse au « problème » des masses laborieuses. Stuart Ewen affirme en ce sens : « La nécessité de pacifier les rapports sociaux revenait de plus en plus souvent à l'ordre du jour des conseils de direction (*modern management*), et l'idée que la solution pouvait résider dans la production industrielle elle-même commençait à faire son chemin. »<sup>14</sup> Frederick W. Taylor, parmi d'autres penseurs de l'organisation industrielle, a facilité cette maîtrise en opérationnalisant le processus de production des marchandises manufacturées. Il a fait de la manipulation des outils et de la transformation des matériaux un procès scientifique de production des marchandises<sup>15</sup>. En d'autres mots, la rationalisation du processus de travail fait du savoir incorporé dans l'acte productif une technique qui s'autonomise vis-à-vis du producteur. À partir de ce principe de division du travail, les procédés tayloriens permettent d'accroître davantage la productivité du procès de production en augmentant la cadence des machines, en optimisant leur utilisation et celle des matières premières, etc., mais aussi en disciplinant le travailleur de manière à ce que sa subjectivité n'interfère pas dans ce processus. Tel que l'avait déjà entrevu Marx dans *Le Capital*, le travailleur est ainsi réduit à la fonction de simple opérateur.

---

<sup>13</sup> PINARD, op. cit., p. 143, note de bas de page 1.

<sup>14</sup> EWEN, *Consciences sous influences*, 1983, p. 29.

<sup>15</sup> PINARD, p. 162.

### 3.2.2 Du travailleur à l'employé

Du point de vue de l'organisation, cette séparation fait du travailleur une ressource remplaçable. Elle crée aussi un espace pour la culture d'entreprise, qui participera à la disciplinarisation de l'employé. En plus de contrôler l'acte productif, le management va s'intéresser à la gestion du travailleur, de son comportement et de ses motivations. Et c'est là une des « innovations » dans l'organisation capitaliste du travail qui distingue le prolétariat des cols blancs. L'attitude de l'employé doit à son tour être « manufacturée » afin, d'une part, de rendre supportable un travail souvent abrutissant et, d'autre part, de façonner les aspirations des travailleurs conformément aux visées de l'entreprise. Le « courant des relations humaines » participera à la gestion des relations dans l'entreprise et des dispositions psychologiques de ses travailleurs<sup>16</sup>. Sous le couvert de programmes de bien-être (qui vont de la sécurité au travail à l'importance des loisirs), le management cherche en fait à « stabiliser les masses laborieuses »<sup>17</sup>. L'entreprise doit donc devenir plus qu'un lieu de travail; elle doit être un milieu de vie pour l'employé, voire une communauté<sup>18</sup>. Les avantages sociaux que l'entreprise consent aux employés font plus que mousser leur sentiment d'appartenance envers la compagnie; ils visent à faire entrer l'employé dans une relation de dépendance avec l'entreprise.

They do keep individuals in a dependent state, to be sure, but they are unable to awaken collective spirit. This is conjured up by other means, by arrangements that strive to confiscate the soul and guide everybody in a particular direction. Just as old, long-forgotten tunes emanate from the electrically powered organ, so do paternalistic life forms develop on the basis of the modern economy. Instead of working conditions being the fruit of proper human relations, rationalization engenders a neo-paternalism that seeks to manufacture such relations subsequently.<sup>19</sup>

« La dépendance personnelle », dira encore Marcuse au milieu des années 60, « (celle qui engageait l'esclave au maître, le serf au châtelain, le seigneur au suzerain, etc.) est remplacée peu à peu par une autre sorte de dépendance, celle qui engage à un "ordre des choses

---

<sup>16</sup> Ibid, p. 175.

<sup>17</sup> EWEN, op. cit., 1983, p. 30.

<sup>18</sup> KRACAUER, op. cit., p. 99.

<sup>19</sup> Ibid, p. 75.

objectif" (les lois économiques, le marché, etc.). »<sup>20</sup> Dans le capitalisme avancé, la fidélisation des employés n'est qu'un autre avatar de l'organisation du travail par le management, un autre moyen de contrôler les masses salariées afin de les rendre plus performantes.

### 3.3. Une conception instrumentale du travail

Ce n'est donc pas tant leur position dans la hiérarchie des rapports de production qui distingue la nouvelle classe moyenne des ouvriers<sup>21</sup>, mais bien leur propre rapport au travail, c'est-à-dire l'image qu'ils en ont. Encore une fois, on peut y voir une conséquence de la rationalisation du travail. « As technical "know-how" became imposed upon the worker in the form of management above, the self-perception of the worker as the source of productive knowledge was historically undercut. »<sup>22</sup> Voyons maintenant les implications de cette transformation sur la conception du travail salarié.

D'abord un bref retour en arrière. Nous avons vu que la contrainte au travail salarié a été vécue par la classe ouvrière comme une expérience d'acculturation. « For working people, centuries of pre-industrial life (agricultural and artisan crafts) had created social rhythms and perceptions which the rationality of the factory system placed in a severe state of crisis. »<sup>23</sup> L'industrialisation a transformé le mode de vie des paysans et des artisans en les arrachant à leur milieu de vie et en leur imposant une routine, un rythme et des conditions de travail déshumanisants. En ce sens, Stuart Ewen a raison de décrire la prolétarianisation comme un processus de socialisation et de contrôle social de la main-d'œuvre commandé par des intérêts privés. Ce nouvel ordre social ne reconnaît que la valeur instrumentale du travail. Il a

---

<sup>20</sup> MARCUSE, *L'homme unidimensionnel*, 1968, p. 185.

<sup>21</sup> MILLS, op. cit., p. 101.

<sup>22</sup> EWEN, op. cit., p. 106.

<sup>23</sup> Ibid, p. 6.

été libéré des structures sociales traditionnelles pour devenir une pratique autonome qui peut être contrôlée par le capitaliste. Ce qui fait dire à Dominique Méda que « [d]ans les discours comme dans la réalité, il a été dès l'origine un moyen, pour la nation d'augmenter les richesses produites, pour l'individu d'acquérir un revenu, pour la classe capitaliste de faire du profit<sup>24</sup>. » La bourgeoisie impose la conception instrumentale du travail et le mouvement ouvrier, sur la base de cette représentation, conteste le mode de production capitaliste qui veut faire du travail une affaire privée. Le travail peut être instrumentalisé, mais il doit être approprié collectivement. Le travail, « dans son sens économique de marchandise, est défini et régi par des institutions qui vont permettre aux ouvriers d'agir intersubjectivement dans la société, sur la base du travail, envers et contre la capacité d'organisation du capitaliste. »<sup>25</sup>

Cette représentation du travail est radicalement différente dans le capitalisme avancé. La rationalisation du procès de production, en faisant de chaque travailleur une portion infime d'un vaste processus industriel, a éliminé ce que nous pourrions nommer les bases matérielles de l'identification de l'ouvrier au procès de travail<sup>26</sup>. Dans la corporation moderne, ce lien est totalement brisé. Si le salariat est la base de l'intégration, le travail ne constitue pas pour autant le but de l'existence. L'individu ne se réalise pas à travers son emploi. « Pour que la vie de l'artisan soit une donnée de la conscience des employés modernes, il faudrait qu'au cours de leur vie ils aient passé d'une condition à l'autre; ou qu'ils se soient créé une image idéale de l'artisan; or ils n'ont fait ni l'un ni l'autre. »<sup>27</sup> L'emploi se démarque donc du travail par son caractère autonome, c'est-à-dire qu'il incarne une fonction sociale qui est par définition détachée de la personne qui l'occupe. Puisque l'employé est remplaçable du point de vue de l'organisation, l'individu se perçoit lui-même comme interchangeable. C'est ce sentiment que Siegfried Kracauer évoque lorsqu'il rapporte les propos de cols blancs allemands qui, dans les années 1920, se targuaient d'être remplaçables<sup>28</sup>. Dans la langue

---

<sup>24</sup> MÉDA, op. cit., p. 141.

<sup>25</sup> Ibid., p. 54.

<sup>26</sup> EWEN, op. cit., pp. 26-27.

<sup>27</sup> MILLS, op. cit., p. 262.

<sup>28</sup> KRACAUER, op. cit., pp. 41-42.

française, on dit d'ailleurs qu'on occupe un emploi et non pas qu'on est un emploi – alors qu'on est mécanicien ou cordonnier ou professeur. Bref, l'emploi devient aux yeux du travailleur un simple moyen d'accéder à une fin plus satisfaisante, en l'occurrence de toucher un salaire. Comme l'explique Georg Simmel, « une fois instaurée l'économie monétaire », le « désir d'argent » devient une des motivations principales de l'individu. Alors que dans les sociétés traditionnelles, la fonction sociale de l'argent se limitait à celle d'instrument d'échange, il devient ici une finalité pour l'individu<sup>29</sup>. Encore aujourd'hui, le slogan publicitaire autrefois utilisé par la société d'État Loto-Québec, « Bye bye boss », et leur plus récente publicité où encore une fois, un employé salarié devient son propre patron après avoir remporté le gros lot, condense remarquablement la valeur positive de l'argent et la dépréciation du travail salarié dans les sociétés contemporaines.

Mais s'il n'existe aucune relation entre le travail des cols blancs et le produit qui en résulte, ou entre ce travail et le reste de leur vie, ils doivent nécessairement accepter l'idée que leur travail n'a pas de signification, l'accomplir avec plus ou moins de mauvaise volonté, et chercher ailleurs la signification de leur existence. [...] Le travail devient alors un sacrifice de temps, qui leur permet de se construire une vie extérieure<sup>30</sup>.

Afin d'oublier la routine du travail et la monotonie de la vie moderne, le col blanc pourra désormais se réfugier dans la consommation.

### 3.4. Les loisirs

L'emploi dans la société salariale constitue un moyen d'atteindre des fins qui se situent en dehors du travail<sup>31</sup>. Même désagréable, il n'en reste pas moins que le travail donne accès à ce qui fait sens pour l'individu : le temps hors travail. « [L]a réussite professionnelle devient le moyen d'un confort et de plaisirs privés sans rapport avec les qualités professionnelles. Les

---

<sup>29</sup> Georg SIMMEL, *L'argent dans la culture moderne*, 2006, p. 32.

<sup>30</sup> MILLS, op. cit., pp. 262-263.

<sup>31</sup> Ibid, p. 272.

qualités professionnelles sont exemptes de vertus personnelles et la vie privée abritée contre les impératifs de la vie professionnelle. »<sup>32</sup> La séparation entre la vie privée d'un individu et la sphère publique du marché<sup>33</sup> se trouve alors consommée. Objectivement, l'emploi dans la corporation moderne est « un travail qu'il est impossible d'aimer », « une chose désagréable » puisqu'il est tout aussi abrutissant que le travail dans la manufacture, et aussi parce qu'il ne fait pas de sens pour l'individu<sup>34</sup>. La transformation du travail est donc double : « Objectively, the new situation surrounding work permits a reduction of hours; subjectively, it permits a withdrawal of the concern of work demanded in the earlier era and the investment of this concern in non-work. »<sup>35</sup> Aussi les corporations se sont-elles efforcées de véhiculer des représentations de la société se situant en dehors du temps et de l'espace du travail. « The reality of life within the factory only tended to cast aspersions on the visions of happiness projected in consumer ideology, and it was an essential principle of commercial propaganda that depiction of this reality be avoided at all costs. »<sup>36</sup>

Concrètement, la sublimation de la condition salariale repose sur un système d'incitatifs qui focalise l'intérêt du travailleur ailleurs que sur le contenu de son travail. C'est pourquoi la société salariale prévoit un temps pour les loisirs. Ceux-ci sont associés, dans l'idéologie libérale, au temps dont l'individu peut disposer librement. Baudrillard fait remarquer qu'il s'agit d'un temps de « production statutaire », un temps dédié au façonnement de l'identité et à la distinction. Les loisirs doivent donc permettre à l'individu de cultiver sa personnalité au détriment de ses relations sociales; leur importance réside dans l'effet d'émulation qu'ils suscitent chez le travailleur<sup>37</sup>. Au fond « ce que revendique l'individu moyen à travers les vacances et le temps libre, ce n'est pas la "liberté de s'accomplir", c'est d'abord de faire la démonstration de l'inutilité de son temps, de l'excédent de temps comme capital somptuaire,

---

<sup>32</sup> GORZ, *Métamorphoses du travail*, 1988, p. 66.

<sup>33</sup> Expression pleine de contradictions dont nous ne pourrions discuter ici. Retenons simplement que cette catégorie a du sens pour le salarié.

<sup>34</sup> GORZ, op. cit., p. 78; MILLS, op. cit., p. 253.

<sup>35</sup> RIESMAN, *The Lonely Crowd*, 2001, p. 263.

<sup>36</sup> EWEN, op. cit., p. 78.

<sup>37</sup> BAUDRILLARD, *La société de consommation*, 1970, p. 249.

comme richesse. »<sup>38</sup> Il est donc exclu que le temps hors travail soit un temps pour la politique ou même pour la communauté – du moins, c'est la tendance qui s'est accentuée depuis environ la fin de la Deuxième Guerre pour les familles de classe moyenne. Même d'un point de vue géographique, l'expansion sans relâche de la banlieue témoigne de l'individualisation du temps hors travail. La prédominance de l'automobile, la « clôture » sur la cellule familiale, la disparition des espaces publics, tout cela confirme qu'une fois la journée de travail terminée, le temps ne saurait servir à autre chose qu'à enrichir son individualité. Celle-ci s'oppose au travail, mais elle se développe en conformité avec les contraintes du système capitaliste, soit selon une logique de consommation (du temps et de signes) et de maximisation (« des besoins et des satisfactions »)<sup>39</sup>. En ce sens, Baudrillard dira que le capitalisme produit une « socialisation asociale » :

L'individu socialisé par la consommation n'est plus un individu socialement intégré mais un individu incité à vouloir "être soi-même" en se distinguant des autres et qui ne leur ressemble que par ce refus, canalisé socialement dans la consommation, d'assumer par une action commune la condition commune<sup>40</sup>.

En bref, le sentiment d'appartenance à une communauté d'intérêts, qui était à la base de la conscience de classe ouvrière, a été marginalisé par l'émergence d'une nouvelle représentation du travail. La dépolitisation du travail signifie que le nouveau régime du capitalisme reproduit un rapport instrumental au travail. En même temps, le processus de formation identitaire se transporte dans la sphère de la vie privée. Le travail n'a jamais été politique en soi; il a seulement libéré un espace de détermination politique de la vie en société. En tant que fonction créée par la corporation, l'émergence de l'emploi entraîne la disparition de cet espace et, potentiellement, de la dimension conflictuelle du rapport salarial. La lutte qui s'ouvre avec l'essor de la société de consommation est une lutte pour la reconnaissance qui met en compétition la masse des travailleurs-consommateurs. « Société qui n'est ni homogène ni pacifiée, » dira Castel, « mais dont les antagonismes prennent la

---

<sup>38</sup> Ibid, p. 250.

<sup>39</sup> Ibid, pp. 246-247.

<sup>40</sup> GORZ, op. cit., pp. 83-84.



forme de luttes pour les placements et les classements plutôt que celle de la lutte des classes. »<sup>41</sup>

### 3.5. La production du consommateur

Nous sommes donc passés « du travail comme catégorie économique assimilée à une marchandise et comme source d'une force socialement subjective et intersubjective, [...] à l'emploi comme catégorie organisationnelle créée par l'entreprise et par la technobureaucratie d'État »<sup>42</sup>. La corporation produit l'employé qui est la figure dépolitisée du travailleur, et la désymbolisation du travail crée un espace pour la culture d'entreprise. Or elle produit en même temps un individu qui aspire à se réaliser en dehors de la sphère du travail et un espace qui sera consacré à la consommation.

La socialisation doit donc opérer dans deux directions à la fois : elle doit éduquer l'individu à adopter vis-à-vis du travail une attitude instrumentale du genre : « Ce (sic) qui compte, c'est la paie qui tombe à la fin du mois »; et elle doit l'éduquer, en tant que consommateur, à convoiter des marchandises et des services marchands comme constituant le but de ses efforts et les symboles de sa réussite<sup>43</sup>.

Autrement dit, la transformation du travailleur en employé n'est possible que s'il devient en même temps un consommateur. En ce sens, la production du consommateur est une autre manière d'organiser l'économie et, d'un point de vue systémique, d'assurer la reproduction du capitalisme. Examinons maintenant de plus près ce processus.

Avant tout, mentionnons qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, la consommation demeure le privilège exclusif de la bourgeoisie. Pour cette « classe de loisir », la consommation a un caractère ostentatoire puisqu'elle lui permet d'exhiber son statut social et de se distinguer des classes

---

<sup>41</sup> CASTEL, op. cit., p. 585.

<sup>42</sup> PINARD, op. cit., p. 252.

<sup>43</sup> GORZ, op. cit., pp. 78-79.

inférieures de la société<sup>44</sup>. Or la massification du procès de production rend aussi nécessaire la massification de la consommation. « Quand la production augmenta à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le système économique rencontra le problème crucial du capitalisme : une énorme production ne sert à rien sans un énorme marché. »<sup>45</sup> Les grands industriels américains doivent créer un marché capable d'absorber des milliers de marchandises manufacturées. La solution envisagée est la consommation de masse. Il s'agit de donner 1) les moyens aux travailleurs de consommer les objets qu'ils produisent (la question salariale deviendra d'ailleurs un enjeu de pouvoir d'achat), 2) leur donner le temps de les consommer (la journée de travail sera raccourcie pour libérer du temps hors travail, tel que vu plus haut) et enfin 3) leur fournir une raison de le faire (le capitalisme doit devenir un système culturel de production de désirs).

### 3.5.1 La consommation de masse comme discipline sociale

Nous avançons ici l'idée que le consommateur est une invention de la corporation. Rappelons que l'industrialisation a engendré une crise double : le problème de la surproduction et celui de la résistance ouvrière à la capacité d'organisation du capital. La nécessité pour la classe capitaliste de se reproduire requiert donc la production d'un nouveau sujet social se définissant conformément aux exigences matérielles du capitalisme. En ce sens, la société de consommation est une réponse aux deux problèmes principaux amenés par l'industrialisation de la production : la distribution des biens et le contrôle social de la force de travail<sup>46</sup>. La publicité entre ici en scène, en ce qu'elle doit précisément faciliter le contrôle du marché par les industriels.

Advertisers [...] celebrated the complexities and interdependencies of modern society, seeking to further rationalize the operations of the marketplace, to lubricate its mechanisms, and to achieve greater control over its functioning. [...] Trade leaders, and even the Secretary of Labor, proclaimed the end of business cycles. The bold application

---

<sup>44</sup> Thorstein VEBLEN, *The theory of the leisure class*, 2008.

<sup>45</sup> MILLS, op. cit., p. 43.

<sup>46</sup> EWEN, op. cit., p. 33.

of advertising, they claimed, would counteract business downturns and prevent future depressions<sup>47</sup>.

Les industriels aspirent à étendre leur domination économique à la dimension culturelle de la vie. Stuart Ewen suggère en ce sens qu'« [a]u-delà du rôle de capitaines de l'industrie qu'ils avaient tenu au XIX<sup>e</sup> siècle, ils visaient le contrôle de toute la sphère sociale. Ils voulaient se faire des "capitaines de conscience". »<sup>48</sup> L'industrie capitaliste, qui crée des marchandises, doit désormais créer des individus disposés à consommer ces biens. En caricaturant, nous dirons donc que la publicité est en quelque sorte au consommateur ce que la chaîne de montage est au bien de consommation : dans un cas il y a production massive de marchandises, dans l'autre on produit en masse des individus qui achèteront ces marchandises. La boucle est bouclée, et l'arbitraire du marché semble surmonté. Le changement qui s'opère en est bien un de nature culturelle et, par extension, il constitue un processus identitaire original. En effet, les corporations dépendent de la disposition des individus à consommer des objets qui, jusqu'alors, ne faisaient pas partie de leurs us et coutumes.

### 3.5.2 La publicité : un vecteur civilisationnel

Il faut, afin d'éveiller cette disposition, être en mesure de « mobiliser les instincts », pour reprendre l'expression de Ewen. L'industrie de la publicité s'attarde ainsi, à partir des années 1920, à transformer la manière dont se perçoit un individu afin de susciter chez lui de nouveaux désirs. L'utilité de la publicité réside dans sa « valeur éducative » (*educational value*). En ce sens, la publicité agit sur le plan psychique. « En cela l'emploi des techniques était justifié, car elles permettaient de détourner du produit les facultés critiques du consommateur pour les diriger contre lui-même. »<sup>49</sup> Il ne faut pas que l'individu se demande quelle est l'utilité de l'objet qu'on lui offre; il faut plutôt l'amener à penser qu'il a des

---

<sup>47</sup> MARCHAND, *Advertising the American Dream*, 1985, pp. 2 et 7.

<sup>48</sup> EWEN, op. cit., p. 33.

<sup>49</sup> Ibid, p. 50.

problèmes que l'objet peut résoudre (voir figure 3.1). Cet objectif étant atteint, le marché apparaîtra comme le lieu où ces « insuffisances » peuvent être « comblées »<sup>50</sup>.

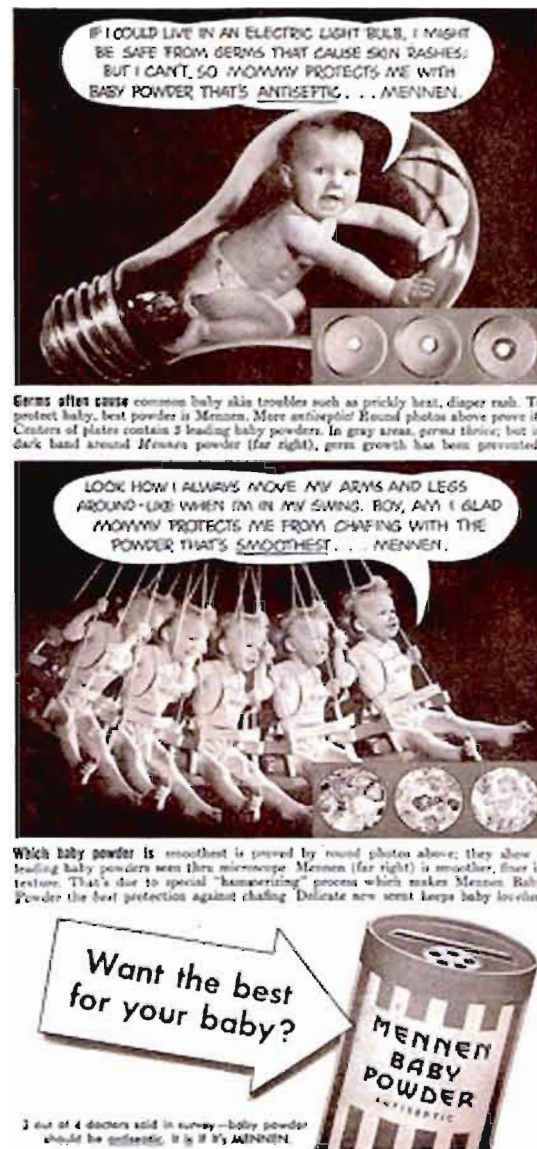


Figure 3.1 Poudre pour bébé Mennen, année inconnue. Source : Joy Northrop, [www.flickr.com/photos/autumnsensation](http://www.flickr.com/photos/autumnsensation).

<sup>50</sup> Ibid, p. 52.

Si cette logique semble banale étant donné la place centrale qu'occupent aujourd'hui les corporations dans la vie quotidienne, celle-ci n'allait pourtant pas de soi il y a cent ans. La consommation des ménages était encore liée à l'économie domestique. À cet effet, Galbraith se permet d'être ironique. « Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, rares étaient les gens qui avaient besoin d'un agent de publicité pour savoir ce qu'ils voulaient. »<sup>51</sup> Il fallait donc les persuader de changer leur rapport à la quotidienneté. Les « capitaines de l'industrie » américains iront jusqu'à prôner une éducation nationale qui s'acquitte de la fonction d'éveiller l'instinct du consommateur chez les travailleurs. Riesman emploiera d'ailleurs l'expression « mass-media tutors » afin de désigner l'apport des médias dans l'éducation des enfants<sup>52</sup>. En prenant l'exemple de l'homme d'affaires bostonien Edward A. Filene, Ewen souligne pour sa part l'objectif que poursuivent les industriels qui s'intéressent au comportement des travailleurs :

Filene pensait aux conséquences que pourrait entraîner l'idée d'une divergence d'intérêts entre les travailleurs américains et les chefs d'entreprise; aussi présentait-il sa conception de la démocratie industrielle et sociale en supprimant tout élément conflictuel de l'univers du *savoir*.<sup>53</sup>

Aux yeux de Filene, l'éducation constitue le vecteur civilisationnel de l'« âge des machines », mais aussi le vecteur de la culture nationale américaine, de ses valeurs et de ses idéaux. Pour Filene, il faut littéralement apprendre aux masses à « se comporter comme des êtres humains » (« the masses must learn how to behave like human beings in a mass production world »), ce qui équivaut à leur inculquer des dispositions psychiques qui conviennent à la société de consommation<sup>54</sup>. Insistons brièvement sur cette idée, dont le paradoxe est révélateur. Les publicitaires prennent acte de l'ampleur des réticences et des craintes exprimées par la population américaine envers la modernisation de la société : leur

---

<sup>51</sup> John K. GALBRAITH, *L'ère de l'opulence*, 1970, p. 32.

<sup>52</sup> RIESMAN, *The Lonely Crowd*, op. cit., p. 149.

<sup>53</sup> EWEN, op. cit., p. 66.

<sup>54</sup> Edward A. FILENE, *Successful Living in the Machine Age*, 2007, p. 191.

objectif est précisément d'approfondir cette tendance. Les marchandises qu'offrent les corporations doivent apparaître comme des remèdes aux désavantages de la vie moderne, c'est-à-dire urbaine, bureaucratisée, rapide, etc. « Advertisements in the new copy styles set forward a model of life's struggles that was well-tailored to strike a responsive chord among people conscious of the increasing dependence of their life ambitions on large organizations and impersonal judgments. »<sup>55</sup> Dans cette perspective, la consommation traditionnelle est carrément associée à des mœurs primitives et à un mode de vie archaïque, alors que les avantages matériels que procure la société industrielle se confondent avec le progrès de l'humanité. À ce sujet, les publicités jouent sur deux registres. D'une part, on présente souvent les consommateurs comme des personnes appartenant à une classe supérieure (voir figure 3.2). En témoigne une publicité de la compagnie Kotex qui suggère que leur tampon constitue « The Safe Solution of Women's Greatest Hygienic Problem Which 8 in 10 *Better-Class Women* Have Adopted »<sup>56</sup> (nous soulignons). On va jusqu'à insinuer que de ne pas utiliser un tel produit pourrait conduire au rejet de l'individu par son entourage – c'est particulièrement vrai pour les produits de beauté, d'hygiène corporelle ou de nettoyage (voir figure 3.3). En fait foi l'exemple d'une publicité de vernis à ongles datant de 1920 affirmant que « Every Day People Judge You by Your Nails »<sup>57</sup>. Plus loin, la réclame suggère l'utilisation des produits Cutex pour un entretien convenable de ses ongles. « To cut the cuticle or force it back with a sharp instrument is ruinous. Such rough methods are the cause of most ragged, unkempt nails. [...] *The Cutex way* of manicuring will keep them always dainty. »<sup>58</sup> (nous soulignons) Ces exemples illustrent bien la manière dont les corporations, à travers la publicité, participent à l'établissement d'une nouvelle norme de consommation.

Les publicitaires cherchaient à diffuser une vision du monde où les petits groupes ne constituaient plus les lieux privilégiés du partage des valeurs; c'était au sein de

---

<sup>55</sup> MARCHAND, op. cit., p. 13.

<sup>56</sup> Ibid, p. 23.

<sup>57</sup> NORRIS, *Advertising and the Transformation of American Society*, 1990, p. 65.

<sup>58</sup> Ibid, p. 65.

l'entreprise et dans le contexte industriel que les gens pourraient trouver un substitut aux communautés désuètes et au réconfort qu'elles apportaient<sup>59</sup>.

La peur d'être jugé par les autres, sentiment que véhicule largement la publicité, commande entre autres le respect des normes proposées (voir figure 3.4)<sup>60</sup>. « La valeur stratégique en même temps que l'astuce de la publicité est précisément celle-là : de toucher chacun en fonction des autres, dans ses velléités de prestige social réifié. »<sup>61</sup> Pour cette raison, la publicité suggère toujours que l'échec est une responsabilité individuelle. Il témoigne d'un manquement à la norme de consommation qui explique le rejet de l'individu (du marché du travail, du mariage, des relations amicales, etc.)<sup>62</sup>. Jamais elle ne prétend que les faillites individuelles puissent être le résultat d'une « discrimination » systémique à laquelle participe justement la publicité. « Les publicitaires des années vingt rêvaient à la proche venue d'un monde où la réclame fournirait une langue commune à tous; le langage et tous les moyens de communication auraient une fonction de vente permanente, et le mécontentement persistant dû à l'*état des choses* s'apaiserait grâce à cet idiome »<sup>63</sup>. « Rêve » qui fait écho aux propos tenus par Jean Baudrillard, pour qui la consommation constitue un « procès de signification et de communication, fondé sur un code où les pratiques de consommation viennent s'inscrire et prendre leur sens. La consommation est ici un système d'échange, et l'équivalent d'un langage. »<sup>64</sup> Bref, la publicité devient le véhicule des normes de la société de consommation, ou, pour le dire autrement, un organe de disciplinarisation.

---

<sup>59</sup> EWEN, op. cit., p. 103.

<sup>60</sup> Ibid., p. 105.

<sup>61</sup> BAUDRILLARD, op. cit., p. 86.

<sup>62</sup> EWEN, op. cit., pp. 57 et 108.

<sup>63</sup> Ibid, p. 110.

<sup>64</sup> BAUDRILLARD, op. cit., p. 79.





*Mrs. Charles Brooks Armour*

Another of America's "first ladies" who prefers America's "first cigarette" *Camels*

LOOK to the lovely leaders of society for the cigarette that's most acceptable in the most homes! Year after year, Camels lead all other brands—for mildness, for flavor, for pure pleasure. In fact, newest published figures show Camels' lead over the next brand has increased to 50%.\* Try Camels yourself.

*Among the many distinguished hostesses who prefer Camels' mildness and flavor:*

MRS. VICTOR E. DREYER  
MRS. FRANCIS P. SEARS, JR.  
MRS. BARCLAY DE WARBURTON III  
MRS. STEVENSON FISH MORRIS IV

*for Mildness...for Flavor*

**CAMELS AGREE WITH MORE PEOPLE THAN ANY OTHER CIGARETTE!**

**Make Camels' 30-Day Mildness Test**

Smoke only Camels for 30 days. See how their cool mildness and rich flavor agree with you. See what you've been missing!



Figure 3.2 Cigarettes Camel, 1954. Source : Joy Northrop, [www.flickr.com/photos/autumnsensation](http://www.flickr.com/photos/autumnsensation).



# DANDRUFF LOOKS SO UNTIDY!

Dandruff makes you look untidy and can handicap you socially as well as in business. Glover's Mange Medicine is famous as an aid in relieving Dandruff, because it contains pine tar oil, sulphur and other medicinal properties of highly regarded value by the medical profession. Used with systematic massage, Glover's makes your scalp fairly glow all over, leaves your hair clean, soft, lustrous. You can FEEL and SEE its good effects.

Glover's Mange Medicine and massage is equally effective as an aid in checking excessive Falling Hair; relieving Itching Scalp and promoting new hair growth in Patchy Baldness.



**IMPORTANT!** Shampoo at home with Glover's Medicated Soap to thoroughly cleanse the hair and scalp and effectively remove the Mange Medicine's clean pine tar odor. Get both at your Druggist's today!

*Your Barber knows the value of Glover's Treatment. Have him give it to you regularly.*

**FREE** booklet on Glover's System for the Scalp and Hair — write Glover's, Dept. Y, 462 Fourth Ave., New York.

**GLOVER'S MANGE MEDICINE**

Figure 3.3 Traitement Glover's Mange, année inconnue. Source : Joy Northrop, [www.flickr.com/photos/autumnsensation](http://www.flickr.com/photos/autumnsensation)

# Husbands don't TALK about it



*but you can't afford to risk it!*

Many a charming woman undermines her happiness by carelessness about bad breath. Such a dangerous, yet common fault... a fault you may very well have yourself! After all, dentists say...

TESTS SHOW THAT 75% OF ALL PEOPLE OVER THE AGE OF 17 HAVE BAD BREATH. THAT'S WHY DENTISTS RECOMMEND COLGATE DENTAL CREAM.



Doesn't Colgate's penetrating foam make your mouth feel clean and refreshed? Aren't your teeth brighter, more sparkling? Such a grand tangy flavor, too! What a pleasant way to combat bad breath!



"You see, Colgate's has an active penetrating foam that gets into the hidden crevices between your teeth... helps clean out decaying food particles and stop the stagnant saliva which cause much bad breath."

Figure 3.4 Dentifrice Colgate, année inconnue. Source : Joy Northrop, [www.flickr.com/photos/autumnsensation](http://www.flickr.com/photos/autumnsensation).

Par ailleurs, l'attitude des publicitaires envers les femmes est révélatrice de la dynamique que nous cherchons à expliquer. La littérature révèle en effet que les corporations se sont montrées particulièrement intéressées par la gent féminine. De manière générale, les femmes sont à cette époque responsables des achats pour la maison et la famille (de l'ordre de 85 % des dépenses)<sup>65</sup>. Pourtant, elles sont largement absentes de l'espace public. C'est donc la femme qui veille à la préservation de l'économie familiale traditionnelle. Ceci fait dire à Stuart Ewen que les entreprises adoptent un discours innovateur à l'endroit des femmes. La publicité de l'époque lie les valeurs associées à la femme (délicatesse, beauté, sécurité, etc.) à différents produits de consommation, alors que ces qualités renvoyaient traditionnellement à des vertus opposées à la consommation ostentatoire telles que, notamment, la modération et « l'esprit d'épargne »<sup>66</sup> (voir figure 3.5). La vertu de l'épargne, qui est associée à une conduite traditionnelle, est remplacée par l'idée d'« en avoir pour son argent » et donc d'économiser tout en dépensant<sup>67</sup>. Pour résumer, disons que la publicité façonne une image publique de la femme qui est étrangère à la société bourgeoise.

En ce sens, les dispositifs psychologiques élaborés par les publicitaires des années 1920 servent l'objectif précédemment énoncé, soit l'exercice d'un contrôle social. En effet, les corporations souhaitent neutraliser des rapports sociaux qui sont éminemment conflictuels. Pour ce faire, ils s'attaquent à la représentation politique que se font les individus du travail. « En substituant la notion de "masse" à celle de "classe", les hommes d'affaires cherchaient à forger un "individu" qui pourrait projeter ses besoins et ses frustrations sur la consommation des choses plutôt que sur la qualité et le contenu de son existence et de son travail. »<sup>68</sup> À cet effet, Stuart Ewen montre que les corporations jouent sur le registre du nationalisme, faisant du consommateur le gardien des valeurs et de l'héritage américains. Toujours dans la perspective d'une défense de la démocratie américaine contre la menace socialiste, la publicité vante les mérites de la société de consommation en mettant l'accent sur des valeurs

---

<sup>65</sup> MARCHAND, op. cit., p. 66.

<sup>66</sup> EWEN, op. cit., p. 58.

<sup>67</sup> NORRIS, op. cit., p. 86.

<sup>68</sup> EWEN, op. cit., p. 54.

telles que l'utilité et la beauté, mais aussi le succès et le prestige. « À travers ce genre d'annonces, industriels et commerçants travaillaient à retourner la critique de la société bourgeoise en adhésion implicite. »<sup>69</sup> Nous l'avons vu plus tôt, les biens de consommation sont alors présentés comme des solutions aux maux de la société industrielle, ceux-là même envers qui étaient adressées les critiques du mouvement ouvrier – l'exclusion, le manque de confort matériel, la perte de dignité et d'intégrité. Or bien évidemment, ces solutions ont le mérite, du point de vue des corporations, d'être « non-violentes » et « apolitiques ». C'est pourquoi ils font la promotion de la consommation de masse comme modèle de développement concurrentiel face au socialisme, véhiculant ainsi le mode de vie consumériste par l'intermédiaire de la publicité<sup>70</sup>. Contre les représentations de classe, les publicitaires proposent une représentation de la société américaine unifiée par la culture capitaliste. Ils présentent l'image d'une société où le bien de la nation passe par l'adhésion massive à la consommation de biens manufacturés, et où la prospérité économique est le moteur de la démocratie et de la liberté (voir figure 3.6).

---

<sup>69</sup> Ibid., p. 56.

<sup>70</sup> À cet effet, la presse a joué un rôle de premier plan dans la diffusion de la propagande corporative. Dans le secteur médiatique comme dans les autres secteurs, la mécanisation de la production tend à entraîner la concentration de la propriété. Aussi constate-t-on que le nombre de publications diminue dans le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle (EWEN, *op. cit.*, p. 72.). La publicité, qui permet aux journaux d'engranger des profits supplémentaires, rend aussi la concurrence entre les journaux plus forte et favorise la tendance monopolistique (INNIS, *Empire and communications*, 1986, p. 161.) L'importance des médias dans la « massification » de la société n'est donc certainement pas secondaire. Il semble plutôt qu'elle soit au cœur de ce processus.



You, too, could be more  
**charming, attractive, popular**

Know This Secret of Summer Charm:

- Odo-Ro-No is the only deodorant guaranteed to stop perspiration and odor for 24 hours or double your money back.\*
- No other deodorant is so harmless to fabrics.
- No other deodorant is safer for skin.



*\*Double your money back if you aren't satisfied that even Odo-Ro-No is the best deodorant you've ever used. Just return unused portion to Northern Warren, New York.*

*New*  
**ODO·RO·NO**  
CREAM or SPRAY

**GUARANTEED Full 24 Hour Protection**

SEND FOR



*7 Secrets of Popularity*

written under the direction of  
**Laraine Day**

Get this wonderful book now - prepared for you under the direction of lovely Laraine Day, star of screen, radio, and TV. Regular \$1.00 edition, of 5 years for only 15¢. (No more guesswork and hesitation!) - see the complete 32 pages of valuable tips that will help fill up your date book, make you happier, more popular - all in one book for the first time! Clip this coupon now!

*Find Tips Like These  
In This Amazing Book:*  
12 questions to ask yourself  
about your charm  
How to be your real self  
How to talk to a date  
Some tricks for forgetting  
self-consciousness



NORTHERN WARREN, Box No. 1509, Dept. D  
Grand Central Station, New York 17, N. Y.  
I enclose 15¢ in coin (to cover postage and handling)  
and the word "Odo-Ro-No" from the excellent copy-  
right of an Odo-Ro-No Spray or Cream package, for  
which send me the same book - "7 Secrets of Popularity."  
(\$5.00 per book for limited time only.)

Name \_\_\_\_\_

Address \_\_\_\_\_

City \_\_\_\_\_

State \_\_\_\_\_

Figure 3.5 Deodorant Odonono, 1951. Source : Joy Northrop,  
www.flickr.com/photos/autumnsensation.





Figure 3.6 Cigarettes Chesterfield, 1944. Source : Joy Northrop, [www.flickr.com/photos/autumnsensation](http://www.flickr.com/photos/autumnsensation).

Ceci étant dit, les industriels ne combattent pas uniquement le socialisme en tant qu'option politique alternative au capitalisme. Ils façonnent une nouvelle conception de la démocratie selon laquelle la prise de position politique est transposée dans l'acte de consommation, lequel incarne en essence un choix individuel et de nature démocratique. La consommation devient en quelque sorte un moyen d'« élire » les corporations qui représentent le mieux la nation américaine. Étendue à l'ensemble de la population, la consommation doit donc permettre une participation réellement démocratique à la « chose publique »<sup>71</sup>. Ewen montre que les corporations réussissent ainsi à imposer l'idée selon laquelle « [l]'acte d'achat légitim[e] de façon démocratique le rôle dominant que les industriels cherchaient à jouer à tous les niveaux de la vie politique. »<sup>72</sup> Nous retrouvons ici l'idée qu'avait déjà Smith dans *La richesse des nations*, selon laquelle lorsque les hommes poursuivent leurs intérêts personnels, c'est l'intérêt national qui est ultimement servi. Les corporations, en veillant à leurs intérêts, assurent la prospérité de l'ensemble des citoyens. Dans cette perspective, le travail peut faire l'objet d'une lutte, mais uniquement d'une lutte pour la protection du pouvoir d'achat auquel donne accès le travail.

En revendiquant le droit de mieux consommer, le travail verrait ses aspirations rejoindre celles du capital, pour le plus grand bénéfice de tous. De tels raisonnements avaient pour but implicite de désinvestir la contestation de sa charge anticapitaliste. Dorénavant, la revendication ouvrière ne serait plus fondée sur la lutte des classes<sup>73</sup>.

Les mouvements de consommateurs ne se substitueront pas aux mouvements ouvriers; plutôt, ils défendront le statut que les corporations leur a attribué.

À partir des années 1950, avec l'entrée en masse des téléviseurs dans les ménages, le « contrôle des consciences » change d'échelle. Mills disait : « Au temps de Marx, il n'y avait ni radio ni cinéma ni télévision; il y avait seulement la matière imprimée »<sup>74</sup>. Les communications de masse ont transformé la manière dont les individus interprètent la réalité

---

<sup>71</sup> EWEN, op. cit., pp. 98-99.

<sup>72</sup> Ibid., p. 98.

<sup>73</sup> EWEN, op. cit., p. 41.

<sup>74</sup> MILLS, op. cit., p. 377.

à partir d'une logique à première vue contradictoire de simplification/complexification du contenu médiatique. À défaut de s'y attarder davantage, évoquons un passage des *Cols blancs* qui résume pertinemment la question du rôle des médias de masse dans les sociétés capitalistes avancées.

L'on ne peut comprendre les diverses formes et les divers contenus de la conscience politique, ou leur absence, sans se référer à l'univers que ces communications créent et entretiennent. Les privations et les inquiétudes provoquées par les conditions sociales et les bouleversements historiques ne peuvent se cristalliser sous une forme politique que si les communications les présentent dans un contexte approprié, leur donnant ainsi une signification générale et communicable. La conscience de classe, ou son absence, par exemple, implique, chez un individu, non seulement l'expérience de sa condition objective de classe, mais aussi le système de communication auquel il est exposé. L'opinion qu'un homme se fait sur tous les grands problèmes est en quelque sorte la somme de l'expérience qu'il a de sa condition, plus ses contacts directs avec les autres hommes, plus l'influence des communications de masse. Et c'est souvent le dernier élément qui lui fournit son seul critère de réalité, son seul critère d'expérience<sup>75</sup>.

Grâce à ces moyens de communication, la publicité s'infiltré dans le quotidien des gens, devenant ainsi une banalité des plus déterminantes. Ces « machines à culture » vont changer le visage des sociétés modernes, mais elles ne pourront se passer de la sanction de l'État.

---

<sup>75</sup> MILLS, op. cit., p. 378.



## CHAPITRE IV

### LE COMPROMIS FORDISTE

#### OU L'INSTITUTIONNALISATION DE L'EMPLOYÉ-CONSOMMATEUR

[L]'État social, dans sa philosophie comme dans ses modes d'instrumentalisation pratique, est un compromis.

Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, p. 343.

#### 4.1. La sanction par l'État de la société de consommation

Nous nous tournons maintenant vers la question du rôle de l'État dans la consolidation du régime de consommation de masse aux États-Unis en posant la question suivante : comment a pu s'articuler l'intérêt général, qui est supposé être la raison d'être des pouvoirs publics, aux intérêts particuliers des corporations, dont l'objectif principal est d'augmenter leur pouvoir sur la richesse sociale en façonnant l'entière de la société à leur image?

##### 4.1.1 Le modèle consumériste au fondement de la démocratie américaine

À cet égard, l'essai de Lizabeth Cohen *A Consumers' Republic*, qui porte sur les politiques américaines de consommation de masse à l'aube des Trente Glorieuses, s'avère particulièrement éclairant. L'historienne y dépeint l'évolution de la société étasunienne comme la résultante des problèmes liés à la consommation et aux demandes provenant des consommateurs. « Almost from its initial European settlement, » explique Cohen, « America participated in an economy of commercial exchange, and gradually over the centuries a

market revolution increased in the amount of goods that Americans purchased rather than made at home (or did without). »<sup>1</sup> Du Boston Tea Party au boycottage de produits manufacturés par les ouvriers qui les produisaient, l'histoire américaine est présentée comme une succession d'événements mettant en scène des mouvements de consommateurs. Avant l'arrivée du XX<sup>e</sup> siècle, les habitudes de consommation sont largement inégales. Il faut attendre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour repérer ce que l'auteure décrit comme « a significant shift toward recognizing the centrality of consumer's to the nation's economy and polity, so much so that I will refer to it as the "first-wave consumer movement." »<sup>2</sup>

*A Consumers' Republic* présente donc l'histoire américaine comme le résultat de pressions venant de citoyens pour que l'État reconnaisse leur statut de consommateurs. Pour Cohen, il est clair que les consommateurs, rassemblés autour d'organisations civiles, ont joué un rôle dans la massification de l'économie et dans l'expansion de la consommation de masse. Durant la Grande Dépression par exemple, les travailleurs américains militent pour la défense de leur pouvoir d'achat. La consommation devient le cheval de bataille des oubliés de la démocratie américaine en quête de reconnaissance politique et de progrès économique. Plusieurs entreprises considèrent que cet activisme entache leur image publique et nuit à leurs affaires. Elles menèrent donc des campagnes de salissage visant différents groupes citoyens de consommateurs en les accusant d'être d'allégeance communiste. Cohen explique alors qu'il apparaît urgent de récupérer ce mécontentement afin d'éviter de devoir négocier avec des consommateurs qui menacent leur autonomie en réclamant plus de régulation étatique. Les corporations mettent donc sur pied des comités de consommateurs afin que l'opinion de ces derniers se reflète dans leurs décisions d'affaires. En clair, les entreprises prennent conscience de la manne que représentent ces citoyens disposés à consommer. Encouragées par cette pression populaire, les entreprises sont alors convaincues que « [a] purchasing power might do more than stabilize a stagnant economy in depression. It could create historical levels of

---

<sup>1</sup> Lizabeth COHEN, *A Consumers' Republic*, 2004, pp. 20-21.

<sup>2</sup> Ibid, p. 21.

economic growth. »<sup>3</sup> Influencé par des entrepreneurs libéraux et par des penseurs progressistes, le gouvernement américain conçoit dans cette foulée des politiques de soutien à la consommation de masse.

La participation des femmes aux mobilisations de consommateurs permet d'éclairer plus avant ce moment de l'histoire américaine. Cohen pense que parce que les femmes sont les principales responsables de la gestion du foyer familial, elles s'avèrent particulièrement sensibles aux enjeux entourant la consommation des ménages. Elle affirme que la diminution du pouvoir d'achat des ménages américains constitue le motif qui, à l'époque de la Grande Dépression, pousse les femmes à s'unir dans un combat contre l'augmentation du coût de la vie<sup>4</sup>. Elles ne remettent pas en cause le pouvoir des corporations, mais comme le constate Cohen, elles luttent plutôt pour plus de justice dans le marché. Elles deviennent en quelque sorte les militantes du pouvoir d'achat. Les associations de femmes qui se forment à l'époque s'orientent vers l'éducation à la consommation, boycottent les commerces qui vendent les produits de base trop chers ainsi que les entreprises qui rétribuent leurs employés par des salaires trop bas. Par leur lutte, qui se fait au nom de l'intérêt général (des familles américaines), elles opposent le « pouvoir » des consommateurs à celui des corporations. Les femmes font ainsi pression sur le gouvernement pour qu'il se fasse plus interventionniste, et se positionnent en faveur d'une meilleure régulation des pratiques commerciales. Elles investissent en ce sens ce que Cohen considère comme un nouveau champ de pouvoir, car les luttes syndicales se concentrent sur l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des salaires. En somme, l'auteur montre que les femmes contribuent à ce que soit introduite une « politique de la consommation » (*politics of consumption*) dans la politique interne américaine.

La question peut encore être envisagée sur un autre angle. Avant que la consommation se « démocratise », le système industriel américain avait déjà atteint un niveau de production

---

<sup>3</sup> Ibid., p. 60.

<sup>4</sup> Ibid., pp. 31-41.

supérieur à la demande. Nous avons vu plus tôt que la crise de surproduction qui en a résulté a conduit les entreprises à encourager la consommation de masse, d'où la nécessité de procéder à une mise en marché agressive des biens manufacturés<sup>5</sup>. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la consommation de masse demeure pourtant pour les industriels un objectif à atteindre. « [E]n supposant que la diffusion d'une mentalité consommatrice pût inciter les travailleurs à adhérer aux fondements capitalistes du système industriel, le niveau de vie des années vingt restait encore insuffisant pour entraîner cet état d'esprit. »<sup>6</sup> Les travailleurs ne sont encore qu'une classe productive qui n'a pas les moyens de consommer les marchandises que déverse l'industrie dans le marché. La Grande Dépression donnera aux industriels l'opportunité de mettre de l'avant l'idéologie consumériste, en défendant l'idée que la consommation doit se massifier pour soutenir le rythme de la production manufacturière. Avec l'écroulement de l'économie américaine, le principe keynésien selon lequel la viabilité du système capitaliste dépend de l'intervention de l'État dans l'économie gagne du terrain, jusqu'à devenir la solution à la crise. Les industriels imposent l'idée que les rapports entre les entreprises et les travailleurs doivent être médiatisés par l'État, et donc que l'État doit soutenir l'offre et la demande en intervenant dans le marché. Nous verrons que les politiques keynésiennes de sécurité sociale et de plein emploi sont conformes à l'idéologie consumériste mise de l'avant par les industriels; même si elles ont pu contenir le pouvoir des corporations, elles ont également largement participé à sa légitimation<sup>7</sup>.

Le *New Deal* de Franklin D. Roosevelt constitue une illustration éloquent de cette nouvelle logique. Le gouvernement américain adopte une stratégie de lutte contre la Grande Dépression qui repose sur la conception défendue par les grands industriels tels que Ford et Filene : pour que l'économie redémarre, il faut redonner aux travailleurs le pouvoir d'achat

---

<sup>5</sup> « C'est ainsi que dans cette décennie 1920-1930 naquit le "consommatisme", si on entend par là quelque chose comme la participation des foules aux idéaux du marché industriel de masse. Cette idéologie ne fut pas le résultat d'un développement continu des modèles de consommation, du moins élaboré au plus élaboré; elle fut plutôt conçue comme une arme destinée à protéger la survie des grandes entreprises. » EWEN, op. cit., pp. 65-66.

<sup>6</sup> EWEN, op. cit., p. 68.

<sup>7</sup> PINARD, op. cit., pp. 247-248.

qu'ils ont perdu en raison de la récession et de la montée catastrophique du chômage. Il en va, si on se fie au discours des économistes de l'époque, de la défense de la démocratie américaine.

Keynes and his followers argued that the survival of democracy in the world as an alternative to revolution (communism) and reaction (fascism) rested on America's success in reviving capitalism. Within the United States, moreover, Keynesianism was thought to encourage greater economic egalitarianism because dynamic consumer demand depended on a wide distribution of purchasing power. Concentration of wealth in few hands, in contrast, led to excessive saving and only minimal spending.<sup>8</sup>

Le *New Deal* est donc conçu pour redémarrer l'économie à partir de la consommation de masse. L'État, afin de garantir le bien commun et la prospérité nationale qui ont été mis à mal par la Dépression, doit se porter garant du pouvoir d'achat de ces citoyens. Cohen montre que dans l'esprit des Américains, la prospérité de la nation et des individus est la base matérielle de la démocratie : elle se confond ainsi avec la notion d'égalité économique. De là les pressions des économistes keynésiens pour que l'État intervienne davantage afin de garantir l'équilibre du marché, c'est-à-dire la répartition équitable de la richesse sociale. Or l'orientation idéologique de l'État américain n'est pas strictement motivée par le critère économique. Le libéralisme apparaît aussi comme le moyen de prévenir la montée du socialisme, objectif que les industriels défendent ardemment. Dans la période qui suit la Deuxième Guerre, même les politiciens d'allégeance « conservatrice » reconnaissent le rôle des politiques libérales de stimulation de l'économie dans la lutte contre les idées communistes<sup>9</sup>. Dans l'esprit des idéologues américains, le droit à la consommation, consacré par le *New Deal* de Roosevelt, permettra de « sauver haut la main l'idée de démocratie dans le monde »<sup>10</sup>. Le libéralisme économique rencontre ici le libéralisme politique.

Cette tendance se renforce à partir de la Deuxième Guerre Mondiale. Le gouvernement américain propulse le consommateur au coeur de l'effort de guerre américain. Dans les premières années du conflit, la consommation connaît un bond considérable en raison de

---

<sup>8</sup> COHEN, op. cit., p. 55.

<sup>9</sup> GALBRAITH, op. cit., p. 18.

<sup>10</sup> PINARD, op. cit., p. 241.

l'augmentation de la production manufacturière; or l'importance du budget de la Défense fait rapidement exploser l'inflation. Le gouvernement intervient pour freiner la flambée des prix, soucieux d'entretenir la consommation des ménages. La propagande gouvernementale associe la consommation au patriotisme.

[...] Americans learned that one of the chief ways to support the war on the home front was as responsible consumers. New rituals of patriotic citizenship evolved – obeying OPA price, rent, and rationing regulations and reporting violations; participating in recycling, scrap, and waste fat drives; planting Victory Gardens and “putting up” the harvest [...] <sup>11</sup>.

Alors que dans les années 1930, l'*Office of Price Administration* visait d'abord les classes moyenne et moyenne-élevée, elle s'adresse maintenant à l'ensemble des Américains, toute classe sociale confondue. Les effets concrets de l'économie de guerre – augmentation des salaires causée par l'emploi massif de la force de travail et le contrôle des prix par le gouvernement – rendent populaire l'intervention de l'État. Cette situation « only reinforced the sense that the war emergency was promoting the long-held ideal of greater equality in America. » <sup>12</sup> L'après-guerre sera prospère si tous font leur « effort de guerre » en consommant de façon responsable et en épargnant. Dans le contexte américain, l'intérêt personnel des ménages (se rationner et épargner en temps de guerre pour pouvoir dépenser et élever son niveau de vie en temps de paix) coïncide donc avec l'intérêt de la nation (soutenir l'économie en temps de crise). Patriotisme, démocratie et progrès économique s'entremêlent dans un discours qui confond de plus en plus la notion de citoyen avec celle de consommateur.

Cohen montre que ce n'est qu'après la guerre que le régime keynésien se consolide. Gouvernements, industriels, et syndicats s'entendent pour dire que la prospérité économique de la nation passera nécessairement par la consommation. Afin de soutenir la capacité de production des manufactures, il faut que la consommation soit massifiée, et non pas qu'elle reste le privilège de la classe dominante. « As the war wound down, » souligne encore

---

<sup>11</sup> COHEN, op. cit., p. 67.

<sup>12</sup> Ibid., p. 69.



Cohen, « the purchaser consumer armature of mass buying, erected in the 1930s to stabilize a depression economy, provided a support structure for a more expansionist postwar economy. »<sup>13</sup> La réussite de la reconversion de l'économie de guerre en économie civile repose donc sur l'augmentation du pouvoir d'achat de l'ensemble des classes sociales. L'expression « compromis fordiste » prend ici tout son sens. En effet, l'association entre progrès économique et bien commun constitue la base idéologique de l'institutionnalisation du conflit. Tant et aussi longtemps que la croissance économique profite à tous, le système capitaliste n'a pas à être remis en question. Le *Employment Act* de 1946 formalise cette croyance en faisant du plein-emploi, de la production de masse et du soutien du pouvoir d'achat des ménages les clés de la reprise économique (« a mass consumption-driven economy »)<sup>14</sup>. « Wherever one looked in the aftermath of war, one found a vision of postwar America where the general good would be best served not by frugality or even moderation, but by individuals pursuing personal wants in a flourishing mass consumption marketplace. »<sup>15</sup> En somme, Cohen défend l'idée que la société de consommation s'est développée sous la pression d'organisations de la société civile qui ont « éveillé » les corporations au problème du pouvoir d'achat. Ces corporations ont à leur tour fait pression sur l'État pour que des politiques encourageant la démocratisation de la consommation soient adoptées.

#### 4.1.2 La construction d'un modèle

*A consumers' republic* met en lumière l'époque durant laquelle les États-Unis deviennent une société de consommation, c'est-à-dire un type de société où la croissance économique repose sur la consommation de masse. Lizabeth Cohen montre que les citoyens américains sont au cœur de ce processus. Le détour que nous venons d'effectuer par les thèses de Cohen nous renvoie cependant à notre propos principal sur la construction de la figure du consommateur. Le travail de l'historienne américaine nous aide à mesurer l'importance de la figure du

---

<sup>13</sup> Ibid, p. 70.

<sup>14</sup> Ibid, p. 118.

<sup>15</sup> Ibid., p. 121.

consommateur dans la reproduction du régime fordiste; il ne nous permet cependant pas d'expliquer les conditions d'émergence de cet acteur social. Le consommateur y apparaît comme une figure constitutive de la société américaine, et ce, depuis les débuts de la colonisation anglaise en Amérique du Nord. De notre point de vue, le consommateur est précisément un produit de l'organisation capitaliste : nous dirons donc que le consommateur est un produit de la société de consommation, plutôt que l'inverse (c'est-à-dire que la société de consommation serait le produit des demandes des consommateurs). Le « consommateur américain » ne peut exister que dans un contexte particulier qui est celui de la production industrielle de masse et de la montée du pouvoir des corporations.

Pour que les Américains se conçoivent comme des consommateurs et revendiquent le maintien de ce statut, pour que les États-Unis passent de « nation de petits entrepreneurs » à « république de consommateurs », un changement de nature idéologique est nécessaire. Nous avons montré que l'intervention des corporations avait été déterminante à cet effet. En ce sens, Cohen se méprend en affirmant que le discours des consommateurs sur le droit de consommer précède celui des industriels sur le rôle des consommateurs dans la croissance économique. Son approche occulte le processus évoqué plus tôt, lequel conduit précisément à l'apparition d'une identité qui s'appuie sur la consommation de biens manufacturés. Ce processus permet d'expliquer, par exemple, que les femmes se présentent dans l'espace public en brandissant leur statut de consommatrices et qu'elles demandent à l'État et aux entreprises de préserver l'intégrité de cette condition. L'exemple des Américaines permet en effet de montrer que la vitalité de la société de consommation et du régime fordiste repose sur la production d'une nouvelle identité collective, celle du consommateur. Cette identité est susceptible d'enclencher une mobilisation de masse, tel qu'en témoigne l'histoire du mouvement des consommateurs aux États-Unis; elle semble toutefois échouer à fonder un réel mouvement d'émancipation.

La production du consommateur sert des objectifs économiques : elle assure la croissance de l'économie en créant des débouchés pour la production de masse. Or ceci ne doit pas nous faire perdre de vue le caractère disciplinaire que revêt cette identité collective. En effet, nous avons vu que l'identité du consommateur contribue à la stabilité politique des sociétés avancées en marginalisant la figure du travailleur. Elle se présente donc comme facteur de



reproduction systémique. Rolande Pinard voit dans ce phénomène la conséquence de la migration d'une logique organisationnelle qui, comme on l'a vu plus tôt, tend à se propager à l'ensemble des rapports sociaux. Nous avons vu qu'avec la fusion de la propriété et du contrôle, l'organisation (incarnée par le management) s'est substituée au capitaliste bourgeois. Dans cette nouvelle « société organisée », la production de la richesse ne dépend plus de la volonté d'un seul homme, mais plutôt de l'administration rationnelle et efficace de la capacité productive de la collectivité. Pinard affirme que le *New Deal* marque l'extension de cette logique à « l'administration » des affaires publiques. « [L]a démocratie de masse ne peut être fondée sur l'individu car c'est désormais l'organisation qui est au fondement de la société. Elle sera donc fondée sur des groupes fonctionnels [...] insérés dans une société organisée pour y représenter leurs membres (...) »<sup>16</sup> Cette interprétation jette un éclairage nouveau sur la thèse de Cohen. Celle-ci dépeint effectivement l'image d'une société où les groupes de la « société civile » sont en lutte les uns contre les autres pour faire valoir leurs intérêts, c'est-à-dire une société où l'État reçoit et traite les demandes de groupes d'intérêts, qu'il s'agisse de corporations ou de citoyens-consommateurs. Cohen n'insiste pratiquement pas sur le fait que chacun de ces « segments » n'a pas le même poids vis-à-vis de l'État. Son exposé nous permet tout de même de voir dans quelle mesure la montée du pouvoir des corporations a transformé les rapports sociaux dans le capitalisme avancé. « L'application du modèle corporatif au gouvernement de la nation constitue le meilleur moyen d'assurer l'unité du pays, c'est-à-dire d'empêcher son éclatement par la lutte entre deux classes polarisées. »<sup>17</sup>

Dans la société de consommation, les rapports conflictuels entre capital et travail sont substitués, dans l'entreprise, par des rapports médiatisés par le management; dans la société en général par la compétition entre groupes organisés sur le mode syndical. « Ce nouveau type de "droit", qui résulte d'une négociation entre l'État et les groupes socioéconomiques impliqués, sanctionne l'éclatement de la société et l'accroît. »<sup>18</sup> La thèse de Pinard renforce

---

<sup>16</sup> PINARD, op. cit., pp. 243-244.

<sup>17</sup> Ibid., p. 243.

<sup>18</sup> Ibid., p. 247.

notre propre hypothèse selon laquelle dans le régime fordiste, les solidarités de classe sont remplacées par une nouvelle forme de socialisation davantage centrée sur les besoins de l'individu. La « lutte » des citoyens-consommateurs contre l'État témoigne de cette transformation culturelle et identitaire. La « république des consommateurs » est composée de « citoyens de l'entreprise » qui ne demandent qu'à pouvoir participer au système de consommation de masse. L'État, quant à lui, gère des rapports dépolitisés entre les différents segments de la société civile.

#### **4.2. Le rôle des syndicats**

Puisqu'elle se distingue par une nouvelle organisation du travail, la mise en place du compromis fordiste a nécessairement entraîné la transformation de la forme et de la fonction du syndicalisme. D'une part, il faut garder en tête que la rationalisation de la production entraîne la disparition du travail productif, puisque les travailleurs forment dans le régime avancé du capitalisme une masse d'opérateurs n'ayant pas d'influence sur le processus de valorisation du capital. La solidarité que devait entraîner, selon Marx, la division du travail tend plutôt à s'estomper à mesure que les individus deviennent remplaçables et qu'ils entrent en compétition les uns avec les autres pour obtenir un travail qui demande peu de qualifications. Selon André Gorz, ce phénomène est déjà présent dans la société industrielle :

L'usine taylorisée réalisait l'idéal des patrons des manufactures du XVIII<sup>e</sup> siècle, pour lesquels des « ouvriers à moitié idiots » étaient la meilleure des mains-d'oeuvre imaginable. Une éthique du travail devenait donc impossible dans ces conditions, sauf pour une couche de plus en plus mince d'ouvriers professionnels qui n'avaient cessé de dominer les organisations ouvrières. Mais par le fait même que cette couche ne pouvait plus prétendre incarner l'avenir de la classe ouvrière et de la société, son éthique du travail cessait d'être humaniste et acquérait un caractère corporatiste, élitiste, conservateur aux yeux d'une masse de travailleurs-consommateurs pour lesquels l'industrie, taylorisée, était un bagne (le bureau en étant un autre, d'ailleurs)<sup>19</sup>.

Cette tendance n'a fait que s'accroître dans ce que Mills appelait « l'univers col blanc ». Dans l'entreprise bureaucratisée, les employés accomplissent des tâches relativement simples qui ne demandent pas une compréhension de l'ensemble des activités de l'entreprise. L'identité ouvrière, qui reposait sur le sentiment d'aliénation face au processus de travail et à son objet, a donc encore moins d'emprise dans l'univers des cols blancs : l'employé ne peut pas être aliéné de quelque chose qu'il n'a pas conçu et qui ne lui a jamais appartenu. Nous avons affirmé plus tôt que ce processus se répercutait sur les solidarités de classe. Pourtant, ni le machinisme, ni la déprolétarianisation du travail, ni l'augmentation du nombre de travailleurs cols blancs n'ont fait disparaître les syndicats, qui ont par le passé constitué un acteur privilégié de la lutte contre l'organisation capitaliste. La montée du pouvoir corporatif-managérial a cependant permis à la nouvelle idéologie du travail de contaminer la logique syndicale.

Pinard montre que la fin du XIX<sup>e</sup> siècle aux États-Unis est marquée par une récession qui affecte durement la rentabilité des entreprises, laquelle affectera leur manière de concevoir le rôle des syndicats dans l'organisation du travail<sup>20</sup>. La recrudescence du syndicalisme, qui s'explique par le mécontentement des ouvriers face à leur mauvaise situation économique, donne lieu à des relations de travail conflictuelles qui nuisent d'autant plus à l'accumulation du capital. Afin de protéger leur rentabilité des soubresauts du marché, les industriels souhaitent pouvoir contrôler l'ensemble des éléments qui le compose, y compris les syndicats. Le management moderne est ainsi amené à développer une nouvelle image du

---

<sup>19</sup> GORZ, op. cit., pp. 100-101.

<sup>20</sup> PINARD, op. cit., pp. 199-208.

syndicalisme. Désormais conçu comme un obstacle au fonctionnement normal de l'entreprise, on souhaite faire des syndicats un partenaire privilégié dans le contrôle de la masse salariale. « L'organisation syndicale est donc devenue une nécessité économique, la condition d'un rééquilibrage des forces en présence »<sup>21</sup>. En ce sens, l'entrée en crise du capitalisme industriel accélère le processus d'institutionnalisation du syndicalisme et la montée de la logique organisationnelle compromet leur rôle initial de mouvement social et politique.

La nécessité de contenir le pouvoir des syndicats fait gagner du terrain à la conception partenariale des relations de travail dans la corporation moderne. La prise en charge par le management des facteurs de production se traduit donc par l'inclusion des syndicats dans l'organisation du travail et la gestion du personnel. Autrement dit, on octroie aux syndicats le statut de partenaire légitime de l'organisation. Cela leur donne le droit de faire valoir les intérêts des travailleurs, mais dans un esprit de coopération et non de contestation. Ils négocient des conventions collectives qui statuent notamment sur les conditions de travail des employés, les salaires, les processus d'embauche et de congédiement<sup>22</sup>. Le syndicat, en assumant ce rôle de « gestionnaire », reconnaît implicitement la légitimité du pouvoir managérial, c'est-à-dire qu'il accepte que le travail soit un facteur pris en charge par le management. Ils acceptent ainsi que le travail devienne la propriété de la corporation, et conviennent de « gérer » conjointement le personnel dans le respect des intérêts de l'entreprise. En ce sens, le syndicat endosse le rôle de médiateur des relations salariales<sup>23</sup>. Et ce également du point de vue du management, pour qui la fonction du syndicat devient effectivement celle de gérer les conflits entre employés et patrons.

En témoigne par exemple la professionnalisation des représentants syndicaux. En se spécialisant, la fonction de représentation se neutralise puisqu'elle se soumet à des intérêts qui ne sont plus exclusivement ceux du groupe représenté<sup>24</sup>. « [La représentation sociale]

---

<sup>21</sup> Ibid., p. 218.

<sup>22</sup> Ibid., p. 225.

<sup>23</sup> Ibid., p. 202.

<sup>24</sup> On observe la même tendance chez les élus d'un pays ou d'une municipalité, par exemple.

devient une sorte de “métier”, parmi d’autres, qui s’insère dans un système global de spécialisation des fonctions sociales. »<sup>25</sup> De dire que le syndicalisme devient la spécialité des syndicalistes est certes une tautologie. Une telle affirmation a toutefois le mérite de souligner que le syndicalisme cesse de s’exercer comme une modalité de l’action collective. Ce processus se manifeste également par l’implantation de la convention collective comme contrat de travail régissant les relations entre patrons et employés. Cette « constitution locale », comme la nomme Pinard, est un outil patronal-syndical qui accorde certes des droits au travailleur. Ces droits demeurent cependant largement rattachés au poste occupé. De plus, la convention définit les fonctions et les obligations de chacune des parties et régit l’ensemble des composantes de la relation salariale, incluant les conflits entre l’employé et l’employeur<sup>26</sup>. Piotte affirme par exemple à propos du cas québécois :

Le Code du travail prévoit une période conflictuelle, qui débute avec la négociation et qui peut culminer en une grève, mais il vise une entente entre les parties qui instaure pour une période de deux à trois ans la paix dans l’entreprise, en limitant les pouvoirs de gérance et en soumettant tout différend à un système d’arbitrage. La convention collective encadre donc la gestion patronale, en déterminant les modalités de participation des travailleurs à la vie de l’entreprise ou de l’établissement<sup>27</sup>.

Le rôle du syndicat est de veiller à la défense des droits prévus dans le contrat. Bien sûr, il n’est pas exclu que les travailleurs revendiquent de nouveaux droits; or ceux-ci ne peuvent contrevenir aux intérêts de l’organisation. La convention, si elle protège jusqu’à un certain point les travailleurs, limite la portée politique des conflits de travail. Le syndicat tend ainsi à considérer le travail comme une composante organisationnelle que la convention collective a pour fonction de contrôler.

Le syndicat, en tant qu’acteur organisationnel, participe donc à la reproduction de l’emploi en tant que fonction déterminée par la corporation. Ceci dit, il contribue également à sanctionner la figure du consommateur puisqu’il se porte à la défense de ce statut. L’exigence de croissance et d’efficacité propre appartenait à « l’esprit capitaliste ». En exigeant que

---

<sup>25</sup> ROSANVALLON, *La question syndicale*, 1988, p. 37.

<sup>26</sup> PINARD, op. cit., pp. 294-295.

<sup>27</sup> PIOTTE, op. cit., p. 187.

l'augmentation de la productivité se traduise en hausses de salaire, les travailleurs acceptent implicitement cette logique. « Les syndicats qui ont adhéré au salaire à la productivité après la [Seconde Guerre Mondiale] ont lié leur sort à celui des entreprises : logiquement et pragmatiquement, les dirigeants syndicaux américains doivent maintenant se transformer en rationalisateurs du travail. »<sup>28</sup> Les demandes salariales renforcent le pouvoir d'achat des travailleurs, et la limitation de la journée de travail fait en sorte de favoriser l'expansion des loisirs. Le « désir d'argent » devient ainsi un motif structurant des luttes syndicales. La préoccupation pour le niveau de consommation déplace l'intérêt du travailleur, qui était lié à celui de l'ensemble de sa classe sociale, vers les besoins de l'individu. À cet effet, Rosanvallon remarque que cette tendance a transformé les syndicats en associations de consommateurs chargés de représenter les intérêts de leurs membres. Les travailleurs ne demandant au fond qu'à recevoir une part des profits engrangés par l'entreprise; aussi les conflits patronaux-syndicaux tendent-ils à être structurés par cette logique.

Rosanvallon soutient également, dans son essai *La question syndicale en France*, qu'à l'origine, « le syndicalisme était lié à la vision d'une mobilisation permanente, organisé autour d'un enjeu de long terme dans lequel s'inséraient les défaites ou les victoires d'un jour. »<sup>29</sup> Toutefois, l'« universalisation pratique du modèle utilitariste et rationaliste »<sup>30</sup> a transformé le rapport du travailleur au syndicat en une relation clientéliste. En se conformant à la logique lobbyiste, le syndicalisme perd son caractère de mouvement social pour devenir un « agent social » parmi d'autres.

---

<sup>28</sup> PINARD, op. cit., p. 307.

<sup>29</sup> Ibid., pp. 52-53.

<sup>30</sup> Ibid., p. 41.

L'extension de la notion de représentativité n'est plus l'apanage du syndicat : elle s'est émancipée de tout fondement sociologique (le fait d'une identité sociale cohérente) et ne renvoie plus qu'à la nécessité d'instituer des pôles de régulation. La représentation des intérêts et la formulation des demandes sociales se sont d'un autre côté dispersées, atomisées, spécialisées<sup>31</sup>.

Le travail n'appartenant plus au travailleur, le syndicat ne peut prétendre limiter l'emprise de la corporation sur la subjectivité ouvrière. Il acquiert cependant un pouvoir de négociation des contrats et il devient en quelque sorte un administrateur du marché du travail<sup>32</sup>. Le syndicalisme est absorbé par une tendance à la « juridicisation » et à la « judiciarisation » de l'espace public, qui a fait l'objet d'un ample développement dans l'œuvre de Michel Freitag<sup>33</sup>. Il participe par le fait même de l'individualisation de la condition salariale.

Le mouvement ouvrier a été en quelque sorte *transféré de la rue vers les couloirs des administrations* par la juridisation des acquis. Son action consiste désormais à attendre, s'asseoir, attendre, s'asseoir, remplir des formulaires, remplir des formulaires, puis se renseigner auprès du fonctionnaire compétent (partiellement compétent, voire incompétent) qui traite personnellement (et/ou retransmet) ce qui autrefois était un « destin de classe » en recourant aux catégories juridiques individualisantes du « cas particulier »<sup>34</sup>.

Ceci étant dit, il faut reconnaître que l'institutionnalisation des syndicats a joué un rôle non négligeable dans la reconnaissance de la condition ouvrière et dans la publicisation des préoccupations des travailleurs. De même, l'importance accordée au pouvoir d'achat des travailleurs a sûrement contribué à l'augmentation générale de leur niveau de vie. Enfin, ce processus a sans doute permis aux syndicats d'accaparer une part du pouvoir libéré par la création de la corporation, c'est-à-dire de partager avec le management la capacité de définir le rapport salarial. Nous pouvons néanmoins affirmer que d'un point de vue systémique, ce phénomène participe à la reproduction de l'économie politique du capitalisme avancé. Le régime fordiste, en tant que système de distribution de la richesse sociale, doit neutraliser les rapports de classes afin d'assurer sa viabilité. L'institutionnalisation du syndicalisme a jeté

---

<sup>31</sup> Ibid., p. 71.

<sup>32</sup> À un point tel que dans certaines entreprises, le syndicat affirme que c'est lui le donneur d'emploi, et non pas l'employeur.

<sup>33</sup> FREITAG, *L'oubli de la société*, 2002.

<sup>34</sup> BECK, op. cit., p. 181.

les bases d'un rapport pacifié entre « capital » et « travail ». Le cas de General Motors, relaté en introduction de ce mémoire, montre que cette tendance est toujours présente au sein du syndicalisme. Nous savons pourtant que cette attitude de coopération n'a pas empêché la légitimité des syndicats de s'éroder depuis au moins les années 1970. Tout porte ainsi à croire que les syndicats ont emboîté le pas à une logique – celle de la rationalisation du travail – qui, ironiquement, se retourne maintenant contre eux.

#### **4.3. La production de la classe moyenne ou comment réaliser l'utopie de la société sans classes**

L'origine de la classe moyenne, en tant que réalité sociale et identité collective, est un élément essentiel de la compréhension du régime fordiste, que nous avons décrit comme l'ensemble des dispositifs conçus, dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, afin de neutraliser les rapports de classes typiques de l'industrialisation. Nous n'avons pas voulu écarter le fait qu'un tel régime comprend une « base matérielle » déterminante, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un compromis social fondé sur une organisation keynésienne de l'économie, laquelle constitue une réponse au problème de la capacité productive dans la société industrielle. Ceci dit, nous cherchions davantage à démontrer que ce régime se met en place par l'intermédiaire d'un dispositif d'acculturation qui répond au problème de la légitimité du mode de production capitaliste et de l'organisation sociale qui en découle. Nous avons ainsi défendu l'idée que la consolidation du régime fordiste et l'extension de la classe moyenne avaient pu compter sur l'émergence d'un nouveau sujet social, c'est-à-dire d'une nouvelle identité collective compatible avec les exigences de sa reproduction<sup>35</sup>.

Le problème auquel fait face la société industrielle, nous l'avons vu plus tôt, est à la fois culturel et économique. Les industriels constatent que la production de masse est inutile

---

<sup>35</sup> « [...] la façon par laquelle la société s'assure un certain degré de conformité de la part des individus qui la composent. » RIESMAN, *La foule solitaire*, 1964, p. 26.



socialement, et que les rapports sociaux qui la rendent possible sont conflictuels, donc potentiellement dangereux pour la survie à long terme de la société. Sur le plan « matériel », on a intégré le travailleur au système de consommation afin de compenser le caractère aliénant de son travail. Sur le plan culturel, on a remplacé les identités qui se sont cristallisées avec le procès d'industrialisation (le prolétaire et le bourgeois) par des figures qui ne sont plus antagoniques, ou autrement dit, dont les intérêts semblent coïncider. Le compromis social qui émerge de la « crise » de la société industrielle dépend ainsi de la disparition du prolétariat et de la bourgeoisie. « Disparition » au sens où ces deux figures cessent d'être déterminantes et d'orienter la conduite tant collective qu'individuelle dans le capitalisme avancé. La classe ouvrière « disparaît » parce qu'elle cesse d'être un référent identitaire pour les masses salariales. La classe dominante « disparaît » parce que la séparation de la propriété et du contrôle compromet la conception traditionnelle de la domination, et donc la capacité de se la représenter. Le travail, tout comme l'espace concret de l'entreprise, perd son caractère conflictuel<sup>36</sup>.

Ce faisant, le régime fordiste marque l'établissement de deux nouvelles normes sociales. La première découle de la généralisation du rapport salarial et consiste en une contrainte au travail salarié. Cela signifie que le travail salarié devient la condition dominante de l'intégration et que la division sociale se base sur l'opposition entre employé et sans emploi. C'est donc l'emploi, et non plus la propriété, qui donne accès à la sécurité, de même qu'à la reconnaissance sociale<sup>37</sup>. Une seconde norme s'impose avec la massification de la consommation. Elle marque le remplacement de l'économie domestique par la consommation ostentatoire de signes. Riesman dira : « À l'ère de l'abondance économique et du déclin démographique, il faut aux postes dirigeants des hommes capables de créer et de manier des symboles, de façon à provoquer dans le personnel comme dans le public les réactions désirées. »<sup>38</sup> La consommation devient dans ce régime le principe dominant de la

---

<sup>36</sup> BECK, op. cit., p. 156.

<sup>37</sup> CASTEL, op. cit., p. 483.

<sup>38</sup> RIESMAN, *La foule solitaire*, op. cit., p. 182.

différenciation sociale. La « société salariale », comme la désigne Robert Castel, repose ainsi sur ce paradoxe : il s'agit d'une société centrée sur l'emploi, mais qui valorise par ailleurs le temps hors travail. André Gorz fera d'ailleurs le même constat :

L'intégration fonctionnelle des travailleurs ne devient donc possible, la contrainte au travail ne peut être atténuée que lorsque: 1° la richesse sociale est suffisante pour que des compensations matérielles soient offertes aux travailleurs et 2° lorsque les travailleurs acceptent de considérer leur travail comme un moyen de se procurer ses compensations<sup>39</sup>.

La consommation a ainsi surpassé la production pour devenir le pôle dominant de l'identité dans les sociétés capitalistes avancées. Cette tendance n'a fait que s'accroître avec le temps, ce qui fait dire à Gorz, à la fin des années 1980, que la raison instrumentale a à ce point envahi l'univers du travail qu'« on ne désire plus les biens et les services en tant que compensations au travail fonctionnel, on désire obtenir du travail fonctionnel pour pouvoir se payer les consommations marchandes. »<sup>40</sup> Dans une campagne publicitaire datant de 2006, la Banque Laurentienne diffuse une affiche exhibant la photo d'un jeune garçon, accompagnée de l'inscription suivante : « Comme métier j'aimerais faire propriétaire » (voir figure 4.1). Notre propos se trouve ici résumé : afin de combler le désir de posséder un objet (« j'aimerais faire propriétaire »), il est impératif d'avoir accès au médium de l'argent. Or celui-ci n'est généralement accessible que par l'intermédiaire du travail (« comme métier ») – bien que dans ce cas-ci on suggère au consommateur de contracter une hypothèque.

---

<sup>39</sup> GORZ, op. cit., p. 78.

<sup>40</sup> Ibid., p. 83.



Figure 4.1 Banque Laurentienne, 2006. Source : Bleublancrouge

L'émergence d'une nouvelle identité salariale chez les travailleurs signifie que le régime fordiste se caractérise par une nouvelle représentation du travail. En effet, nous avons vu que pour le nouveau salariat, le travail faisait sens non plus en tant que réalisation de la subjectivité collective, mais parce qu'il est l'instrument de l'acquisition de biens qui, symboliquement, distinguent l'individu de la masse. Ces biens sont désirés parce qu'ils renvoient à l'image de ce que chacun souhaite être socialement (c'est-à-dire de ce que les autres s'attendent de lui). Cette culture de masse, dans laquelle le but du travail devient la consommation, se présente comme réponse identitaire au désinvestissement subjectif du travail. Elle est le résultat de l'intériorisation d'une norme sociale qui s'impose aux individus sous la forme d'une contrainte. Ce changement culturel n'a pu s'opérer, nous l'avons vu, que

par l'intermédiaire de dispositifs de communication de masse qui « éduquent » le travailleur au consumérisme en modifiant ses « dispositions » ou son « caractère social ». En délégitimant le mode de vie traditionnel, voire en le présentant comme dégradant pour l'individu et la société, ce sont ultimement les solidarités traditionnelles qui tendent à se disloquer. Comme le soutient Gorz, « [les consommations compensatoires] constituent une incitation à se retirer dans la sphère privée, à privilégier la poursuite d'avantages "personnels" et contribuent ainsi à désagréger les réseaux de solidarité et d'entraide, la cohésion sociale et familiale, le sentiment d'appartenance. »<sup>41</sup> Ce repli sur soi rend l'individu indifférent, sinon hostile aux représentations de classes. Les syndicats apparaissent soudainement comme des obstacles au progrès : ils nuisent au cours normal des choses et empêchent l'individu d'être performant, de se rendre au travail comme il se doit de le faire; ils le « prennent en otage ». Le destin partagé de la classe ouvrière cède ainsi le pas à un ensemble de destins mis en compétition les uns envers les autres pour davantage de reconnaissance.

En somme, le miracle du fordisme et du keynésianisme réside dans leur capacité à faire coïncider les intérêts du « capital » et du « travail ». Comment? En rendant d'une part caduque cet antagonisme; d'autre part, en réunissant ces deux pôles autour des mêmes objectifs, soit l'accumulation de capital économique et symbolique<sup>42</sup>. Castel parle d'un « cercle vertueux » : chez ceux qui en bénéficient le moins, l'augmentation de la capacité productive et l'extension des droits sociaux ont pour effet d'entretenir l'espoir que dans un futur rapproché, leur richesse s'accroîtra elle aussi<sup>43</sup>.

---

<sup>41</sup> Ibid., p. 83.

<sup>42</sup> « Capital » est bien entendu ici utilisé au sens bourdieusien du terme.

<sup>43</sup> CASTEL, op. cit., p. 343.

Ce pari sur l'avenir n'est pas seulement un acte de foi dans les vertus du progrès en général. À travers ses modes de consommation, son investissement dans des biens durables, son usage du crédit, le salarié anticipe au jour le jour la pérennité de la croissance et lie concrètement son destin à un progrès indéfini<sup>44</sup>.

Alors que le mouvement ouvrier associait le progrès au dépassement de la société de classes, le nouveau salariat accepte que le progrès soit synonyme de croissance et de rentabilité. En ce sens, nous dirons qu'il est assujéti aux exigences imposées par la corporation moderne, celles d'une performance dans le travail et d'une superfluité dans la consommation.

En outre, nous pouvons affirmer que bien que la question des classes sociales est couramment posée en termes de rapports sociaux de production, il faut pour comprendre le statut de la classe moyenne observer la constitution du rapport salarial comme un problème de contrôle social.

On se rend mal compte combien le dressage actuel à la consommation systématique et organisée est l'équivalent et le prolongement, au XX<sup>e</sup> siècle, du grand dressage, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, des populations rurales au travail industriel. Le même processus de rationalisation des forces productives qui a lieu au XIX<sup>e</sup> siècle dans le secteur de la production trouve son aboutissement au XX<sup>e</sup> dans le secteur de la consommation<sup>45</sup>.

« Dressage » qui, tel que nous l'avons décrit dans ce chapitre, permet d'entrevoir une représentation du travail qui est en rupture avec l'imaginaire ouvrier de la société industrielle. En somme, la production de la classe moyenne est un processus économique, politique et culturel qui transforme le tissu social : elle marque le passage d'un contexte socio-économique où le travail est au centre d'un conflit qui structure des rapports de classes, à une société où l'emploi est le principal facteur d'intégration. Sur le plan symbolique, il s'agit d'un contexte où, paradoxalement, l'utopie durkheimienne de l'intégration organique des individus par le travail semble réaliser l'utopie marxienne de la société sans classes. Pour réaliser cette société sans classes, il a fallu que surgisse une nouvelle représentation du monde : l'image d'une société où les individus peuvent choisir l'occupation qui leur

---

<sup>44</sup> Ibid., pp. 602-603.

<sup>45</sup> BAUDRILLARD, op. cit., p. 115.

convient; l'image d'une société d'abondance dans laquelle tous peuvent accéder à leurs moindres désirs. « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins! »

## CONCLUSION

La liberté de l'homme est un bien que chaque génération doit conquérir à nouveau; de ce fait, son développement par accumulation est des plus lents.

David Riesman, *La foule solitaire*, p. 334.

Dans un entretien avec George Charbonnier portant sur la différence entre les sociétés primitives et les sociétés modernes, Lévi-Strauss propose une analogie : il compare le fonctionnement des sociétés de culture au mécanisme des horloges, et celui des sociétés modernes, industrielles, aux machines thermodynamiques. Comme l'horloge, qui utilise l'énergie initiale qui lui est fournie pour fonctionner, les sociétés primitives peuvent se maintenir indéfiniment dans leur état initial. Elles ont la propriété de produire très peu de désordre, ce qui fait souvent dire aux observateurs modernes qu'elles sont sans histoire (c'est le principe de « l'éternel retour » du même). Cet ordre dépend d'une structure sociale non hiérarchique où les membres sont supposés égaux et où il n'y a donc pas d'espace pour le conflit. Le consensus, figé dans des formes mythologiques, régule ces microcosmes où, diront certains, est absent le politique. « Les sociétés primitives s'efforcent, de façon consciente ou inconsciente, d'éviter que ne se produise ce clivage entre leurs membres, qui a permis ou favorisé l'essor de la civilisation occidentale. »<sup>1</sup> En effet, les sociétés modernes sont organisées en fonction du principe de la différence de potentiel, c'est-à-dire qu'elles introduisent un déséquilibre dans leur organisation afin de produire davantage d'ordre. Elles ont donc la propriété d'être fortement hiérarchisées.

---

<sup>1</sup> Georges CHARBONNIER, *Entretiens avec Claude Lévi-Strauss*, 1961, p. 40.

Cette analogie nous permet à notre tour d'illustrer la rupture qui caractérise le passage au capitalisme avancé. Cette rupture, qui est de nature qualitative, repose en effet sur la synthèse des deux principes d'organisation énoncés par Lévi-Strauss : sur le plan politique, les sociétés capitalistes peuvent compter sur un consensus de plus en plus large depuis l'avènement du fordisme, mais d'un point de vue économique, elles demeurent fortement hiérarchisées. Soyons clairs : nous ne disons pas que le conflit a disparu; nous observons seulement que les luttes qui structurent ces sociétés portent de moins en moins sur la répartition de la richesse, et encore moins sur les finalités du système qui les produit. Autrement dit, même s'il y a domination, la remise en cause explicite de cette domination se fait de plus en plus rare, et ce malgré la persistance, voire le creusement des inégalités.

Nous avons ainsi montré que le régime fordiste puisait sa légitimité dans une représentation pacifiée du travail et du rapport salarial. Cette représentation, véhiculée par des médiums répondant en grande partie aux intérêts des corporations, se manifeste par l'émergence, au sein du salariat des sociétés capitalistes avancées, d'un nouveau « caractère social ». Les travailleurs de classe moyenne partagent une même conception du travail qui fait abstraction de la dimension politique dont celui-ci avait été investi au moment de l'ascension du mouvement ouvrier. Le travail a beau être abrutissant, « aliénant », il n'en reste pas moins qu'il est le moyen légitime d'accéder à la consommation : il est le mécanisme ultime d'intégration dans la société d'après-Guerre.

Remis en question, le fordisme cède sa place à une économie politique plus libérale. Le salariat cesse alors d'être le facteur principal de l'intégration sociale et le fondement de la sécurité. Contre les attentes de certains sociologues, les travailleurs ne se sont pas révoltés contre ce que l'on a parfois comparé à une croisade contre la classe moyenne<sup>2</sup>. Malgré la fin du « mythe de l'autonomie pour tous » et la découverte de « la permanence d'inégalités

---

<sup>2</sup> Voir par exemple : Thom HARTMANN, « The Undeclared War on America's Middle Class », *AlterNet*, 6 septembre 2006; Lou DOBBS, « Are you a casualty of the class war? », *CNN.com*, 4 octobre 2006; Arianna HUFFINGTON, « Shorting The Middle Class: The Real Wall Street Crime », *The Huffington Post*, 19 avril 2010.



structurées » dans les sociétés post-industrielles, le « retour des classes sociales dans le champ politique » reste pour l'instant du domaine de l'hypothèse. À l'encontre des thèses de Louis Chauvel, il s'est plutôt produit une « rupture symbolique », une déconnexion entre l'identité des travailleurs et les conditions de leur intégration sociale et économique. « Le régime temporel du néocapitalisme a créé un conflit entre le caractère et l'expérience, l'expérience d'un temps disjoint menaçant l'aptitude des gens à se forger un caractère au travers de récits continus. »<sup>3</sup> Richard Sennett croit que les travailleurs n'ont plus de récit commun de la réalité du travail (que ce soit une théorie de l'exploitation ou la croyance dans le progrès pour tous). Remarquons tout de même qu'ils partagent la même attitude de résilience face aux problèmes qu'ils rencontrent. La réaction des travailleurs face au déclin du fordisme est une réponse commune, mais individualisée : un repli sur soi « collectif » contre une crise qui semble ne pas avoir de responsables. Comme le souligne avec justesse Richard Sennett :

Ce qui distingue l'incertitude actuelle, c'est qu'elle prévaut sans qu'aucune catastrophe historique ne se profile à l'horizon. Elle s'entremêle aux pratiques quotidiennes d'un capitalisme vigoureux. L'instabilité est censée être la norme, l'entrepreneur de Schumpeter est devenu l'idéal de Monsieur Tout-le-Monde. La corrosion du caractère en est peut-être une conséquence inévitable<sup>4</sup>.

Nous avons cherché, tout au long de ce mémoire à repérer les contours et à expliquer les contradictions de ce « caractère ». Nous souhaitions montrer que la classe moyenne ne forme pas, dans les sociétés capitalistes avancées, une classe sociale au sens classique du terme, puisqu'elle ne correspond pas à la définition qui se profilait dans l'œuvre de Marx, ou encore à celle que Lukacs concevra plus tard en formalisant les intuitions de son maître. Au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est beaucoup en s'appuyant sur les thèses marxistes que le travail a été investi d'une valeur conflictuelle. Le mouvement ouvrier a alors construit son identité à travers la lutte contre l'aliénation dans le travail. Au contraire, la subjectivité des travailleurs salariés dans le régime fordiste se forge à partir d'une représentation du rapport salarial dans laquelle le travail perd sa dimension conflictuelle.

---

<sup>3</sup> SENNETT, op. cit., p. 37.

<sup>4</sup> Ibid., pp. 37-38.

Nous avons montré que le prolétariat, en tant que produit du capitalisme et de l'industrialisation, se pose en réaction à l'ordre social qui assurait sa reproduction même. Son identité s'est ainsi fondée sur l'espoir de son émancipation. La classe moyenne apparaît, par contraste, comme une création propre au régime avancé du capitalisme. En effet, nous avons vu qu'elle constituait une réponse au problème économique et politique de la société industrielle, à la fois en tant que cause (sur le plan idéologique) et effet (sur le plan socio-économique) de la consolidation du régime fordiste. Ce dernier se fonde sur l'idée que les objectifs de rentabilité et de croissance des corporations dépendent de la consommation du salariat (au lieu de reposer sur l'exploitation de la force de travail). Le fordisme s'articule ainsi autour d'une volonté d'institutionnalisation de la figure de l'employé-consommateur, une volonté partagée, « consciemment » ou non, par le monde corporatif, les gouvernements, les syndicats et, après coup, par les travailleurs eux-mêmes. La classe moyenne est emblématique d'un régime « privé-public » dans lequel l'entreprise privée oriente l'action de l'État en fonction de ses intérêts et où l'État, lui, assure la viabilité et la pérennité du régime de production en se faisant le garant de l'intégration des individus.

Ceci étant dit, notre démarche entendait prioritairement montrer que ce modèle d'intégration, dans ses dimensions à la fois sociale, politique et économique, est inséparable d'une conception instrumentale du travail. L'histoire du fordisme, qui est entre autres l'histoire de la classe moyenne, est donc aussi l'histoire d'une idée : l'idée du travail comme pur moyen pour l'individu d'accéder à la liberté. Si la pensée socialiste reconnaissait dans le travail l'essence de l'être humain, c'est-à-dire la manifestation même de sa faculté d'être libre, de déterminer par soi-même la finalité de son action, dans la société de consommation, la liberté s'oppose carrément au travail. À l'encontre de l'image de la société de classes, typique de l'ère industrielle, prévaut désormais une représentation de l'ordre social qui admet le marché comme espace de régulation des besoins sociaux, c'est-à-dire un espace normatif au sein duquel le travail est réduit à sa qualité d'instrument d'échange.

Aussi l'image de la société sans classes semble se refléter dans l'inconscient de la classe moyenne. C'est en ce sens que nous pouvons affirmer que la classe moyenne assume une vision non-conflictuelle ou consensuelle des rapports sociaux. Le conflit, comme nous l'avons dit plus haut, ne disparaît pas de l'imaginaire collectif<sup>5</sup>; mais il cesse d'être associé à une vision classiste de la société. De plus, l'« ennemi » n'est plus au cœur de la société comme l'était le bourgeois ou le patron capitaliste; il se situe plutôt à l'extérieur ou en périphérie – c'est le cas de l'immigrant ou du terroriste. Ceci expliquerait la recrudescence en Occident de discours haineux envers les immigrants, discours qui émergent en réaction contre les conséquences sur les travailleurs de l'instabilité économique (augmentation du chômage, baisse de salaire, perte d'emploi, etc.). Lorsque prévaut l'image d'une société d'individus, l'obstacle au progrès individuel peut même être, comme l'a montré Sennett, l'individu lui-même, son manque d'effort, sa réticence à prendre des risques, son incapacité à anticiper l'évolution de son environnement, etc. La société sans classes est en fait une société où les représentations de classe ne permettent plus aux trajectoires individuelles de faire sens.

Cette tendance à l'individualisation nous invite à penser la lutte opposant la classe ouvrière et la bourgeoisie comme un phénomène conjoncturel plutôt que comme une nécessité historique. À cet effet, nous avons vu que les expériences américaine et européenne s'étaient avérées sensiblement différentes. Aussi avons-nous insisté sur le fait que la classe moyenne constituait une identité paradoxale : une identité collective certes, mais qui exalte « la volonté de l'individu d'entretenir un rapport contrôlé et instrumentalisé au collectif. »<sup>6</sup> La montée de l'individualisme ne signifie pas la fin des regroupements; elle signale plutôt la pénétration d'une logique utilitariste à l'intérieur du rapport salarial – entre autres. C'est bien ce qui explique que les syndicats n'aient pas totalement disparu. Ils remplissent une fonction de défense des intérêts des travailleurs qui, nous l'avons vu, est compatible avec les exigences du système économique. La tendance à l'individualisation signifie que le mythe libéral

---

<sup>5</sup> On sait, par exemple, que les années 1960 et 1970 ont été ponctuées par de nombreux conflits opposant la « société civile » (les mouvements sociaux de Touraine) aux pouvoirs politiques et économiques, et ce presque partout en Occident.

<sup>6</sup> ROSANVALLON, op. cit., p. 54.

domine en vertu de sa capacité à orienter la conduite individuelle. Castel remarque à ce propos :

En schématisant la transformation qui s'est opérée sur une quarantaine d'années (des années 1930 aux années 1970), on dira que le « particularisme ouvrier » n'a pas été aboli, mais qu'il a cessé de jouer le rôle d'« attracteur » qui avait été le sien dans le processus de constitution de la société industrielle. Le salariat ouvrier a été littéralement vidé des potentialités historiques que lui prêtait le mouvement ouvrier. La condition ouvrière n'a pas accouché d'une autre forme de société, elle s'est seulement inscrite à une place subordonnée dans la société salariale<sup>7</sup>.

Dans le contexte actuel, alors qu'un constat sur la croissance des inégalités s'impose, il nous est permis de formuler la conclusion suivante : le concept de classe sociale constitue bien une catégorie scientifiquement valide, mais ce dernier se révèle toutefois politiquement inefficace. Cette conclusion nous semble du moins appuyée par les écrits d'Ulrich Beck :

La thèse de l'individualisation affirme une troisième solution qui est ici exclue : la dynamique du marché du travail assurée par l'État-providence a dilué et dissous les classes sociales à l'intérieur même du capitalisme. Nous sommes confrontés chaque jour davantage – dans une perspective marxiste – au phénomène (encore non analysé) d'un capitalisme *sans* classe, qui conserve néanmoins toutes ses structures et les problèmes d'inégalités sociales qui en découlent<sup>8</sup>.

Le sociologue allemand demeure cependant optimiste face à un tel démantèlement des groupes traditionnels de la société industrielle. La fin des classes sociales ne signifie pas pour lui la fin de la solidarité, mais bien le passage à une nouvelle solidarité qui unirait les individus sur une base plus volontariste. Ce qui fait dire à Frédéric Vandenberghe :

Trop souvent on suppose que cette libération des individus (des classes moyennes) mène à une société atomisée, anémique et hétéronome. [...] Beck soutient la thèse que l'anomie et l'autonomie, loin de s'exclure, sont liées potentiellement – voir même actuellement, comme en témoigne l'importance que les individus, et les jeunes en particulier, accordent à la qualité de vie, le fait qu'ils soutiennent les institutions démocratiques et s'engagent volontiers dans le tiers secteur<sup>9</sup>.

---

<sup>7</sup> CASTEL, op. cit., pp. 564-565.

<sup>8</sup> BECK, op. cit., p. 160.

<sup>9</sup> Frédéric VANDENBERGHE, « Introduction à la sociologie (cosmo)politique du risque d'Ulrich Beck », *Revue du MAUSS*, no 17, 2001, p. 34.

Chauvel reste pour sa part convaincu que les classes moyennes défendront le projet d'un « individualisme solidaire » afin de contrer le déclin du régime fordiste.

La démonstration qui fait l'objet du présent mémoire pointe dans une autre direction. L'individualisme qui domine les sociétés contemporaines semble être resté fidèle à l'idéologie qui, dans la modernité, a légitimé le développement du capitalisme et que Castel résume ainsi : « Toute l'idéologie "libérale" tient en ces quelques lignes : la liberté du travail doit libérer aussi l'initiative privée, le goût du risque et de l'effort, le sens de la compétition. Le désir d'améliorer sa condition est un moteur dont l'industrie ne peut se passer. »<sup>10</sup> Ainsi, après que le ministre québécois des Finances ait présenté le budget de la province pour l'année 2010-2011, un mouvement de citoyens se réclamant de « la majorité silencieuse » s'est formé afin de contester les augmentations de tarifs prévues par le gouvernement<sup>11</sup>. Alors que d'un côté, des groupes communautaires et des syndicats s'organisaient en vue de défendre le caractère public des services sociaux, ces « citoyens ordinaires » ont reproché à l'État ses dépenses abusives. Selon ces derniers, le gouvernement aurait dû baisser les impôts des contribuables et « faire le ménage » dans l'administration publique, plutôt que de demander aux familles de financer des services « qu'ils n'ont pas choisis » en majorant les taxes et les tarifs. Mouvement « a-politique » de « contribuables exaspérés » qui « se lèvent le matin, travaillent fort, et n'ont pas 18 congés de maladies par année » (sic), ils en veulent donc à l'État de sans cesse « piger dans leurs poches » l'argent qu'ils ont durement gagné<sup>12</sup>. À l'encontre des espoirs de Chauvel, le « phénomène » des « cols rouges » (c'est le nom qu'ils se sont donné) nous autorise une fois de plus à penser que la classe moyenne a intériorisé un discours fortement individualiste et individualisant. Malgré sa « dérive », la classe moyenne affiche une identité qui demeure fortement liée à l'idéologie dominante des sociétés capitalistes avancées.

---

<sup>10</sup> CASTEL, op. cit., pp. 284-285.

<sup>11</sup> Site Internet du Rassemblement de citoyens écoeürés du système gouvernemental actuel, section « Accueil », site web (consulté en mars 2010) : [www.colsrouges.ca](http://www.colsrouges.ca).

<sup>12</sup> Site Internet de la Station de radio FM93, section « Bouchard en parle », *Les cols rouges*, 9 juin 2008, site web (consulté en mars 2010) : [www.fm93.com](http://www.fm93.com).

Nous ne voulons pas ainsi prétendre que les travailleurs ne seront jamais en mesure de faire sens d'un projet politique ou d'un ordre social qui ne soit pas organisé en fonction de la seule satisfaction de leurs « besoins ». Néanmoins, il est difficile de nier que le mythe libéral persiste, en quelque sorte, à exercer un certain monopole des « consciences ». La liberté, comme le suggère Riesman, n'est jamais acquise une foi pour toute, à commencer par la faculté de penser par soi-même. La dimension idéologique de ce système de domination est donc beaucoup trop importante pour que l'on néglige sa critique. Mills et Pinard ont démontré le rôle du courant des relations humaines dans la rationalisation du travail. Ewen, quant à lui, montre l'importance des publicitaires du début du XX<sup>e</sup> siècle dans la diffusion de la mentalité consumériste. Ce faisant, ces auteurs participent à déconstruire l'idéologie dominante. Mais ce travail de déconstruction doit constamment être reconduit, puisque les « technologies discursives » en présence connaissent un renouvellement incessant. Le phénomène des cols rouges, dont la manifestation a été en grande partie publicisée grâce à une station de radio privée, suffit à nous convaincre de l'importance et du rôle d'un travail de réflexion sur la fonction actuelle des médias et sur les intérêts qui les contrôlent.

Cette piste de réflexion montre l'ampleur du travail qui pourrait être fait, mais aussi les insuffisances de ce mémoire. Nous aurions effectivement pu nous concentrer, par exemple, sur une analyse plus pointue des représentations de la classe moyenne dans les médias de masse. Nous avons plutôt tenté de restituer le processus d'émergence des représentations qui la construisent. Chercher à vouloir interpréter l'institutionnalisation du conflit capital-travail était, nous en convenons, un projet extrêmement ambitieux. Nous voulions rendre compte d'un phénomène dont l'histoire s'étend sur plusieurs décennies, mais aussi et surtout dont la complexité allait inmanquablement être aplatie étant donné le cadre restreint qui est le nôtre. Certains concepts auront été écorchés au passage, on peut penser à la notion de capitalisme avancé ou encore à la différence entre identité, représentation, idéologie. Afin de maintenir la discussion à un niveau plus général, nous avons aussi dû amalgamer, pour les fins de la démonstration, des phénomènes qui se sont déroulés dans des contextes socio-historiques différents, et sans donc pouvoir restituer chacun d'eux dans leur totalité. De plus, nous avons procédé à partir de sources secondaires, ce qui nous a certainement privés d'un niveau d'« exactitude historique » qui, pensons-nous, n'invalidé toutefois pas la portée générale de

notre étude. Faute d'espace et de temps, nous avons aussi dû nous résigner à mettre de côté des auteurs qui auraient assurément servi notre propos, par exemple Henri Lefebvre sur l'expérience de la société de consommation, ou Edward Bernays et Walter Lippman sur la question « médiatique ». Nous avons donc proposé un exercice certes incomplet, mais qui renferme toutefois une synthèse éclairante des enjeux entourant la question salariale dans les sociétés capitalistes. À l'heure où certains annoncent la « fin du travail », nous croyons que ce mémoire est donc une invitation à poursuivre celui qui a été ici commencé.

## BIBLIOGRAPHIE

### Livres et articles

ABENSOUR, Miguel, « Les quatre critères de la vraie démocratie », *La démocratie contre l'État*, Paris, Le Félin-Kiron, 2004, 189 pages.

BAUDRILLARD, Jean, *La société de consommation. Ses mythes, ses structures*, Paris, Gallimard, 1970, 318 pages.

BECK, Ulrich, *La société du risque*, Paris, Aubier, 2001, 520 pages.

BELL, Daniel, *La fin de l'idéologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997, 403 pages.

BIDOU-ZACHARIASEN, Catherine, « Les classes moyennes: définitions, travaux et controverses », *Éducation et Sociétés*, vol. 2, no 14, 2004, pp. 119-134.

BOSC, Serge, « Groupes sociaux ou classes sociales? », *La société française et ses fractures*, Paris, La Documentation française, 2003, pp. 40-46.

———, *Stratification et classe sociales. La société française en mutation*, Paris, Armand Colin, 2008, 213 pages.

BOUFFARTIGUE, Paul et Philippe Alonzo, *Le retour des classes sociales : inégalités, dominations, conflits*, Paris, La Dispute, 2004, 285 pages.

CASTEL, Robert, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Gallimard, 1995, 813 pages.

CHARBONNIER, Georges, *Entretiens avec Claude Lévi-Strauss*, Paris, René Julliard et Librairie Plon, 1961, 188 pages.

CHAUVEL, Louis, « Le retour des classes sociales? », *Revue de l'OFCE*, no 79, octobre 2001, pp. 315-359.



———, *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Éditions du Seuil et La République des Idées, 2006, 108 pages.

COHEN, Lizabeth, *A Consumers' Republic. The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, Vintage Books, 2004, 567 pages.

DAHRENDORF, Ralf, *Classes et conflits de classes dans la société industrielle*, Paris, Mouton et Co., 1972, 341 pages.

ENGELS, Friedrich et Karl MARX, *Le manifeste du parti communiste*, Paris, Éditions sociales, 1976, 96 pages.

EWEN, Stuart, *Consciences sous influence. Publicité et genèse de la société de consommation*, Paris, Aubier-Montaigne, 1983, 240 pages.

FAURE, Alain et Jacques RANCIÈRE (textes choisis et présentés par), *La parole ouvrière. 1830-1851*, Paris, La Fabrique, 2007, 345 pages.

FILENE, Edward A., *Successful Living In This Machine Age*, Hal-Far (Malte), Lewis Press, 2007, 348 pages.

FREITAG, Michel, *Dialectique et société. Culture, pouvoir et contrôle; les modes de reproduction formels de la société* (tome 2), Montréal, Éditions Saint-Martin, 1986, 443 pages.

FREITAG, Michel en collaboration avec Yves BONNY. *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la post-modernité*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2002, 434 pages.

FUKUYAMA, Francis. « La fin de l'histoire? », *Commentaire*, vol. 12, no 47, automne 1989, pp. 457-469.

GALBRAITH, John K. *L'ère de l'opulence*, Paris, Calmann-Lévy, 1970, 333 pages.

GOLDTHORPE, John. H., en collaboration avec Catriona LLEWELLYN et Clive PAYNE. *Social mobility and class structure in modern Britain*, New York, Oxford University Press, 1987, 377 pages.

GORZ, André. *Métamorphoses du travail. Critique de la raison économique*, Paris, Gallimard, 1988, 438 pages.

HOBBSBAWM, Eric J. *L'ère des empires. 1875-1914*, Paris, Fayard, 1989, 495 pages.

———. *L'ère des révolutions. 1789-1848*, Paris, Fayard, 1969, 432 pages.

———. *L'ère du capital. 1848-1875*, Paris, Fayard, 1978, 463 pages.

INNIS, Harold A., *Empire and communications*, Victoria (C-B), Press Porcépic Limited, 1986, 184 pages.

KRACAUER, Siegfried, *The Salaried Masses: Duty and Distraction in Weimar Germany*, Londres, Verso, 1998, 130 pages.

SCOTT, Lash et John URRY, *The End of Organized Capitalism*, Madison, Wisconsin, University of Wisconsin Press, 1987, 383 pages.

LOJKINE, Jean, *L'adieu à la classe moyenne*, Paris, La Dispute, 2005, 246 pages.

LUKACS, Georg, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1960, 417 pages.

MARSHALL, Thomas Humphrey, « Chapter IV. Citizenship and Social Class » in *Class, Citizenship, and Social Development*, New York, Anchor Books, 1965, pp. 71-134.

MARCHAND, Roland, *Advertising the American Dream*, Berkeley, University of California Press, 1985, 448 pages.

MARCUSE, Herbert, *L'homme unidimensionnel*, Paris, Éditions de Minuit, 1968, 312 pages.

MARX, Karl, *Critique du programme de Gotha*, Paris, Les Éditions Sociales, 2008, 121 pages.

———, *Le Capital. Livre 1*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993, 940 pages.

MÉDA, Dominique, *Le travail. Une valeur en voie de disparition*, Paris, Aubier, 1995, 358 pages.

MILLS, Charles W., *Les cols blancs. Essai sur les classes moyennes américaines*, Paris, Maspéro, 1966, 411 pages.

MORISSETTE, René en collaboration avec Xuelin ZHANG et Marie DROLET, *L'évolution de l'inégalité de la richesse au Canada 1984-1999*, Ottawa, Statistique Canada, 2002, 53 pages.

NEGT, Oskar, *L'espace public oppositionnel*, Paris, Payot & Rivages, 2007, 239 pages.

NISBET, Robert, « The decline and fall of social class », *Pacific Sociological Review*, vol. 2, no 1, printemps 1959, pp. 11-17.

NORRIS, James D., *Advertising and the Transformation of American Society, 1865-1920*, New York, Greenwood Press, 1990, 206 pages.

OLIN WRIGHT, Erik, « Class analysis » in *Class Counts*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 576 pages.

PEREC, Georges, *Les choses*, Paris, René Julliard, 1965, 158 pages.

PINARD, Rolande, *La révolution du travail. De l'artisan au manager*, Montréal, Liber, 2008, 338 pages.

PINEAULT, Éric, *Au-delà de l'expressionnisme et du marxisme : Éléments pour une théorie critique des structures sociales du capitalisme avancé*, (édition numérique), Montréal, Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie, décembre 2006, 25 pages.

PIOTTE, Jean-Marc, *Du combat au partenariat. Interventions critiques sur le syndicalisme québécois*, Montréal, Éditions Nota Bene, 1998, 272 pages.

POULANTZAS, Nicos, *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris, Éditions du Seuil, 1974, 347 pages.

RANCIÈRE, Jacques, *Le maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, Fayard, 1987, 233 pages.

————— (propos recueillis par Catherine Halpern), « Repenser l'émancipation », *Sciences humaines*, no 198, novembre 2008, pp. 32-35.

RANCIÈRE, Jacques et Alain FAURE, *La parole ouvrière. 1830-1851*, Paris, La Fabrique, 2007, 345 pages.

RIESMAN, David, *La foule solitaire. Anatomie de la société moderne*, Paris, Arthaud, 1964, 378 pages.

—————, *The Lonely Crowd. A study of the changing American character*, New Haven et Londres, Yale University Press, 2001, 315 pages.

ROSANVALLON, Pierre, *La question syndicale*, Paris, Calmann-Lévy, 1988, 273 pages.

SAEZ Emmanuel et Michael R. VEALL, « The Evolution of High Incomes in Canada, 1920-2000 », Working Paper 9607, Cambridge, National Bureau of Economic Research, 2003.

SENNETT, Richard, *Le travail sans qualités*, Paris, Albin Michel, 2000, 221 pages.

SIMMEL, Georg (textes choisis et présentés par Alain DENEALT), *L'argent dans la culture moderne et autres essais sur l'économie de la vie*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme ; Québec, Presses de l'Université Laval, 2006, 182 pages.

SMITH, Adam, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, Gallimard, 1990, 445 pages.

THOMPSON, E. P., *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Éditions du Seuil, 1988, 791 pages.

———, *The making of the English working class*, New York, Vintage Books, 1966, 848 pages.

TOURAINE, Alain, *La société post-industrielle*, Paris, Denoël, 1969, 315 pages.

US BUREAU OF LABOR STATISTICS, « Table 2. Employment by industry and occupational group, May 2009 », *Economic News release : Occupational Employment and Wages – May 2009*, 14 mai 2010, disponible en ligne, <http://www.bls.gov/news.release/ocwage.t02.htm>.

VANDENBERGHE, Frédéric, « Introduction à la sociologie (cosmo)politique du risque d'Ulrich Beck », *Revue du MAUSS*, no 17, 2001, pp. 25-39.

VEBLEN, Thorstein, *The theory of the leisure class*, Oxford et Toronto, Oxford University Press, 2008, 263 pages.

WARREN, Elizabeth, « The coming collapse of the middle class : Higher Risks, Lower Rewards, and a Shrinking Safety Net », *Jefferson Memorial Lecture*, International House Auditorium, Berkeley, 8 mars 2007, <http://grad.berkeley.edu/lectures>.

WILLIAMS, Raymond, *Keywords. A Vocabulary of Culture and Society*, New York, Oxford University Press, 1985, 352 pages.

ZOLA, Émile, *Germinal*, Paris, Le Livre de Poche, 1968, 503 pages.

### Articles de périodiques

« Gauche et droite pourfendent le budget du gouvernement Charest », *Le Devoir*, 12 avril 2010, p. A4.

« Le rêve brisé de la classe ouvrière américaine », *Le Devoir*, 1<sup>er</sup> juin 2009, p. A2.

« Louis Chauvel: "L'horizon des classes moyennes semble bouché" », propos recueilli par Edouard LEDERER, *20minutes.fr*, 19 octobre 2006, [www.20minutes.fr](http://www.20minutes.fr).

BAILLARGEON, Stéphane, « L'entrevue – Amère Amérique », *Le Devoir*, 1<sup>er</sup> décembre 2008, p. A1.

CAZES, Séverine « Classes moyennes. La dégringolade », *Le Point*, no 1867, 26 juin 2008, p. 74.

DOBBS, Lou, « Are you a casualty of the class war? », *CNN.com*, 4 octobre 2006, [www.cnn.com](http://www.cnn.com).

GWYN, Richard, « Class matters more and more in Bush's America », *Toronto Star*, 24 juin 2005, p. A25.

HARTMANN, Thom, « The Undeclared War on America's Middle Classe », *Alternet*, 6 septembre 2006, [www.alternet.org/story/41192](http://www.alternet.org/story/41192).

HUFFINGTON, Arianna, « Shorting The Middle Class: The Real Wall Street Crime », *The Huffington Post*, 19 avril 2010, [www.huffingtonpost.com](http://www.huffingtonpost.com).

SAMUELSON, Robert J., « Middle Class Jitters », *The Washington Post*, 22 mai 2008, p. A25.

### Sites Internet

Site Internet du Rassemblement de citoyens écoeûrés du système gouvernemental actuel, section « Accueil », site web (consulté en mars 2010) : [www.colsrouges.ca](http://www.colsrouges.ca).

Site Internet de la Station de radio FM93, section « Bouchard en parle », *Les cols rouges*, 9 juin 2008, site web (consulté en mars 2010) : [www.fm93.com](http://www.fm93.com).

Site Internet du Syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada, section « Qui sommes-nous : mot du directeur », site web (consulté en avril 2010) : [www.tca.qc.ca](http://www.tca.qc.ca).